

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

№ 13061 ~ 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 25-LUNDI 26 JANVIER 1987

RFA: silence. on vote

La République fédérale a visiblement retenu une leçon des moments dramatiques que lui fit vivre, dans les années 70, la Fraction armée rouge : la publicité est l'un des atouts les plus précieux des terroristes dans leur stratégie de la tension. Si les auteurs de l'enlèvement de plusieurs pe i eme-vement de plusieurs ressortis-sants ouest-aliemands à Bey-routh visaient à semer le trouble en République fédérale à quel-ques jours des élections, la tacti-que a échoué. Les autorités sont parvenues à éviter toute dramatisation, et l'affaire des ctages suscite pour le moment la per-plexité plutôt que l'émotion

Le black-out imposé par les responsables de Bonn est total, responsables de borm est total, et l'on n'aveit samedi d'informations officielles ni sur l'identité des ravisseurs des deux premiers otages, MM. Cordes et Schmidt, ni sur la nationalité des deux hommes enlevés à leur tour vendredi à Beyrouth (sont-ils allemends ou non?), ni enfin sur la façon dont le gouvernement entend traiter l'affaire et répondre à la demande américaine d'extradition du Libanais Hama-dei, errâté le 13 janvier à Franc-

Dans son ensemble, la presse a respecté cette consigne de calme. Samedi, les journaux populaires n'évoqualent même pas cette affaire en première page, et les quoti-ciens tits sérieux se gerdest pour l'aécre d'« édiforialiser » ou de spéculer. Seul « Die

Welt a croit pouvoir affirmer que le gouvernement n'a pas l'intention rapide de Hamadei. MM. Kohl et Genscher, selon ce quotidien, auraient imposé leur point de vue au sein de la cellule de crise constituée à Bonn. Contre l'avis du procureur de la République, M. Rebmann, lle sou-haiteraient que Hamadel soit jugé en RFA pour possession d'explosifs, ce qui n'est certes pas céder d'emblés sux ravisseurs qui réclament sa libération mais revient néanmoins à tenir tête aux Etats-Unis, en retardant le moment de répondre à la

Le gouvernement Kohi est partisan, comme ses prédécas-seurs, de la plus grande fermeté envers ses propres terroristes, mais divers précédents ont montré que la même intransigeance n'est plus de mise lorsque sont impliqués des pays du Proche-Orient où Bonn, contrairement à Paris, n'a et ne veut avoir à défendre que des intérêts économiques. Ce gouvernement avait. peu après son arrivée au pouvoir en 1983, cádá à la Libye pour faire libérer des otages, et il s'est refusé l'année dernière, malgré les pressions américaines, à appliquer contre ce pays des sanctions économiques après l'attentat contre la disco-thèque La Belle à Berlin.

demande d'extradition.

certain consensus est d'alleurs discer-nable sur ce point en République chef du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, qui était ministre de la justice au plus fort des manées terroristes de la Fraction armée rouge, aveit, il y a quelques jours, appelé à la fermeté. Le candidat social démocrate à le chancellerie, M. Johannes Rau, dans une mise au point dont les considérations électorales ne sont sans doute pas absentes, à déclaré vendredi qu'il soutensit les « efforts déployés par le gouve-nement pour tenter de faire libérer les otages », autrement dit la négociation avec les ravisseurs. Les Erats-Unis, après les révéla-tions faites ces dernières semaines sur l'e irangete », du mai à sa poser, devant une opinion déjà naturalisment réticente, en donneurs de leçons. de pressage équipées sont aussitôt indépendants, même ceux qui,

L'annulation de l'amendement sur l'aménagement du temps de travail

La majorité réagit vivement la décision du Conseil constitutionnel

La procédure adoptée par le gouverne-ment, le 19 décembre dernier, pour faire voter par le Parlement les dispositions du projet d'ordonnance sur le temps de travail, rejeté par le président de la Répu-blique, a été annulée, le vendredi 23 jan-vier, par le Conseil constitutionnel. Les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale ont protesté contre cette déci-sion, où M. Alain Poher voit « une restric-

« Le respect de la chose jugée : sagement, seul le princi-pal intéressé, M. Philippe Séguin, s'y range. Mais dans la majorité mise à mal par le Conseil contitu-tionnel, il est bien seul. Dans la République de M. Chirac, il ne fait pas bon se mettre en travers de la route, comme en témoigne la réaction à proprement parler ahu-rissante de M. Alain Poher, rejoint par M. Jacques Chaban-Delmas. La réaction des prési-dents du Sénat et de l'Assemblée nationale pose, en fait, trois problèmes, qui mettent en jeu le droit, la politique et les libertés. 1. Le droit : il y a, déclare

(Lire la suite page 6.)

Presque simultanément,

M. Philippe Séguin a enregistré deux mauvaises nouvelles, le

vendredi 23 janvier au soir : les

chiffres mensuels du chômage,

d'abord, qui confirment une

aggravation en décembre.

L'année 1986 s'achève mai:

en données brutes, on compte 15500 demandeurs d'emploi

emplémentaires en un mois,

avec 2688900 personnes ins-

crites à l'ANPE. En données

corrigées, ils sont 24800 de

plus en un mois et même 133300 en un en, soit 10,7 %

de la population active, pour un

Après l'accalmie du début

total de 2574 100 chômeurs.

de l'automne, due en partie

aux effets du pien pour l'emploi

des jounes, la situation se dété-

riore à nouveau. Même les

En décembre

10,7% des Français au chômage

tion nouvelle aux droits du Parlement», et M. Jacques Chaban-Delmas, « une atteinte véritable à la souveraineté nationale ». Le gouvernement doit discuter lors de sa réunion de travail, le 29 janvier, de la situation ainsi créée, l'hôtel Matignon prévoyant, pour sa part, le dépôt, dès l'ouverture de la session parlementaire de printemps, d'un projet de loi reprenant les dispositions annulées.



M. Poher, « une restriction nou-velle aux droits du Parlement, qui n'est pas admissible ». JEAN-MARIE COLOMBANS.

Israël et la guerre Iran-Irak

Jérusalem est « neutre » dans le conflit du Golfe, nous déclare M. Shimon Pérès. PAGE 3

Manifestations étudiantes en Espagne

Des affrontements violents avec la police ont fait trente blessés. PAGE 3

Carrefour du développement

Les magistrats parisiens répondent aux attaques visant le juge Michau. PAGE 7

La réunion de la Grande Commission franco-soviétique

Morosité face au déséquilibre des échanges. PAGE 13

Le Monde

RÉGIONS

Un tour de France avec nos correspondants

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

Redécouvrir Cuba

Le Brésil saisi par la «castromanie»

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

< Je lui donnai une sleur que j'avais dans les cheveux. Il a été tout ému. Il m'a regardée dans les yeux et m'a dit que c'était la première fois qu'une femme lui donnait une fleur. La dernière fois que j'ai parlé avec lui, je n'arrêtais pas de pleurer et lui me tenait par la main et essuyait mes larmes. >

Ces lignes n'ont pas été publiées dans la presse du cœur, mais dans le supplément dominical d'un des principaux quotidiens brésiliens, le Jornal do Brasil. Leur auteur, Cinthya Graber, journaliste, propriétaire d'une

entreprise de vidéo, n'y parle pas mier; elle en garde un souvenir de son dernier flirt mais de ses entrevues avec Fidel Castro. Le Brésil a redécouvert Cuba

(surtout depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays en juillet dernier), et l'imagerie d'Epinal fleurit abondamment dans la presse. On se croirait reporté vingt ans en arrière, quand des brigades d'intellectuels, invitées par le régime castriste, sacrifiaient au rituel révolutionnaire en coupant la canne à sucre avec quelques « companeros » et, une fois rentrés chez eux, vibraient au souvenir de cette expérience.

La chanteuse Clara Sandroni a découvert La Havane l'an der-

émerveillé. Là-bas, confie-t-elle au Jornal do Brasil, il n'y a pas la « pollution visuelle » que constituent la misère... et l'« excès de magasins ». « Tout est bien préservé, explique-t-elle innocemment. Car il est difficile de se procurer des nouveautés. » Certes, les Cubains sont pauvres, mais leur pauvreté est « digne ». et « l'orgueil se lit sur le visage des gens ».

Tous les témoignages ne sout pas aussi ingénus. Mais, dans la ferveur castriste, Cinthya et Clara sont bien accompagnées.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

Ouverture du MIDEM à Cannes

moins de vingt-cinq ans sont

affectés per cetta évolution,

puisque le nombre des chô-

meurs augmente dans catte

e serein » à l'annonce de la

décision du Conseil constitu-

tionnel de refuser l'amende-

ment sur l'aménagement du

terros de travail. M. Sécuio a

subi un second échec, sur le

terrain politique cette fois. La

méthode employée a été désa-

vouée et les dégâts causés

dans les relations sociales

demeurent. Les semaines qui

viennent seront difficiles pour

le ministre des affaires

(Lire page 13 l'article d'ALAIN LEBAUBE.)

Bien qu'il se soit déclaré

tranche d'âge.

Le microsillon est mort, vive le compact...

Ce a'est plus la crise, c'est presque la reprise: un début lapon et dessert, pour Sony et temps.

d'emphorie règne au MIDEM, qui fête, à Caunes ses vingt et un ans. Le MIDEM classique, qui n'est vraiment là que depuis cinq arché européen.

despuis la reprise: un début lapon et dessert, pour Sony et temps. pour CBS, les marchés japonais et américain. L'autre appartient à accéléré du CD marché européen. ans, pavoise également : le microsillon est mort, vive le compact!

Révolution technologique et bouleversement des mentalités : tel est le bilan de quatre amées d'existence officielle du disque Compact en Europe. Lorsqu'en août 1981 Karajan, se fait photopraphier devant la presse internationale une galette brillante à la main, il se trouve encore des responsables artistiques pour ricaner et jurer que ce loup informatisé n'entrera jamais dans leur bergerie de vinyle. Dès que le CD (compact disc) pourtant est officiellement commercialisé en Europe, en mars 1983, la demande du public est inespérée, si forte que les deux seules usines

Inventeurs associés du disque

laser (un accord de coopération avait distribué les rôles des 1979: la lecture au néerlandais, le codage au japonais), Philips et Sony se retrouvent, grâce à l'-accès au produit » de leur usine respective, en situation confortable de premiers servis. Absorbés avant même l'apparition du compact par Polygram International, les trois leaders du classique européen que sont Deutsche Grammophon (DG), Philips et Decca penvent donc, comme CBS au Japon. maîtriser à peu près leur production. Les antres passent com-mande plus ou moins hâtivement et attendent leurs CD: huit mois d'antichambre an plus fort de la demande. C'est la panique des

débordées. L'une se trouve au comme Erato, s'étaient réveillés à

En quatre années de production accélérée, les délais de fabrication du CD se sont depuis normalisés: Philips a reconverti an nouveau support son usine de Louviers: une autre unité de pressage s'installe en Autriche; les francstireurs peuvent même désormais commander leurs CD à compte d'antenr.

Pourtant, le groupe Polygram sort de cette compétition renforcé et occupe anjourd'hui, à l'échelon français, un pen plus de 50 % du marché du classique. L'une de ses forces est d'avoir laissé subsister, à l'intérieur de l'entité Polygram-Classique, les labels Philips, DG et Decca, avec leurs artistes, leurs spécialités et leurs visées nationales (la Hollande pour Philips, l'Allemagne pour DG, l'Angleterre pour Decca).

ANNE REY.

(Lire la suite page 9.)

Le Monde BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986

CONTRE-CHOCS: L'ANNÉE DES ILLUSIONS

- La situation en France et l'environnement interna-
- Le pétrole depuis 1973, un dossier spécial en cou-
- Cent quarante-six pays à la loupe • Les dernières statisti-
- ques. Des dizaines de cartes et de graphiques

LA RÉFÉRENCE SUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET MONDIALE

188 **PAGES**

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 40 F

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Seigique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Noire, 420 F CFA; Denomark, 8 kr.; Espagne, 170 pes.; G.-8., 65 p.; Gran, 140 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 2 000 L.; Linembourg, 40 f.; Norvège, 12 kr.; Paye-Bax, 2,50 fl.; Portugel, 130 esc.; Sénégel, 460 F CFA; Suède, 13 cs.; Suisse, 1,80 fl.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 fl.



Dates

RENDEZ-VOUS

Dimanche 25 janvier. RFA: élections législa-

Landi 26 janvier. — Strasbourg : Assemblée plénière du Conseil de l'Europe; Bruxelles: Conseil des ministres des Affaires étrangères de la CEE; Koweit: Sommet de l'Organisation de la conférence islamique; Argentine : grève générale à l'appel de la CGT.

Mardi 27 janvier. - Strasbourg : visite de J. Chirac au Conseil de l'Europe; Algérie : Réunion du Comité central du FNL (jusqu'au 28 janvier); Pan-Munjom: ouverture de pourparlers politico-militaires entre les deux Corées : Etats-Unis : Le président Reagan transmet son message sur l'état de l'Union.

Dimanche 1" février. - Brésil : début des travaux de l'Assemblée constituante; Albanie: élection pour renouvellement assemblée populaire.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Tel.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant :

André Foutaine, steur de la publication

Anciens directeurs : bert Beuve-Méry (1944-1969)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620.000 F

Principaux associés de la sociésé : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Rédocteur en chef : Daniel Vernet, Corédacteur en chef : Clande Sales.





Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Taper LEMONDE **ABONNEMENTS** Tél.: (1) 42-47-98-72 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1337F 1952F 2530F

ÉTRANGER (par messageries)

- MELGIOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
9 F 762 F I 089 F I 380 F IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abounés sont invités à lormuler leur demande deux somaines avant leur départ. Joindre la deraière bande d'envoi à toute correspondance.

Vaulles carie les les les leurs de la leur de le Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-910 is published delly, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde c/o Specificapez, 45-45 39 th Street, LCL, M.Y. 11704. Second clean postage paid at New-York, M.Y. networks and additions change to the postmaster: send address changes to La Mondo c/o Speedimpta U.S.A., P.M.C., 45-45-39 th Street, L.L.C., N.Y. 11104.

Les élections de 1947 en Pologne

Comment furent tenues les promesses de Yalta

douze ans, je ne m'intéressais guère aux élections. Je me souviens tout de même de Lodz, où j'habitais à l'époque, tapissée d'inscriptions : . Vote pour le Bloc », « Vote pour le 3 ! ». Le 3, c'était le numéro de la liste du Bloc démocratique, et on le voyait partout. Des groupes de jeunes gens distribuaient aux passants des bulletins de vote portant ce même numéro. Je n'ai par contre aucun souvenir d'avoir vu les numéros de la liste du Parti populiste polonais, qui était dans l'opposition, ni du Parti du travail, de tendance chrétienne-démocrate, mais déjà réduit à peu de chose et « discipliné » par le pouvoir. Ces numéros étaient dangerenx, et d'ailleurs les partis d'opposition, contrairement au «Bloc», avaient des numéros différents dans chaque région, ce qui était destiné à rendre plus difficile leur campagne électorale. Mais ce n'était vraiment pas ça le plus grave...

Ces élections - le dimanche 19 janvier 1947 - n'étaient pas seulement le moyen d'acquitter le chèque signé près de deux ans plus tôt à Yalta, où les Trois Grands, Roosevelt, Churchill et Staline, étaient convenus que le gouvernement polonais devrait organiser des élections « libres ». Ce devait aussi être le moyen de légitimer le nouveau système, censé gouverner selon le mandat du peuple souverain, conformément aux principes de la démocratie par-

Ces principes, en effet, étaient officiellement en vigueur, comme l'avait rappelé deux mois avant les élections Wladyslaw Gomulka, le chef du Parti ouvrier (communiste) polonais. Gomulka avait affirmé par la même occasion qu'il n'était pas question de copier le système soviétique. Et c'est dans cet esprit que l'on devait organiser, après les élections, un véritable spectacle politique, accompagné de tout le cérémonial d'avant-guerre. Le président élu - Boleslaw Bierut, un médiocre activiste du parti - arriva à la Diète en voiture découverte, escorté par un escadron de cavalerie en grand uniforme, et il prêta soleanellement son serment de président en concluent par la formule : « Que Dieu me vienne en aide. » Au cours de la réception qui suivit en l'honneur du corps diplomatique, il apparut en jaquette et pantalon rayé : l'ambassadeur des Etats-Unis, A. Bliss Lane, a raconté plus tard que Bierut et ses collègues lui avaient fait l'effet d'enfants tout fiers de porter pour la première fois des pantalons longs...

Les « vainqueurs » avaient, de fait, de bonnes raisons de penser qu'ils avaient mérité leur succès. Car il n'est pas si facile de gagner des élections quand on a la majorité contre soi.

La majorité, c'est Mikolajczyk qui l'avait. Son retour, en 1945, de Londres (où il dirigeait le gouvernement en exil) était la conséquence directe d'une décision prise à Yalta, portant sur l'élargisse-ment de la base politique du pouvoir installé en Pologne par l'URSS, en 1944. Il avait donc reçu la charge de vice-premier ministre et de ministre de l'agriculture. Il dirigeait en même temps le Parti popu-liste, ansai appelé paysan (PSL), dont il avait été, avant guerre, un animateur connu. Son parti devint la force principale de l'opposition et le dernier espoir pour une société hostile au système qu'on était en train de lui imposer.

Quand les élections pourraient-elles avoir lieu? Un mois après la libération du pays, avait affirmé Staline à Yalta. Mais quand le Parti paysan refusa de faire bloc avec tous les autres partis et de transfor-mer les élections en plébiscite, les communistes éprouvèrent moins de hâte.

Les « trois oui »

Le 30 juin 1946 fut organisé un référendum qui servit de test et de première épreuve de force. Trois questions étaient posées à la fois : êtes-vous favorable à la suppression du Sénat, à la réforme agraire (déjà réalisée) et à la récupération par la Pologne des territoires de l'Ouest. Le PSL était savorable, dès avant la guerre, à la suppression du Sénat, il appuyait les réformes et naturellement approuvait la restitution des territoires de l'Ouest, Mais, pour marquer sa différence, il se décida malgré tout à répondre non à la première

question. Dans tout le pays, le pouvoir organisa un déferiement sans précédent de propagande en faveur du « trois fois oui ». Les résultats ne furent communiqués que treize jours plus tard (68 % de oui à la première questiou, 77 % à la seconde et 91 % à la troisième). Mais à Cracovie, où le PSL avait réussi à s'opposer au truquage des résultats, ceux-ci furent connus plus tôt : 84 % de non à la première question.

Cracovie est donc proclamée haut lieu de la réaction, une sorte de Vendée polonaise, mais personne n'arrive à comprendre pourquoi les résultats y sont à ce point l'URSS à Varsovie. Sans résultat sur le comportement des autorités.

La terreur continue. 200 000 agitateurs vont voir les gens chez eux, et certains profèrent des menaces. Des détachements de l'armée, de la police et d'organisations paramilitaires sont engagés dans la campagne électorale. Les fonctionnaires sont mis en demeure de signer des déclarations par lesquelles ils s'engagent à voter collectivement et ouvertement pour les listes du « Bloc ». On organise des « marches » communes de travailleurs d'une entreprise ou des habitants d'un immeuble en direction des lieux de vote.

officielle furent chassés des bureaux de vote. Et le PSL ne parvint à se faire repré-senter que dans 296 bureaux de vote sur 6726; dans 35 bureaux sculement ses adhérents purent assister au dépouille-

Le «Bloc», naturellement, l'emports. Le Parti ouvrier polonais (les communistes), le Parti socialiste, au sein duquel les partisans des communistes mettaient au pas les socialistes indépendants, un Parti populiste pro-gouvernemental et le Parti démocratique se virent attribuer 80 % des voix, le PSL 10 % : l'engagement contracté à Yalta avait été respecté!

«Ingérence inadmissible»

Avant et après les élections, les gouvernements américain et britannique protes-tèrent, à Varsovie comme à Moscou. Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères Andrei Vichynski - l'ancien procurent général qui intervint à l'époque des grands procès des années 30 - l'it preuve de son invariable sens de l'humour en déclarant que prendre en considération les protestations occidentales « constituerait une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures polonaises ».

Dix ans plus tard, quand Gomulka revint au pouvoir, l'historiographie officielle admit qu'après la guerre les communistes n'avaient pas la majorité dans le pays. Mais personne n'expliqua comment concilier cette constatation avec leurs fameux 80 %. Ce n'est qu'encore un quart de siècle plus tard que Jakub Berman, un des plus hauts dirigeants de l'aprèsguerre, apports l'explication, dans son entretien avec Teresa Toranska («Oni»): ces élections ne pouvaient pas être hon-nêtes, car l'histoire ne le permettait pas. Les résultats devaient être ce qu'ils furent.

De fait, comme le disait Marz, la violence est l'acconcheuse de l'histoire. Et si, après un certain temps, l'enfant est en mesure d'exister par lui-même, il arrive on'on oublie les conditions de sa naissance. En Pologne, ce n'est toujours pas le cas. En témoignent ce quart - ou ce tiers - des électeurs qui, en ces années 80, ne prennent plus part à la farce électorale

inaugurée en 1947.

- ERNEST SKALSKL (Journaliste polonais résident à Varsovie.)

CORRESPONDANCE

Drumont et les « Protocoles des sages de Sion »

M. Jean Gacon, de Paris, agrégé d'his-toire, nous écrit, à propos de l'article « par ailleurs passionnant », de Pierre Birnbaum sur Drumont (le Monde, daté

18-19 janvier): « La France juive (1886) no saurait inspirer « directement », les Protocoles des sages de Sion, puisque le roman alle-mand de Guedsche et sa présentation comme réalité, en Russie, datent, respectivement, de 1868 et 1872. La police tsariste en assure la diffusion des 1876. Tout an plus Serge Nilus, a-t-il, peut-être, lu Drumont quand il donne une nouvelle version des Protocoles... en 1901-1905 (...) »

Pierre Birnbaum, auquel nous avons fait part des observations de M. Gacon, nous indique que, dans l'étude qu'il a consacrée aux Protocoles... Histoire d'un mythe (Gallimard, 1967), Norman Cohn écrit : « Il est certain qu'en les rédigeant, l'auteur des Protocoles... s'inspirait surtout de la tradition de l'antisémitisme politique français, tel qu'il se développe au cours de la seconde moitié du dixneuvième siècle, se reflétant, notamment, dans les écrits de Gougenot des Mousseaux, Chaboty, Meurier et Edouard Dru-

Il semble, en fait, que la version finale de cette fabrication antisémite, due à Nilus, se soit inspirée de deux sources, celle que rappelle M. Gacon et celle que Pierre Birnbaum analysait dans son arti-



différents du reste du pays. Peu à peu, on comprend pourtant que ce sont là les résultats réels, conformes aux quelques indications fragmentaires que l'on peut avoir sur les autres régions.

La terrenr

Certes, les communistes savaient qu'ils n'avaient pes la majorité. Mais ils sont tout de même surpris par l'ampleur de l'opposition. Et ils comprennent que leur propagande est inefficace. Pour les élections proprement dites, on aura donc recours à d'autres méthodes ; et d'abord à la terreur, qui se déchaîne à nouveau après une pause relative euregistrée dans la première moitié de l'année 1946. 118 militants du PSL sont assassinés. environ 100 000 sont interpellés et inter-rogés, souvent très brutalement. Certains villages sont brûlés, leurs habitants assassinés, comme à Wawolnica, dans la région

Au cours du second semestre de 1946, on prononce 429 condamnations à mort pour des motifs politiques, auxquelles s'ajoutent quelques dizaines de nouvelles sentences en janvier 1947. On compte environ 150 000 prisonniers politiques -parmi lesquels 147 candidats du PSL aux élections, et certains dirigeants du parti, comme Stanislaw Mierzwa, Kazimierz Baginski et le rédacteur en chef de l'organe du parti, Zygmunt Augustynski. Des locaux du parti sont attaqués, des meetings électoraux dispersés, et dans cer-tains districts l'activité du parti est même interdite : la plupart de ces faits figurent dans un rapport adressé par le PSL, un mois avant les élections, aux trois signataires de la déclaration de Yalta, par l'intermédiaire des ambassadeurs des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de

Le « Bloc » dispose de cinquante quoti-diens et de trois cents périodiques, tandis que son adversaire ne peut publier qu'un journal et quelques revues, soumis par ail-leurs à une censure hostile et arbitraire dont l'activité n'est régie par aucune disposition légale. C'est ainsi par exemple que fut censuré un commentaire du Journal populaire, l'organe du PSL, condamnant le pogrome des juifs de Kielce, le 4 juillet 1946. Après quoi la propagande du pouvoir reprocha au même PSL d'avoir gardé le silence sur ce sujet...

Rayés des listes

Le découpage électoral était entièrement à la discrétion du pouvoir, si bien que, selon les cas, il pouvait y avoir un député pour 23 000 ou pour 80 000 électeurs. 25 candidats du PSL furent rayés des listes, et ces mêmes listes furent invalidées dans des circonscriptions représentant environ un quart de la population. Un demi-million de personnes furent privées de droit de vote pour « collaboration avec l'occupant » pendant la guerre, alors même qu'en Pologne la collaboration n'avait jamais pris de proportions significatives. Et d'ailleurs, de manière tout à fait inexplicable, le nombre des électeurs recensés diminua en l'espace d'un semestre (entre le référendum et les élections), passant de 13 à 12 millions; entre-temps plusieurs centaines de milliers de personnes étaient pourtant revenues de

Le jour du vote, les électeurs apeurés furent poussés à voter collectivement pour la «liste nº 3». Nulle part les journalistes étrangers ne virent d'isoloir. Dans de nombreux cas, les électeurs qui venaient individuellement et sans montrer ostensiblement leur bulletin de vote pour la liste

"GRAND JURY" RTL-Le Monde dimanche 18h15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE avec André PASSERON et Bruno DETHOMAS (Le Monde) Gilles LECLERC et Jean-Yves HOLLINGER (RTL) MINISTRE DU COMMERCE EXTERIELIR

Etranger

La guerre du Golfe

Israël est «neutre» dans le conflit entre l'Irak et l'Iran

nous déclare M. Shimon Pérès en visite à Paris

M. Pérès est catégorique : contrairement à ce qui est souvent avancé, Israel est « neutre » dans le conflit irano-irakien, dont l'issue, quelle qu'elle soit, ne pourra avoir qu'un impact négatif pour l'Etat hébreu. Peu importe à qui revien-dra la victoire, elle représentera, dans tous les cas de figure, une · menace » pour Jérusalem, a expliqué le ministre dans un entreien accordé vendredi au Monde. - Menace importante à moyen terme si l'Iran l'emporte, car le régime de l'imam Khomeiny s'en trouvera conforté avec des conséquences religieuses et idéologiques de nature à ébranier le monde arabe. » « Menace militaire », si Mrak a le dessus : le régime de Bagdad en sortira avec une armée aguerrie, forte de « trente divisions » et d'une expérience accrue dans le domaine des armes chimi-

Il y a bien eu - débat - en laraël, reconnaît le dirigeam travailliste. Mais, assure-t-il, il n'a pas été tranché en faveur de l'option l' - Irangate - - la livraison d'armes américaines à Téhéran par l'intermédiaire d'Israel - pourrait

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, devait s'entretenir, le samedi 24 janvier, avec son collègue français, M. Raimond, avant de se rendre à Bruxelles. Il devait y rencontrer, lundi, les ministres des affaires étrangères de la Com-musanté. Arrivé vendredi à Paris, venant de Londres, M. Pérès a été reçu successivement par MM. Mitterrand et Chirac. Les conversations ont essentiellement porté sur les moyens de relancer le processus de paix au Proche-Orient et sur la situation dans la région, alors que se rémuit le sommet islamique de Koweit et que se poursuivent les combats entre Iraniens et Irakiens,

le laisser penser. Mauvais procès aussi, à en croire le ministre, que ces accusations portées contre Israel aux Etats-Unis, où certains reprochent aux dirigeants de Jérusalem d'avoir, les premiers, incité Washington à entrer en contact avec l'Iran pour suggérer le marché que l'on sait : des armes contre les otages américains du Liban.

« Ce sont les Américains qui nous ont approchés, sollicitant notre aide pour résoudre l'affaire des otages et savoir ce qui se passait en Iran; nous avons accepté de les aider, ce qui est normal entre antis. » Il était, par ailleurs,

La situation en Cisjordanie

Progression des islamistes en milieu étudiant

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les fondamentalistes musulmans ne cessent de gagner en audience parmi la jeunesse étudiante des ter-ritoires occupés. En témoignent les résultats – publiés le vendredi. 23 janvier – des élections annuelles à l'aniversité de Bir-Zeit, au nord de Ramallah, en Cisjordanie. La liste du « bloc islamiste », en net progrès, recueille 34 % des suffrages

exprimés (contre 25 % l'an dernier). Si les partisans du Fath conservent néanmoins, grâce aux effets du scrutin majoritaire, le contrôle du conseil étudiant, ils le doivent sans donte à l'alliance nouée avec le FDI P de M. Navef Hawatmah et les communistes. Cette coalition nationaliste obtient 42 % des voix. En termes relatifs, le Fath, qui avait rallié seul l'an dernier 38 % des suffrages, semble donc subir une légère reculade sur un campus qui est l'un de ses bastions traditionnels. Les sympathisants du FPLP de M. George Habache arrivent en troi-

sième position avec 24 % des voix. La montée des intégristes musulmans est un phénomène d'ensemble en milieu étudiant. Ceux-ci avaient, en novembre, consolidé - avec 70 % des suffrages — leur suprématie à l'université islamique de Gaza, le plus important établissement d'enseignement supérieur dans les territoires occupés (le Monde daté

16-17 novembre). En décembre, ils avaient, en reprenant le contrôle du collège islamique d'Hébron, infligé une défaite au Fath pourtant associé en l'occurrence aux autres listes de

Les progrès des fondamentalistes à Bir-Zeit résultent pour une part de la présence accrue, sur ce campus, de jeunes gens éduqués à Gaza, où l'influence de l'islam est plus forte qu'en Cisjordanie. Pour la première fois, début décembre, les intégristes avaient côtoyé les sympathisants de lente durant laquelle deux étudiants, précisément originaires de Gaza, furent tués par l'armée israélienne.

Le Fath se déclare satisfait du score atteint par la liste qu'il parrainait à Bir-Zeit. Peut-être redoutait-il de perdre plus de terrain au profit des islamistes. Quant à l'alliance entre le Fath et une partie de l'extrême gauche, elle ne fait que refléter l'actuel rapprochement entre les deux principaux courants de l'OLP. A Bir-Zeit, comme à Hébron, les étudiants nationalistes, qui affectionnent les symboles, avaient baptisé leur liste - Bloc des martyrs de Magdouché », en souvenir de la bataille des camps au Liban, où fidèles et adversaires de Yasser Arafat combattirent côte à côte, il y a un mois et demi, les miliciens chittes d'Amal.

J.-P. LANGELLIER.

Sous-évaluation du prix des armes vendues par les Etats-Unis à l'Iran

es e mana si i i ji ji e si jenje

Washington (AFP-UPI). - Le bonnes. Cette mise au point fait département américain de la défense a sous-évalué de 2,6 millions de dollars le prix des armes américaines achetées par la CIA pour être ensuite revendues à l'Iran, ont révélé, le vendredi 23 janvier, des responsables du Pentagone. Une enquête interne du département sur les ventes secrètes d'armes, a cependant conclu que cette erreur de l'armée n'était pas volontaire, sucune preuve ne permettant de soutenir que le Pentagone et la CIA ont conspiré pour sous-évaluer le prix des missiles afin d'accroître les profits dégagés lors de leur vente à

Des bénéfices qui représentent entre 10 et 30 millions de dollars, selon le ministre de la justice Edwin-Meese. Le porte-parole du Penta-gone, M. Robert Sims, a simplement indiqué que le département de la défense avait l'intention de demander à la CIA un paiement supplémentaire pour couvrir la valeur

Le département d'Etat a par ailleurs publié un communiqué dans lequel il souligne expressement que la dévelopés avec cette partie du sea relations avec la CIA sont monde. – (Corresp.)

suite aux déclarations du secrétaire d'Etat, M. George Shultz, indiquant que la CIA avait poursuivi ses contacts avec l'Iran après la révélation du scandale des ventes d'armes (le Monde du 24 jenvier). La Maison Blanche a renouvelé de son côté son soutien à M. Shultz, alors que la presse faisait état de l'« irritation » de certains responsables de la présidence à l'encontre du secrétaire d'Etat, accusé de faire cavalier seul dens l'affaire iranienne.

O Tournée de M. Hawke au Proche-Orient. - Le premier ministre australier a quitté Carberra, le vendredi 23 janvier, à destination de Davos (Suisse), où il doit participer à la fin du mois au symposium annuel du Forum économique international. Il profite de ce voyage pour accomplir une tournée au Proche-Orient, qui doit le conduire successivement en Jordanie, en Israel et en Egypte. Deux questions domineront les entretiens : outre le processus de paix au Proche-Orient, les échanges comtout à fait défendable de la part des Etats-Unis, poursuit-il, de vou-loir renouer avec l'Iran et tenter de favoriser à Téhéran - un camp des pragmatiques sur celui des extrémistes - dans la perspective de l'anrès-Khomeiny.

Une démarche homanitaire

Il n'y a donc pas scandale, selon lui, mais une initiative qui relève à la fois de la démarche humanitaire en faveur des otages et de la Realpolitik. Que l'exercice ne soit guère conforme an discours musclé - pas de négociation avec les Etats qui parrainent le terrorisme – que l'on tient aussi bien à Washington qu'à Jérusalem, M. Pérès en convient : c'est là, dit-il, une des « contradic-tions » inhérentes au « caractère des démocraties ». Il admet encore que l'« l'angate » s'est traduit par une - perte de la crédibilité américaine » dans le monde arabe. Mais il estime, avec optimisme, qu'elle ne sera que - passagère - et ne remetira pas en cause les relations que des pays comme l'Egypte et la Jordanie entretiennent avec Washington.

que rien n'est joué, que l'Irak « a les moyens de se défendre », même s'il est toujours à la merci d'une « attaque surprise » on de la - catastrophe psychologique » que serait l'obligation d'évacuer Basso-M. Pérès ne se fait pas trop d'illusions sur les résultats de la

tournée européenne qu'il a entre-prise. Il s'agit toujours d'évaluer les possibilités de convoquer un « forum international » pour relan-cer des négociations de paix au Proche-Orient. Dans l'attente d'une reprise d'un véritable dialogue américano-soviétique, déterminant

Non, décidément, M. Pérès n'a

« aucun regret ». Au demeurant, assure-t-il, les livraisons d'armes à

l'Iran ont été - symboliques - ; des

petites quantités - un e total de

5 à 6 millions de dollars » (1) -

qui, en aucun cas, n'ont pu favori-ser l'offensive actuelle de l'Iran.

De ce point de vue, M. Pérès croit

pour l'avenir de la région, l'important, poursuit-il, est de « maintenir un climat de bonne volonté ». Israël y participe à sa manière, assure M. Pérès, notamment en maintenant un quasi-gel des implantations en Cisjordanie; de ce point de vue, selon M. Pérès, l'arrivée à la tête du gouvernement d'union nationale du chef de la droite nationaliste, M. Shamir, n'a pas modifié la politique qu'il avait inaugurée lorsqu'il dirigeait le cabi-

J. A. et Al. Fr.

(1) Certaines sources à Washington ont évoqué des sommes allent de 20 à 30 millions de dollars.

M. Perez de Cuellar à la recherche d'une solution négociée

Le président Reagan a « condamné », le vendredi 23 janvier, l'occupation de territoires irakiens par l'Iran et averti qu'une extension du conflit aux pays voisins serait considérée comme une menace majeure » contre les Etats-Unis et leurs alliés. Il a appelé à une « solution négociée » du conflit, qui ne fasse « ni raigqueur ni vaincu». Mais à Téhéran, le chef de l'Etat iranien, M. Khamenei, prenant la parole lors de la prière du vendredi, a refusé d'envisager les moindres négociations tant que le président irakien resterait au ponyoir.

Cependant, les bombardements se sont poursuivis sur le front sud. En outre, en réplique au tir d'un missile sur Bagdad, jeudi. l'aviation irakienne a bombardé, vendredi, quatre villes d'Iran: Qom, Tabriz, Dezfoul et Ispahan. En quinze jours, selon M. Khamenei, les bombardements irakiens sur les villes d'Iran out fait près de mille lmit cents morts. - (AFP, Reuter, AP.)

NEW-YORK (Nations unles) de notre correspondant

A la veille de son départ pour le Kowett, où il participera an sommet de la Conférence islamique, le socrétaire général de l'ONU a réuni, le vendredi 23 janvier, les quinze mem-bres du Conseil de sécurité. Qualifiée de « privée », la réunion était destinée à les informer d'une proposition en faveur d'une session du Conseil au niveau des ministres des affaires étrangères.

Formulée la semaine dernière devant la presse (le Monde du 15 janvier), la «suggestion» de M. Perez de Cuellar semble avoir été bien accueillie par la totalité des membres du Conseil.

Le secrétaire général propose au Conseil de « réfléchir » sur une série de huit points concernant notamment les origines du conflit irakoiranien, les raisons de sa persistance et la manière d'y mettre fin. « Je ne suis pas pressé ; je souhaite que vos gouvernements étudient tous les aspects de cette guerre et qu'ils proposent des idées », a-t-il dit.

Les cinq memores permanents du Conseil ont fait connaître au secré-taire général leur intérêt pour sa proposition. Le plus enthousieste fut représentant soviétique, dont l'appui formel à M. Perez de Cuellar est considéré dans les milieux onusiens comme une nouvelle preuve de l'inquiétude de Moscou devant l'étendue des contacts secrets entre l'Iran et les Etats-Unis

La position des trois occidentaux (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) se résume ainsi : oui à une réunion ministérielle à condition qu'elle soit minutieusement préparec. La Frnoc, notamment, souligne les dangers d'un éventuel refus de l'une des parties d'appliquer les décisions de la réunion ministérielle; il faut définir à l'avance quelle sera notre réaction dans ce cas, estime-t-on au Quai d'Orsay.

Les membres du Conseil de sécurité out demandé à M. Perez de Cuellar de les informer des résultats des contacts qu'il enra établis lors de

CHARLES LESCAUT.

Europe

ESPAGNE: manifestations estudiantines

Trente blessés à Madrid

MADRID

de notre correspondant

La tension monte sur le front lycéen. Plusieurs dizaines de milliers d'élèves du secondaire ont manifesté le vendredi 23 janvier dans les principeles capitales de province, afin de protester contre la sélection à l'entrée des universités et d'exiger la gratuité de l'enseignement supérieur (le Monde du 24 janvier). Des accrochages avec les forces de l'ordre se sont produits dans plusieurs villes, notamment à Madrid, à Barcelone et à Séville.

Les incidents les plus graves ont en lien dans la capitale. La manifestation, qui réunissait près de dix mille personnes, s'était pourtant déroulée calmement, dans une atmo-sphère bon enfant. Ce qu'est qu'au moment de la dispersion, vers 13 heures, face au ministère de l'éducation, situé en plein centre de Madrid, qu'un petit groupe de queles de jeunes, casqués et armés de bâtons, s'est attaqué aux forces de l'ordre qui se maintenaient

en retrait. Selon le service d'ordre des lycéens, qui a tenté sans succès d'intervenir, il s'agissait de provocateurs étrangers au mouvement étu-diant, militants d'extrême droite et membres d'un groupe de supporters d'un club de football madrilène à la réputation solidement établie de CBSSCDIS >.

Ce n'est qu'après qu'une voiture eut été incendiés et une barricade dressée que la police intervint, char-geant pêle-mêle provocateurs et lycéens, qui réagirent à leur tour. Il s'ensuivit une bataille rangée qui dara près de trois heures, tandis que la circulation était bloquée dans tout le centre de la ville. La police charges à plusiears reprises avec une extrême violence, utilisant gaz larry-mogènes et balles de caoutchouc, tandis que les manifestants ripostaient avec des pierres et des objets eaflammés. Des «casseurs» brisèrent les vitres des immeubles avoisinants et renversèrent des cabines téléphoniques, tandis que deux voitures étaient placées au travers de la rue et incendiées.

Bilan des affrontements de Madrid: une trentaine de blessés, dont la moitié environ sont membres des forces de l'ordre, et neuf manifestants arrêtés. Une lycéenne de quinze ans a été blessée par balle à la hanche dans des circonstances non éclaircies. Elle a été hospitalisée, mais ses jours ne sont pas en danger. Le gouverneur civil de Madrid a annoncé qu'une enquête avait été ouverte pour déterminer les causes de ce grave incident, et que trois policiers avaient été provisoirement suspendus de leurs fonctions

en relation avec cette affaire. Ces affrontements ne penvent que creuser encore le fossé entre étudiants et gouvernement. Une nouvelle réunion a eu lien vendredi dans la soirée entre représentants des lycéens et responsables de ministère de l'éducation, mais sans succès, et les dirigeants étudiants ont apponcé que le mouvement de protestation reprendrait à partir de la semaine

THIERRY MALINIAK.

L'URSS veut axer sa propagande sur le thème des droits de l'homme

Varsovie (AFP). – Les responsa-bles de l'idéologie et des questions internationales de onze partis communistes réunis le jeudi 22 et le ven-dredi 23 janvier à Varsovie ont soulignê la nécessité de « présenter d'une façon plus convaincante la politique et les réalisations des pays socia-listes dans le domaine des droits de l'homme et des libertés », a indiqué un communiqué publié après la réu-

Les secrétaires des comités centraux des partis communistes bulgare, hongrois, vietnamien, est-allemand, cubain, laotien, mongol, polonais, roumain, tchécoslovaque et soviétique participaient à cette réunion. L'URSS était représentée par MM. Anatoly Dobrynine, Alexandre Yakoviev et Vadim Medvedev, secrétaires du comité central du PC de l'URSS respectivement chargés des affaires internationales, de la propagande et de la culture, et des relations avec les pays frères.

Les pays socialistes, indique le communiqué, doivent coordonner leurs efforts » et « mener une énercontrer « l'agression et la propagande des forces réactionnaires impérialistes ». Le communiqué dénonce notamment « les tentatives - de ces forces de « s'ingérer dans les affaires intérieures des pays socialistes sous le faux prétexte de défense des droits de l'homme et des libertés religieuses

Il convient notamment de mettre en valeur « la politique et les réalisations des pays socialistes pour ce qui concerne le perfectionnement de

la démocratie socialiste, les relations nationales et la participation plus large des citoyens à la gestion de toutes les affaires de la société ».

de toutes les affaires de la société ».

[Le compte residu de cetté confirmesce — qui a Hen tous les 2015 — confirme que l'URSS entend désormais contrer systématiquement l'Occident sur le thème des droits de l'homme, tout en s'efforçant de mienx « vendre » su propre politique en la matière. Déjà les Soviétiques ont proposé d'organiser à Moscou une confèrence sur les droits de l'homme, dans le cadre de la CSCE.]

Comment Martchenko est-il mort?

M™ Larissa Bogoraz, l'épouse du ssident Anatoli Martchanko, mort le 8 décembre dernier à la prison de Tchistopol, indique, dans une lettre ouverte parvenne à l'AFP à Paris, que les autorités soviétiques maintiennent « un secret total » sur les circonstances de cette mort. La nouvelle du décès lui est parvenue le 9 décembre par télégramme des autorités pénitentiaires au moment gique action conjointe - dans le où, écrit-cile, - je croyais qu'il avait domaine de l'information pour cessé sa grève de la faim de quatre

une lettre lui demandant de lui « envoyer un colis de nourriture ».

A Tchistopol, où elle a passé trois jours du 10 au 12 décembre, Mac Bogoraz s'est vu signifier l'interdiction d'amener à Moscou la déponille de son mari.

« Ils ne m'ont pas donné la dernière lettre de mon mari. Pourquoi? Il n'y a qu'une seule raison possible: les autorités avaient peur que cette lecture nous révêle les circonstances des derrders mois de vie mois », car elle venait de recevoir d'Anatoli Martchenko. » - (AFP.)

PORTUGAL

Le président Soares oppose son veto à la loi sur les radios privées

de notre correspondant

Le président de la République portugaise, M. Mario Soares, a use de son droit de veto jeudi 22 janvier pour empêcher la promulgation immédiate de la loi sur les radios privées, adoptée par le Parlement en décembre dernier. Les députés seront ainsi appelés à un récramen de la loi en question. Au cas où une majorité simple des parlementaires en exercice se prononcerait à nou-vean en faveur du texte, celui-ci sera utomatiquement promuleué.

Expliquant son attitude, M. Mario Soares a estimé que, en dehors de ses aspects positifs recon-naissant et réglementant les radios privées, la loi, dans sa version actuelle, était « hautement contro-versée » et contrariait plusieurs dis-positions légales adoptées auparavant par le gouvernement.

Toute la polémique est centrée sur les articles 9 et 48, qui retirent à la station publique Radiodiffusion portugaise et à Radio-Renaissance - propriété de l'Eglise catholique -deux fréquences qui leur avaient été attribuées à titre provisoire en octo-

A l'unisson, les directions des deux stations ont exprimé leur évêques portugais s'est même insurgée contre ce qu'elle considére comme une « tentative de faire taire la voix des catholiques ». « Il s'agit d'un complot monté par les mar-xistes et les francs-maçons de l'Assemblée », a-t-on affirmé à un haut niveau de la hiérarchie de

Visiblement impressionné par la campagne déclenchée et par les résultats des sondages selon lesquels une large majorité de Portugais approuve la position prise par les évêques, M. Soares entend ménager ainsi la partie la plus modérée de son

J. R.



8 22 3 8

8-4 1 .

2.

1

Branch C

7 m

\$ 4 gt 15 (1)

A ...

47

44

\$ 1. To

Seutorial Mechanica

30 20 10 4

Mary Same

Nouvelle tension indo-pakistanaise

et place ses troupes en « état d'alerte » La tension entre l'Inde et le Pakis- ble exclue, car elle déclencherait tan, qui se sont livrés à trois guerres depuis leur indépendance en 1947, a fatalement, selon des diplomates en poste à New-Delhi, - une guerre à fait un nouveau bond avec grande échelle » dont on voit mal l'annonce, par New-Delhi, de la fer-meture de 450 kilomètres de fronquel profit pourrait tirer l'Inde, quelle qu'en soit l'issue. Tout en mobilisant ses troupes, New-Delhi n'en a pas moins mis en demeure Islamabad de l'informer sur la situa-tion du côté pakistanais de la frontière entre les deux pays — celle qui sépare l'Etat indien du Pendjab du Pakistan — et de la mise « en état d'alerte maximum » des forces indiennes. La raison invoquée par le ministère indien de la défense : des tière. En outre, le ministère indien troupes pakistanaises demeurent mobilisées de l'entre des affaires étrangères a convoqué, pour information, les ambassadeurs d'URSS et des États-Unis à New-

frontière, plusieurs jours après la fin

Les relations entre les deux capi-

tales se sont détériorées l'an dernier,

notamment à propos du Pendjab, l'Inde accusunt son voisin d'héber-

ger et d'entraîner des séparatistes

sikhs, ce qu'Islamabad dément caté-

d'exercices de routine. On ignorait encore, cependant, ce samedi en fin de matinée, les raisons précises pour lesquelles New-Delhi a durci son attitude à l'égard d'Isla-mabad. M. Rajiv Gandhi fait face à Islamebad a aussitôt réagi en démentant toute mobilisation et en proposant à New-Delhi d'e urgentes consultations » pour désamorcer la tension. Pour preuve de son inquié-tude, M. Zia Ul Haq, le président pakistanais, a convoqué pour diman-che une réunion du Pariement alors mes, notamment au Pendjab. Le Pakistan, de son côté est en proie à des violences ethniques et aux difficultés posées par la qu'il devait prendre l'avion pour par-ticiper au sommet islamique à ace, sur son territoire, de deux à trois millions de réfugiés afghans.

PHILIPPINES: après la fusillade de Manille

Les organisateurs de la manifestation paysanne menacent de faire le « blocus des villes »

MANILLE correspondance

Au lendemain de la sanglante fusillade de Manille (qui a fait, le jeudi 22 janvier, quinze morts, selon le gouvernement, et dix-huit, selon le gouvernement, et dix-huit, seton l'opposition, parmi les manifestants), le KMP, syndicat paysan radical, organisateur de la manifestation, a annoncé qu'il préparait une « grève générale » de protestation. Selon le syndicat, ses sept cent cinquante mille adhérents pourraient « faire le blocus des villes » et « cantiqueme le matériel agricole « confisquer le matériel agricole appartenant aux grands proprié-taires ». Le gouvernement a annoncé, de son côté, que les fusi-liers marins, auteurs présumés de la

fusiliade, ne seraient plus utilisés dans le contrôle des manifestations. Par ailleurs, la structure mise en Par attletrs, la structure muse en place pour assurer les négociations de paix avec la rébellion communiste se désintègre. Les bureaux légaux du Front national démocratique (FND) insurgé ont été abandonnés par leurs occupants. Les représentants du Front admettent qu'il est « peu probable » que le

cessez-le-feu de soixante jours, signé le 27 novembre, soit prolongé au-delà du 8 février. D'un autre côté, le gouvernement a été emberrassé lorsqu'un de ses négociateurs, le docteur Maria Diokno, a présenté sa démission en déclarant qu'elle ne pouvait plus défendre les positions gouvernementales sur « de nombreux points ».

Après les graves incidents de adi, des diplomates occidentant à Manille craignent une « réaction militaire - dans les jours à venir. La Commission pour les élections (COMELEC) a amoncé qu'elle refusait au Partido NG Bayan (P NG B) le statut de parti politique légal, lui interdisant ainsi de participer à tout scrutin. Les autorités n'out jamais caché qu'elles estimaient que le P NG B n'était autre chose qu'une a vitrine a du Parti chose qu'une «vitrine» du Parti communiste interdit. Pour justifier sa décision, la COMELEC a indiqué que deux membres de la direction du P NG B étaient « liés » au PC et n'auraient, ainsi, pas renoncé à la lutte armée.

KIM GORDON-BATES.

TCHAD

Afrique

Nouveaux affrontements dans le Nord

Les autorités tchadiennes ont amoncé, le vendredi 23 janvier, que de nouveaux affrontements « très dans le désert, dont l'emplacement est gardé secret, et à partir des-gord libyennes venues de Sebha » (sud de la Libye), dans la région de Zouar, dans le massif du Tibesti. Selon N'Djamena, une « importante colonne libyenne » a été interceptée par les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) et « mise en nales tchadiennes) et « mise en déroute ». D'autres informations font état de combats à l'ouest de Bardal Mercredi, l'état-major tcha-dien avait amoncé avoir mené une coffensive de nettoyage » dans la région de Zouar, après avoir pris le contrôle de cette localité.

D'autre part, le Washington Post, citant des rapports des services de renseignement américains, affirme

vouloir limiter les conséquences de cette défaite sur la population en recrutant de plus en plus de soldats dans la partie sud du pays et en eurolant des recrues d'autres pays africains, rapporte le Washington Post, qui précise que les blessés sont spignés dans des hôpitaux de campagne plutôt que rapatriés à Tripoli. - (AFP, Reuter.)

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE :

Le mouvement du chef Buthelezi mis en cause

le massacre de Kwamakhutha

Le Front démocratique uni (UDF), principale organisation ami-apartheid d'Afrique du sud, a accuse, le vendredi 23 janvier, le mouvement Inkhata du chef zoulou mouvement Inkhata du chef zonlou Mangosuthu Buthelezi d'avoir assassiné les douze Noirs tués mercredi dans une township près de Durban (le Monde du 23 janvier). Le maire de Kwamakhutha, cité où ce massacre s'est déroulé, M. Jérôme Shabl, membre de Flokbate a été trouvé en possession l'Inkhata, a été trouvé en possession d'un fusil d'assaut AK-47, de fabrication soviétique, semblable à ceux

utilisés lors de cette tuerie, a indi-qué un responsable de l'UDF, M. Archie Gumede. Entretemps à Soweto, la grande cité noire de la banlieue de Johannesburg, deux hommes, soupconnés par la police d'appartenir à l'ANC (Congrès national africain), ont été

tués par les forces de sécurité au cours d'une fusiliade. Des armes et des munitions d'origine soviétique

A Johannesburg, six membres du Parti national (au pouvoir) ont amoncé vendredi qu'ils démissionnaient en raison de « l'absence de stratégie de réforme totale » du gouvernement sud-africain. Ces démissions font suite à celle, mercredi, d'un parlementaire proche de l'aile gauche du Parti national, M. Wynand Malan.

Enfin, dans le nord de la Namibie, deux soldats des forces territo-riales locales, sous commandement sud-africain, ont été tués, jeudi, par l'explosion d'une mine. - (AFP.

CHINE

Le journaliste Liu Binyan expulsé du PC

goriquement. Aujourd'hui, New-Delhi affirme que quatorze sur les dix-sept divisions d'attaque pakista-Pékin (AFP, Reuter). - Le plus connu et certainement le plus naises sont massées sur la frontière, admiré des écrivains journalistes chinois, M. Liu Binyan, a été face à onze divisions et cinq brigades indiennes, dont des formations blindées. Islamabad dément avoir expulsé du Parti communiste pour s'être fait l'avocat de la « libéralisaprocédé à cette concentration de tion bourgeoise ». La décision d'expulser M. Liu Binyan, prise il y troupes tout en affichant que, en cas d'agression indienne, le Pakistan se a plus d'une semaine, ne sera annon-cée que dans les prochains jours, en défendrait « avec détermination et même temps que seront publiés les griefs qui lui sont faits. Communiste L'éventualité de raids indiens contre des « bases terroristes sikhs » convaincu, mais ches de file de en territoire pakistanais - dont l'intelligentsia libérale du parti, M. Liu Binyan bénéficie, à l'âge de l'existence n'est pas prouvée - sem-

soixante-deux ans, d'un immense prestige au sein des milieux intellec-tuels de la Chine, et son expulsion du parti leur porte un coup sévère. Il - avait été condamné comme « droitier » et « anti-socialiste » en 1957 et avait acquis sa célébrité (après la fin de la révolution culturelle) avec son ouvrage Entre hommes et démons, dans lequel il dénonçait les

abus de la bureaucratie chinoise. Par ailleurs, M. Hu Yaobang, écarté il y a une semaine de la direction du PC, devrait être nommé à la tête d'un organisme consultatif, a-t-

on indiqué le vendredi 23 janvier de source chinoise. On précise de même source que M. Hu prendra en principe la direction de la Conférence consultative politique du peu-ple chinois (CCPPC), sans réel pou-voir, mais regroupant des membres du parti, aussi bien que des personnalités qui lui sont extérienres. Il y remplacerait M. Deng Yingchao, veuve de l'ancien premier ministre Zou Enlai, qui est âgée de quarre-vingt-trois ans et n'apparaît en public qu'accompagnée d'infir-

Amériques

Le Brésil saisi par la « castromanie »

(Suite de la première page.)

Il y a kongtemps, par exemple, que le chanteur-compositeur Chico Buarque est devenu un fan de Cuba. Il a commencé de fréquenter La Havane bien avant que les généraux n'en donnent l'autorisation, et, depuis, il y a fait carrière, presque

autant que dans son propre pays.
Jorge Amado et Antonio Callado, sorge Amado et Amono Canado, écrivains progressistes, sont évidem-ment des lidèles parmi les fidèles. Et aussi Nei Sroulevich, le directeur du Festival international de cinéma de Rio-de-Janeiro, qui a la corpulence et la jovialité d'un imprésario et l'enthousiasme pro-Fidel d'un néophyte. Parti pour la première fois en 1979 vendre des films brésiliens à Cuba, - avec l'autorisation de Figueiredo », précise-t-il (le général président, alors en exercice), il y fait depuis trois ou quatre ans voyages per en.

Angélisme et mauvaise fol...

De nombreux cinéastes, journa-listes, chanteurs, écrivains, vont régulièrement dans l'île. Beaucoup n'ont pas attendu la nouvelle République pour y faire leurs premiers pas. Les chanteurs participent au Festival de la chanson de Varadero, les cinéastes au Festival de cinéma latino-américain de La Havane, qui a lieu tous les ans en décembre, et où les auteurs brésiliens sont réguliè-

Le réalisateur Zelito Vianna fait partie des cubanophiles. Auteur de films sur les Indiens du Brésil, travaillant en co-production avec la France à un long métrage sur Villa-Lobos - dont le centenaire est célé-bré cette année - Zelito Vianna explique pourquoi, entre les Cubains et ses compatrietes, le coup de fou-dre est fréquent : « Nous sommes de la même tribu », dit-il ; et d'expliquer : « Notre métissage est le même ; nos religions populaires aussi, même notre humour est iden-

Cuba a surtout des similitudes avec Bahia, la plus africaine des régions du Brésil. « C'est une Bahia qui a réussi », disent les convaincus. Ces derniers ont l'impression là-bas de se retrouver chez eux, mais sans la misère, la crasse, la violence, qui caractérisent aujourd'hui leur pays, alors qu'à Rio, à Sac-Paulo et dans toutes les grandes villes des familles entières campent dans la rue, que des millions d'enfants sont abandonnés, les uns livrés à la prostitu-tion, les autres au banditisme ou à la

A Caba, • il n'y a pas de mendiants; les enfants sont instruits et alimentés, et les Noirs ne sont pas édentés». Cette dernière observation revient souvent. Au Brésil, en effet, les Noirs et les pauvres en général gardent difficilement leurs

Eloges de la démocratie sociale cubaine et discrétion, voire silence, sur le reste, c'est à dire sur l'absence de libertés: les Brésiliens, qui décon-vrent ou redécouvrent Fidel Castro avec vingt ans de retard, commet-tent les mêmes péchés que leurs pré-

dents, « parce que la sécurité sociale ne prend pas en charge les soins dentaires », explique un confrère. « Une dent qui fait mal, elle est arrachée. »

Eloges de la démocratie sociale dit : « Je me méfie toujours des gens qui font de l'argent avec leur idéal ». L'humoriste raille le psychanalyste Helio Pellegrino, qui a chanté les mérites d'un hôpital psychiatrique qu'il avait visité à Cuba. « Des hópitaux psychiatriques modèles, il y en a beaucoup ail-leurs », dit Millor Fernandes, qui ajoute: « Le Brésil a le huitième PNB du monde occidental; ce n'est pas vers Cuba qu'il doit regarder mais vers las pays développés ».



décesseurs. Attitude d'autant moins compréhensible qu'ils étaient les premiers à dénoncer les atteintes à la démocratie et la censure sur la presse quand les généraux étaient au pouvoir à Brasilia. Aux procastristes d'aujourd'hui, il sufit de vérifier qu'on parle librement à Cuba. Le chef de l'opposition, c'est Fidel Castro lui même, dit Nei Sroulevich, car « il critique la bureaucra-tie et la corruption du système ». Et d'admirer au passage que le lider maximo ait demandé aux journalistes cubains... de donner davantage d'informations.

L'angélisme et la mauvaise foi se melent et valent, à ceux qui s'en rendent coupables, les sarcasmes du plus connu des humoristes brésiliens, Millor Fernandes; celui-ci voit dans la «castromanie» de certains de ses compatriotes un phénomène d'« homosexualité idéologique. » A propos des artistes comme Chico Buarque, qui font carrière à Cuba, il

Millor Fernandes conclut : Cuba et Taiwan ont des situations similaires; ce sont des tles men cées par un puissant voisin. La dif-férence, c'est que Taiwan est pros-père et qu'elle a une trentaine de ournaux, ainsi qu'un parlement. »

Ziraldo est un autre humoriste bien connu. Ses dessins faisaient beat connu. Ses dessins faisaient mouche du temps du régime militaire. Il est devenu, lui aussi, un des enthousiastes du régime cubain. A La Havane, où il est allé plusieurs fois, les Cubains ont installé, face à l'immeuble qui abrite la représentation des intérêts américains, une enseigne lumineurse disant : « Mersieurs les immérialistes nous sieurs les impérialistes, nous n'avons pas peur de vous. - Cela a donné à Ziraldo l'idée d'un dessin inspiré par le branle-bas de combat suscité par un avion espion améri-cain survolant La Havane, Ziraldo a dessiné cet avion traçant dans le ciel, en lettres de fumée, « Mes-sieurs les socialistes, nous n'avons pas peur de vous. » Il paraît que les

Cubains ont bien ri et que le dessin devait être publié dans Granma, le quotidien du PC cubain. L'a-t-il été? Nos interlocuteurs en doutent.

Les relations diplomatiques out été rompues entre Brasilia et La Havane en 1964, peu après l'arri-vée des militaires brésiliens au pouvoir. Pendant de nombreuses ann l'ostracisme à l'égard de Cuha fut total, en raison de l'appui donné par Fidel Castro au mouvement de gué-rilla qui voulait renverser le régime des généraux.

La situation s'améliora après le La situation s'amenora apres ic démantèlement de cette opposition armée. Les deux pays se rapprochè-rent, par le biais du commerce en défendant ensemble leurs intérêts de principaux producteurs mondiaux de sucre de canne. Le dégel s'accen-tua avec l'ouverture politique brési-lienne à la fin des années 70. Les telenovelas (feuilletons télévisés) du groupe multimédia Globo, permirent la première grande percée

« Fidel et la religion »

Le moment venu, Fidel Castro a commencé son entreprise de séduc-tion, laquelle lui avait si bien réussi naguère avec les Européens. Il a envoyé des émissaires prendre des contacts informels, invité nombre de journalistes, d'intellectuels, d'artistes brésiliens. Lui, si avare d'interviews ces deznières années, en a donné une de plusieurs heures an journaliste Roberto d'Avilla, de la chaîne de télévision Manchete, Il a même accordé une exclusivité au frère dominicain Frei Betto - l'un de ceux qui avaient été torturés par la police de Sao-Paulo pour avoir abrité le chef guérillero Carlo Marighela – en parlant avec lui de reli-gion. Frei Betto a écrit un livre intitulé Fidel et la religion, qui est devenu un best-seller au Brésil.

« Pour le régime cubain, le Brésil est d'une importance capitale, dit Nei Sroulevich. C'est un grand allié potentiel sace aux pays déve-loppés », à condition que cette alliance « ne soit pas détournée au bénésice de l'Union soviétique ».

Le tourisme brésilien commence à s'organiser à Cuba. Il peut contribuer à l'évolution du système politi-que, dit Zuenir Ventura, responsa-ble des pages culturelles du Jornal do Brasil : « Le tourisme est dépré dateur. Les Brésiliens vont aller là bas avec des jeans, ils feront de la contrebande et le marché noir du dollar. » Ventura explique l'« cuphorie » que ressentent ses compatriotes à La Havane par le fait que chez eux ils out mauvaise ence devant la misère de la population.

CHARLES VANHECKE

ETATS-UNIS

Une défense antimissile « n'est pas acquise d'avance »

Le système de défense stratégique, dit de la « guerre des étoiles », ne sera probablement pas déployé avant plusieurs années, a déclaré, le vendredi 23 janvier, à Londres M. Max Kampelman, principal négocia-teur américain dans les discussions sur le contrôle des armements à Genève.

Selon M. Kampelman, le moment de prendre une décision sur l'IDS se situe « plusieurs années dans l'avenir », « Peut-être le successeur de M. Reagan pourra-t-il prendre cette décision, mais il est peu probable que M. Reagan puisse la prendre . a-t-il dit devant le Royal United Services Institute, et cette décision « n'est nullement acquise d'avance », a ajouté le négociateur américain.

Cette déclaration de M. Kampelman suit de quelques heures un discours du secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, qui avait affirmé que le programme de recherche a enregistré des « progrès spectaculaires », et que la décision de déployer le système « pourrait être proche » (le Monde du 24 janvier). - (AFP.)

• SÉNÉGAL : grave générale à l'université de Dakar. — Une grave déclenchée, jeudi 22 janvier, pour vingt-quatre heures, per les étudiants duite vendredi pour une durée indéterminée, alors que le mouvement gagnait les lycées de la capitale sénégalaise. Des incidents avaient opposé, jeudi, manifestants aux forces de l'ordre, faisant plusieurs blessés. Les étudiants protestant contre le retard dans le versement des bourses universitaires et dénon-cent leurs conditions d'hébergement et de restauration. - AFP, Reuter.)

a ZAIRE: nomination d'un premier ministre. — Le président Mobutu a procédé, jeudi 22 janvier, à un remaniement du gouvernement. M. Mabi Mulumba, jusque-là ministre des finances, devient premier minie tre, poste laissé vacant depuis que son précédent titulaire, M. Kengo Wa Dondo, avait été nommé, en novembre dernier, ministre des affaires étrangères. Ce demier est nommé président de la Cour des comptes. Mª Etila Lyonda, qui était ambassa-deur du Zaire à Bruxelles, devient ministre des affaires étrangères. D'autre part, M. Tahiunzambiye, vice-gouverneur de la Banque mondiale, est nommé ministre de l'économie nationale en remplacement de M. Nyembo Shabani, qui devient tituleire du portefeuille des finances, (AFP. Reuter.)

• CAMEROUN : nouveau ministre des affaires étrangères. — Le ministre des affaires étrangères, M. Etaki Mboumoua, a éti remplacé, vendredi 23 janvier, per M. Philippe Mataga, jusqu'alors ministre du travail et de la prévoyance sociale. M. Mataga, un ancien directeur de cabinet du prési-dent Biya, a lui-même été remplacé par M. Adolphe Moudiki. — (AFP.)

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et sacret.

36.15 TAPEZ LEMONDE



حكذا من الأصل

Politique

• Le Monde ● Dimanche 25-Lundi 26 janvier 1987 5

Les décisions du Conseil constitutionnel et l'échec de la majorité

L'« amendement Séguin » sur le temps de travail est annulé pour vice de procédure

Les deux décisions rendues, le vendredi 23 janvier, par le Conseil constitutionnel auront des conséquences importantes. La première annule, pour la première fois depuis le 16 mars, la totalité d'un texte de loi (voir *le Monde* du 24 janvier); il était le fruit d'une proposition de M. Michel d'Ornano (UDF, Calvades), mise en forme par M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), tous deux proches de M. Valéry Giscard d'Estaing; il prévoyait le transfert, de la juridiction administrative à la juridiction civile, de la procédure d'appel des décisions du conseil de la concurrence. Le Conseil constitutionnel ne s'est pas opposé à ce transfert, que souhaitait M. Edouard Balladur, mais il y met des conditions. De la façon dont le gouvernement tiendra compte de cette décision dépendent, en grande partie, les conditions de surveillance du nouveau droit de la concurrence mis en place par le ministre d'Etat; c'est un domaine où les intérêts économiques et financiers en jeu sont considérables / le Monde publiera dans ses éditions du 27 janvier, des extraits et l'analyse

L'ammistion de l'« amendement Séguin » a un impact plus directement politique. Là aussi, pour la première fois depuis le 16 mars, le Conseil sanctionne le gouvernement pour le choix d'une arme utilisée dans son combat feutré avec le président de la République. Autorisé, en juillet 1986 par une loi d'habilitation, à modifier le code du par une loi d'habilitation, à modifier le code du travail pour faciliter l'aménagement du temps de travail, M. Philippe Ségum présentait au conseil des ministres, le 10 décembre, son projet d'ordomance, fortement critiqué par les syudicats. M. François Mitterrand, qui, dès le mois de mars, avait prévenn que, es matière sociale, il de signerait que les ordomances présentant « un progrès per repport sur acquis», aumoncait le progrès par rapport aux acquis», annonçait le 17 décembre qu'il refusait d'avaliser celle-ci. On 17 decembre qu'il refusait d'avaliser celle-ci. On était à trois jours de la fin de la session du Parlement; le gouvernement s'interdisant d'organiser use session extraordinaire, il ne pouvait réagir, comme à l'accoutumée, par le dépôt d'un projet de loi sur lequel il engagerait sa responsabilité. Après avoir tergiversé, l'hôtel Matignou suggérait aux présidents des groupes de la majorité du Sénat et de l'Assemblée partionale de demande Sénat et de l'Assemblée nationale de demander

publiquement au gouvernement de transformer le texte de l'ordomance contestée en amendement à un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social en cours de discussion.

social en cours de discussion.

M. Séguin acquiesçait à cette requête le 19 décembre, en expliquant : « Il s'agit de savoir si, oui on non, le 16 mars a en lieu ! » il en résultait une longue muit de bataille procédurière au Palais-Bourbon. La gauche la perdait, mais le Conseil constitutionnel vient de décider que la procédure retenue par le gouvernement était contraire à la Loi fondamentale, un amendement ne pouvant pas être la reprise déguisée d'un pro-

Si M. Séguin s'est déclaré « serein » ajoutant qu'il respectait « la chose jugée », M. Alain Poher, président du Sénat, a déclaré : « A mon avis, le gouvernement a exercé son droit d'amendement dement dans le respect de la Constitution. Les deux Assemblées du Parlement, expression de la souveraineté nationale, l'out voté. Or le Conseil constitutionnel a annulé cet amendement sur la base de notions, flones et imprécises que je ne trouve pas dans la Constitution. Cette décision est grave. Seules les règles constitutionnelles écrites s'imposent aux Assemblées. Voilà que le Conseil constitutionnel veut ajouter, en debors de tout texte, une restriction nouvelle aux droits du Parlement. Ce qui n'est pas admissible. »

M. Jacques Chaban-Delmas, après avoir hésité, a renda public le samedi 24 janvier, une déclaration allant dans le même seus que celui du président du Sénat (lire page 6). A gauche, au contraire, on se félicite de cette décision. M. Lionel Jospin estime que le Conseil a « remis le droit à sa place ». Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale explique qu'une « limite est mise aux coups de force du gouvernement, qui prétendait faire voter sans délibération politique des textes élaborés sans négociations sociales ». M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, parle même de « désaveu cingiant du gouvernement ».

Le ministre des affaires sociales va se heurter à de nouvelles difficultés. Déjà, M. Bergeron prévient : « Il faudra maintenant revoir tout cela et en rediscuter pendant qu'il est encore temps. » Mais l'hôtel Matignon expliquait, vendredi soir, que le texte annulé serait représenté, en l'état, en avril dès l'ouverture de la session de printemps.

Le Conseil constitutionnel avait à examiner la conformité à la Constitution de la loi portant diverses mesures d'ordre social, contestée par les députés et les sénateurs socialistes « en raison des conditions de son adoption par l'Assemblée nationale, qui servient contraires à l'article 27 de la Constitution, de l'insertion par voie d'amende-ment des dispositions relatives à du contenu de certains de ses articles ».

2 -----

4.40

800 900

Ser la procédure d'adoption de l'ensemble de la loi, le Conseil constitutionnel déclare : « Considérant que, selon le deuxième alinéa de l'article 27 de la Constitution « le droit de vote des membres du Parlement est person-nel » ; qu'aux termes du troisième ali-néa du même article, « la loi organique peut autorise» exceptionnellement la peut autoriser exceptionnellement la délégation de vote. Dans ce cas, nul ne peut recevoir délégation de plus d'un

» Considérant que, pour l'applica-tion de ces dispositions, la circonstance que, dans le cadre d'un scruttn public, le nombre de suffrages favorables à l'adoption d'un texte soit supérieur au nombre de députés effectivement pré-sents au point de donner à penser que les délégations de vote utilisées, tant par leur nombre que par les justifica-tions apportées, excèdent les limites prévues par l'article 27 précité, ne sau-rait entacher de mullité la procédure d'adoption de ce texte que s'il est établi, d'une part, qu'un ou des députés ont été portés comme ayant émis un vote contraire à leur opinion et, d'autre

La décision

20 décembre 1986, à un vote au scrutin public sur l'ensemble de la loi présen-tement déférée, il n'est pas établi, ni même allègué, qu'un des députés qui figurent au procès-verbal de séance au nombre de ceux ayant émis un vote favorable, ne se serait pas prononcé dans ce sens ; que, dans ces conditions, le moyen tiré de la mécomaissance des deuxième et troisième alinéas de l'article 27 de la Constitution doit être

Le Conseil constitutionnel examine vote contraire à leur opinion et, d'autre
part, que, sans la prise en compte de ce
ou ces votes, la majorité requise
n'aurait pu être atteinte;

Considérant que, quelles que
soient les conditions dans lesquelles il
a été procédé par l'Assemblée nationale, au cours de sa séance du

Le Conseil constitutionnel examine
d'adoption de
loi n'a pu être
adopté après deux lectures par chaque
adopté après deux lecture

premier alinéa de l'article 44 énonce que « les membres du Parlement et le gouvernement ont le droit d'amer ment » ; que, selon le premier alinéa de l'article 45, tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique » ; qu'en vertu des deuxième et troisième alinéas du même article, lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée ou, si le gouvernement a

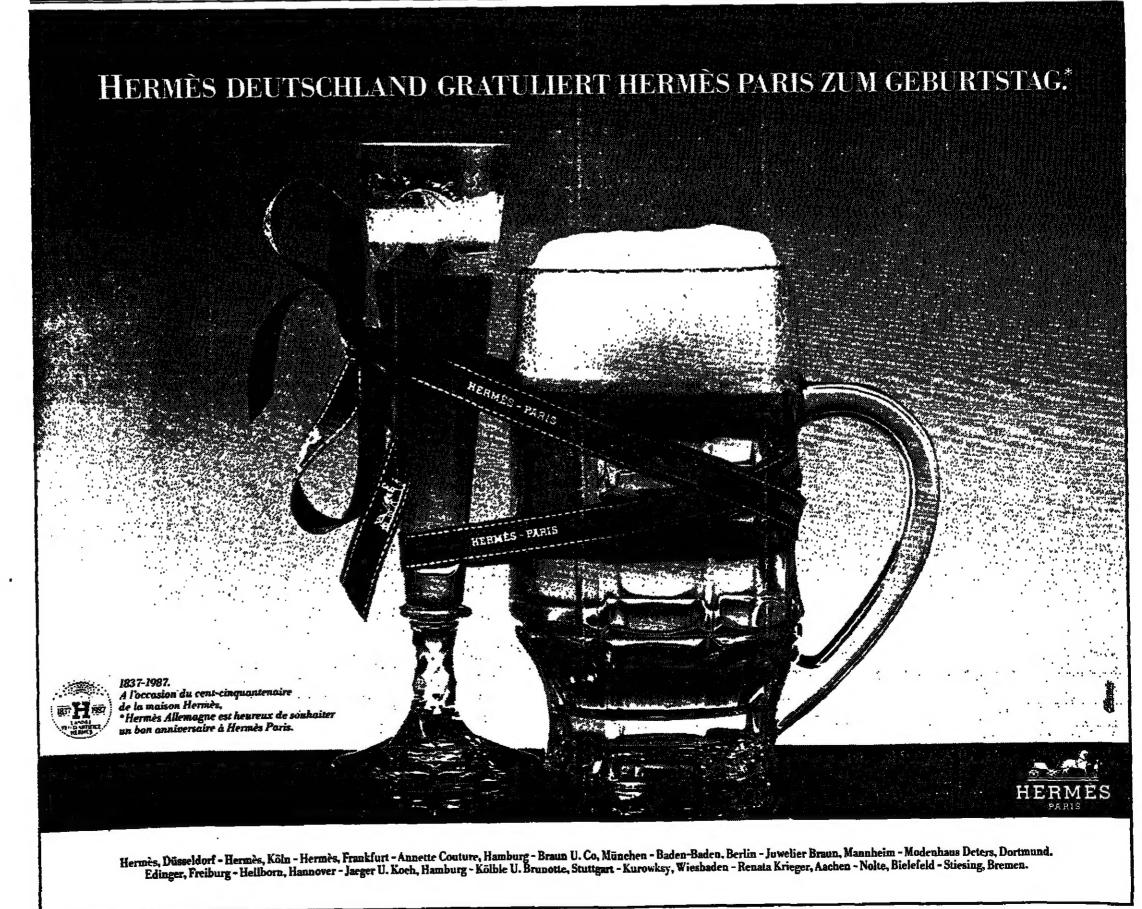
discussion ne fait pas obstacle à ce que le gouvernement, en soumettant pour approbation aux deux Assemblées le texte élaboré par la commission mixte,

sur les dispositions restant en discus-sion. Le texte élaboré par la commis-sion mixte peut être soumis par le gou-les limites inhérentes à l'exercice du

sion mixte peut être soumis par le gouvernement pour approbation aux deux Assemblées. Aucun amendement n'est a considérant accord du gouvernement.

"Considérant poursuit le Conseil constitutionnel, qu'il résulte de ces dispositions que l'adoption par la commission mixte paritaire d'un texte commun sur les dispositentes de l'article 2 (4°) de la loi re 86-793 du 2 juillez commun sur les dispositente d'un texte commun sur les dispositentes de l'article 2 (4°) de la loi re 86-793 du 2 juillez commun sur les dispositentes d'un texte établi par le gouvernement sur le fondement de l'article 2 (4°) de la loi re 86-793 du 2 juillez commun sur les dispositentes de l'article 2 (4°) de la loi re 86-793 du 2 juillez commun sur les dispositentes de l'article 2 (4°) de la loi re 86-793 du 2 juillez commun sur les dispositentes de l'article 39 de la la reprend l'article 39 de la la la reprend l'a au developpement de l'emploi et, à cette fin, à apporter aux dispositions du code du travail relatives à la durée du travail et à l'aménagement du temps de travail les modifications per-meitant, compte tenu des négociations entre les parienaires sociaux, d'adapter les conditions de fonction des entreprises aux variations de leur niveau d'activité et aux conditions économiques générales » ;

(Lire la suite page 6.)



L'annulation de l'amendement sur l'aménagement du temps de travail par le Conseil constitutionnel

La décision

(Suite de la page 5.)

 Considérant qu'à cet effet les dis-sitions incluses dans l'article 39 de la loi, sous la forme de vingt paragra-plus qui modifient ou complètent de nombreux articles du code du travail, prévolent que la modulation des koraires de travail pourra être mise en place non seulement pourra être mise en place non seulement par accord de branche étendu mais également par accord d'entreprise ou d'établissement; qu'elles font disparaître le lien obligatoire existant autérieurement obligatoire existant antérieurement entre aménagement du temps de tra-vail et réduction du temps de travail et laissent aux partenaires sociaux le soin de définir conventionnellement la nature et l'insportance des contreparties au bénéfice des salariés ; qu'elles précisent cependant que les accord d'entreprise relatifs à la modulation ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition, d'une part, de ne pas avoir fait l'objet d'une opposition des syndi-cuts ayant recueilli plus de la moitié des voix des électeurs inscrits aux dernières élections professionnelles et, d'autre part, d'être conformes au cadre défini par la loi sous peine de sanctions pénales; que le non-respect de l'accord de modulation n'osore plus droit à un repos compensateur de 50 %; qu'en revanche des modificasant la détermination des heures sup-plémentaires et leurs modalités de alement; qu'en ce qui concerne le spos dominical, les dispositions incluses dans l'article 39 ouvrent aux branches dans lesquelles un accord collectif étendu le prévoit la possibilité d'organiser le travail en continu pour des raisons d'ordre économique et non plus seulement pour des raisons d'ordre technique; qu'enfin des amé-nagements particuliers sont apportés aux dispositions du code du travail relatives au travail de muit des

» Considérant, conclut sur ce point le Conseil constitutionnel, qu'il résulte de ce qui précède qu'à raison tant de leur ampleur que de leur importance les dispositions qui sont à l'origine de l'article 39 excèdent les limites inhéreuses à l'exercice du droit d'amendement ; que, des lors, elles ne pouvaient portant diverses mexures d'ordre social, par voie d'amendement, sans que soit mécomme la distinction éta-blie entre les projets et propositions di lot visés à l'article 39 de la Constituments dont ces dertion et les amenaemens aons ces aer-ners peuvent faire l'objet en vertu de l'article 44, alinéa 1; (...) il y a lieu, en conséquence, pour le Consell constitutionnel de décider que l'arti-cle 39 de la loi déférée a été adopté selon une procédure irrégulière » ;

Avant de reconnaître que l'article 4 de la loi (condition de durée minimale de résidence sur le territoire français dans des conditions fixées par décret, pour l'attribution de diverses alloca-tions) n'est pas contraire à la Consti-tution, le Conseil constitutionnel énonce d'autre part un certain nombre de réserves d'in terprétation fondées sur e strict respect du préambule de la nstitution de 1946 (droits sociaux) tel qu'il est repris par celui de 1958. Enfin, l'activité libérale dans les hôpitaux publics se trouve précisément « encadrée » par les considérants que le Conseil constitutionnel lui consecre.

M. Chaban-Delmas dénonce le « fait du prince »

De Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas a fait, le samedi 24 ianvier, la déclaration suivante " J'ai été surpris par la décision que tionnel. Elle risque d'avoir de lourdes conséquences institution-nelles et ma première impression rejoint naturellement celle du président Alain Poher. Comme lui je pense que le Conseil constitution a porté une atteinte véritable à la souveraineté nationale incarnée par le Parlement et qu'il l'a fait en utilisant un argument sans sondement juridique. L'amendement Séguin serait contraire à la Constitution, je schématise à peine, parce qu'il comprendrait vingt paragraphes et qu'il serait trop long. Avait-il un ou deux, ou dix, ou quinze paragraphes de trop ? on ne saurait le dire. C'est le fait du prince. Et le prince, ce n'est pas le peuple ni ses repré-sentants à l'Assemblée nationale ou au Sénat, qui ont voté l'amendement à la majorité, mais c'est le Conseil constitutionnel et lui seul.

» Je le répète, la décision d'hier me paraît faire bon marché des droits du Parlement au nom de principes constitutionnels qui ne sigurent pas dans la Constitution. Heureusement que ce qu'une décision a pu faire, une autre décision. dans d'autres circonstances, pourra le défaire. Du moins espérons-le pour le bon fonctionnement de nos institutions et du Conseil constitutionnel lui-même.

» A mon arrivée à Paris, j'analyserai plus à fond cette décision et je me concerteral avec le président du

Le chirurgien et le guérisseur

MAGINE-T-ON un chirurgien, impeccable technicien, sûr de ses gestes lorsqu'à se trouve au bloc opératoire, qui se transformerait, une ois rentré chez lui, en rebouteux ? A sa femme malade, aux voisins mal en point accourus, il imposerait les mains, à moins qu'il n'ait recours à quelque manipulation assortie de formules absconses et réputées guéris-

Eh bien I le Conseil constitutionnel nous apparaît un peu - révérence parler. — au lendemain de sa décision sur la loi portant diverses mesures d'ordre social, comme le

Singulier mélange en effet que cette décision l La chirurgie, c'est annulation de l'article 39 de la loi, le fameux « amendement Séguin ». injecté in extremis dans la discussion ative, pour imposer en décembre 1986 et non an avril 1987 (moment de la prochaine session) une volonté gouvernementale, ce pseudo-amendement - ex-futur prosurcroît tuée dans l'œuf per le refus présidentiel de signature - était venu aggraver le mal endémique des deux assemblées : une manière de gangrène.

Tant pie si le petit jeu compromettait un peu plus la santé déficiente du Parlement : le gouvernement, piqué, n'avait pas voulu paraître moins malin que M. Mitterrand. Le Conseil son ministre M. Philippe Séguin et ses collègues diversement attentifs à l'évolution de la situation sur la case départ. Ou plutôt, il offre au Parlement un coup de bistouri salutaire.

Les symotômes de cette ganorine sont bien connus au Palais-Bourbon ou au palais du Luxembourg : utilisa-tion désinvolte et (trop) dominatrice par le gouvernement des deux chambres et de certaines procédures par cité ou molle résistance de nombre de députés et de sénateurs : limitations répétées du droit d'amendement ; réduction à leur plus simpliste expression de débats importants,

Le chirurgien a mis quelque temps dans le vif. Si l'on cherche à l'expliquer, on devine ses réticences à être attiré à son insu dans le carcle acité des rixes de la cohabitation « dure ».

Mais, indéniable évolution, le Conseil constitutionnel a considéré que trop, c'est trop, et sorti de sa trousse l'instrument qui fait mai et

Avant de trancher le nonamendement Séguin - en réalité, un substantiel réaménagement de multioles dispositions du code du travail. - le Conseil a pu observer,comme au cours de plusieurs examens anté-rieurs, les inquiétants signes du mal ; la vraisemblance de l'amendement (le « lien » plusieurs fois exigé par le Conseil) — elle était faible ; la quan-tité (l'« objet ») — massive ; et enfin sa qualité (la « portée ») - exce concerné, n'en avait du reste véritablement disconvenu : l'amendement n'en était pas un. Sa seule « vertu » qui pût faire songer de loin à le notion d'amendement était d'empêcher les parlementaires d'en susciter. en réplique ou en complément,

Quels sont les critères ?

que « 49-3 » ni l'étrange anesthésie. au Sénat, du refus de débattre d'un texte considéré comme une approbation implicite n'ont donc pu, à la fin, détourner l'attention de ce mai trop

Chirurgie, soit. Mais pourquoi ocalisar en ce seul point l'opération ? Le faux amendement Séquin, dit le Conseil constitutionnel c'est trop : danger, je coupe. Mais l'amendement Fourcade-Barzach (rétablissement du secteur privé au ein de l'hôpital public), cela va, je laisse. Quels sont les critères ? Amendement Séguin : en fait, un

omiet de loi. Amendement Fourcade-Barzach : un « extrait » de projet de ioi. Ici, nouveauté absolue ; là, retour à une situation antérieure (qui n'aura en fait jamais cessé). Mais la chirurgien a dû sa faire rebouteux avant d'en arriver là. Et la cérémonial accompli laisse l'observateur quelque

Il s'acissait de savoir si oui ou non l'article 27 de la Constitution (vote personnel des parlementaires) et les attachent avaient été transgressés, le 20 décembre 1986 au matin, quand fut votée la loi contestée. La réponse tient en peu de mots : oui, l'article 27 a été violé. Il l'est du reste depuis près de trente ans. au Sénet comme à l'Assemblée, sans susciter en général d'émotion, pas plus à gauche qu'à droite. Trop commode est la coutume, trop étroite-ment imbriquées ses justifications plausibles et ses causes moins averables.

Claire violation de la Constitution... Annulation, donc ? Non, dit le Conseil constitutionnel, qui va pour la ment dans la iurisprudence adminis ntielles). On admet, au nom de cette logique, que la transgression reconnue d'une règle n'appelle pas ssairement sanction. Pour le décider, il faut par surcroît apprécier les conséquences réelles de catte une fraude électorale peut être constatée. Si elle n'altère pas l'économie du résultat, il n'est pas nécessaire d'annuler l'élection.

C'est cette théorie que le Consai constitutionnel a appliqué à son examen de la procédure de vote de la loi, au nom sans doute de la souplesse et du refus des formalismes rigides. Que la qualité d'anciens parlementaires de la plupart de ses membres ait aussi pesé, nui n'en douters.

Tout cela serait parfait si le texte de la Constitution n'était pas extraordinairement précis dans sa simplicité sur l'obligation du vote personnel, I l'est. Si les travaux préparatoires de Constitution (ou les propos tenus en 1958 par M. Michel Debré) n'étaient pas désespérément expli-cites sur l'origine et le sens de ces dispositions. Ils le sont : briser la tradition d'absentéisme parlementaire français, échanger la création de sessions limitées contre une pleine et obligatoire assiduité.

Tout cala serait incontastable si le Conseil constitutionnel n'avait jamais signalé dans le passé que le respect jaloux de ces strictes règles ne souf-frait ni violation ni affedissement.

Tout cela enfin sersit impeccable si le Conseil constitutionnel aveit eu à connaître et à jauger, comme l'affirme la décision, e le nombre » et diversité des e justifications » apportées aux délégations de vota des députés de la majorité. Mais c'est malheureusement incore puisque le recours reposait précisément sur la complète absence de

En évitant l'annulation totale de la serait aussitôt levée, le Conseil constitutionnel ne peut éviter l'équivoque. Il faut croire du reste qu'elle est de taille ou que la bizarrerie des temps et la confusion des esprits sont extrêmes, puisqu'il n'e failu que quelques minutes, vendredi soir, à M. Alain Poher, pour décemer des félicitations implicites au rehouseurs et condemner, en des termes qui s'appliquaient à ce rebouteux, le chirurgien qui venait de soulager, quand même, un peu, sa Haute

MICHEL KAJMAN.

Vive réaction

(Suite de la première page.)

Bel exemple de mauvaise foi, car le Conseil a très exactement voulu préserver les droits du Parlement. Qu'a-t-il fait d'autre, sinon fixer une limite au droit du gouvernement d'intervenir dans la procédure législative? Cette limite, c'est, tout simplement, la

A ce qu'il considérait comme un « mauvais coup » porté contre lui par le président de la République, qui avait attendu que la session parlementaire touche à sa fin pour refuser de signer l'ordonnance, le gouvernement avait répondu par un artifice de procédure, faisant passer tout un texte de loi pour un amendement. Celui-ci est-il autre chose qu'un abus de ce droit d'amendement? Il n'était pas nécessaire de pousser longtemps M. Séguin pour qu'il l'admette, au moins en privé.

Il n'échappera, d'autre part, à personne que cet artifice permettait au gouvernement de tourner l'obligation de soumettre un texte à l'avis du Conseil d'Etat et à celui du conseil des ministres (présidé, comme chacun sait, par M. Mitterrand!).

Comme toujours, le Conseil constitutionnel a évalué le respect dù aux droits du Parlement en se référant à l'esprit plutôt qu'à la lettre des textes. Alors qu'il n'était qu'une institution naissante, il avait veillé à ce que, par le biais de leur règlement, les Assemblées ne rétablissent pas la toute-puissance qu'elles s'étaient arrogées sous la IVe République. Parvenu à maturité, il interdit que la cohabitation ne soit synonyme de gouvernement absolu et que le Parlement ne soit, même consentant, transformé en chambre d'enregistrement.

2. La politique: le Conseil est 16 mars. Mieux même: c'est la cohabitation, source du mal, qui est en jeu. On comprend la nécessité immédiate dans laquelle se trouve le gouvernement de faire flêche de tout bois contre celle-ci. Il ne peut rester les bras croisés face à l'irrésistible remontée de M. Barre. Il lui faut aussi, et de façon urgente, trouver enfin un bouc-émissaire efficace.

Après avoir usé successivement l'«héritage» des socialistes, la faute aux Allemands («le mark

est trop fort .), la faute aux Américains («le dollar est trop faible »), les étudiants (« ils ne savent pas lire un projet de loi »), les agents du service public (« ils sont privilégiés »), il ne reste en effet que la cohabitation, au moment où l'opinion paraît s'en détourner et où le président oppose sa belle samé à l'anémie

du gouvernement.

is magistrate

Or le problème posé an Conseil constitutionnel était de savoir si une majorité, fût-elle issue du 16 mars, peut amoindrir les droits de l'opposition. La cohabitation et la défense de ces droits de l'opposition au Parlement sont, précisément, la justification de la réforme introduite en 1974 per M. Giscard d'Estaing, facilitant la saisine du juge constitutionnel et permettant à celui-ci d'étendre sa jurisprudence.

Le syndrôme Pasgua.

La diatribe de M. Poher est dans le droit fil de la polémique lancée, l'été dernier, par M. Chalandon contre le Conseil constitutionnel et développée à l'automne par les responsables de la majorité (suscitant, au passage, le désaveu de M. Barre). Au fond, tout se passe comme si certains des hommes-clé de la majorité s'ingéniaient à ressembler à Hibernatus. La société doit revenir à son état d'avant les septemats de MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand, qui n'ont été, à leurs yeux, que deux parenthèses nuisibles.

3. Les libertés : le Séast, qui s'en veut, lui aussi, le gardien, paraît tout à coup saisi par le syndrôme Pasqua. N'est-ce pas l'assemblée du palais du Luxembourg qui transforme une commission d'enquête sur les manifesjournalistes. N'était-ce pas ce même président du Sénat. M. Poher, qui avait été, lui-mêm à l'origine de l'évolution du Conseil constitutionnel qu'il condamne aujourd'hui.

C'est en effet une saisine de M. Poher qui avait permis, en 1971, l'annulation de la loi Marcellin sur le droit d'association et la naissance de la théorie (dont s'inspire désormais, chaque jour, le juge suprême) dite du - bloc de constitutionnalité ». En reprochant aujourd'hui an Conseil de s'appuyer sur « des notions floues et imprécises », M. Poher version 1987 contredit M. Poher version. 1971. Voilà qui va renforcer le camp de ceux qui craignent... un troisième intérim de M. Poher à l'Elysée.

F. Spring

Pressé par l'Hôtel Matignon, M. Chaban-Delmas a finalement décidé de joindre sa protestation à celle du président du Sénat. Son intervention n'a d'autre but que de donner des allures de crise au double échec que vient d'enregistrer le gouvernement, quitte à contredire le propre porte-parole du premier ministre, qui assurait, vendredi matin, que « la cohabitation fonctionne ».

Il est vrai qu'il n'est jamais agréable, même si l'on décrète soimême la pause, de se voir imposer celle-ci. Ffit-ce momentanément. par le président, puis par les « sages » du Palais-Royal.

JEAN-MARIE COLOMBANIL

Et l'amendement

Wallon? La République aurait-elle été instaurée, en 1875, si le Conseil constitutionnel avait, alors, existé ? On se rappelle, en effet, que la forme républicaine du gouvernement avait été introduite dans la Constitution par... un amendement à l'article relatif au chef du pouvoir exécutif. Cet amendement - déposé, il est vrai, par un député, Henri Wallon - précisait, simplement, les conditions d'élections et la durée du mandat du eprésident de la Réaublique ».

L'amendement Wallon introduisait ainsi, dans le texte de la Constitution, la seule mention de la République qui y figurât. Il avait été adopté par l'Assemblée nationale à une voie de majorité. La Constitution étant en voie d'élaboration, il n'était pas possible, alors, de s'interroger sur

Les malheurs de M. Séguin Le nécessaire absentéisme

QUELLE qu'ait pu être la réponse du Conseil constitutionnel, M. Philippe Séguin, ministre des effaires sociales et de l'emploi. savait qu'il aurait à gérer une situa-

Dans la version favorable su gouvernement - l'amendement sur l'aménagement du temps de travail subir le mécontentement des orga-nisations syndicales sur le fond comme sur la méthode.

Après la décision du Conseil constitutionnel, se situation n'est guère meilleure. « J'aurai à gérer deux mois difficiles », reconna il, il y a quelques jours. Les chefs d'entreprise qui déclaraient attendre beaucoup de ce texte vont manifescomme le laissait entendre M. Pierre Guillen, nouveau président de la commission sociale du CNPF, se placeront dans une situation ∢ pré-légale ». Les syndicalistes, soucieux de profiter de l'avantage psychologique, feront à nouveau le siège du ministère pour obtenir des modifications au texte.

M. Séguin est doublement victime. Non seulement il perd devant le Conseil constitutionnel après avoir bataillé ferme à l'Assemblée nationale le 19 décembre, mais il doit encaisser, quasiment seul, le discrédit d'une opération qu'il n'a pas vraiment voulue.

L'élaboration du texte sur l'aménacement du temps de travail avait échappé, dans phase finale, au l'emploi, les derniers arbitrages ayant été rendus par Matignon. Les dispositions aliaient au-delà de ca que souhaitait le cabinet de M. Séguin. Elles ont en outre l'inconvénient de susciter les critiranconvenient de susciter les criti-ques de tous les côtés. La possibi-lité d'autoriser le travail de nuit pour les femmes déplaisait à Force ouvrière et à la CFTC. L'absence d'une contrepartie sous forme de réduction du temps de travail courrouçait la CFDT. Le CNPF, enfin, était divisé. L'amplitude maximale autorisée peut excéder les

par semaine, déjà négociées par M. Guillen au nom de l'UIMM métallurgiques) mais satisfait notamment M. Yves Lemoine. représentant des intérêts de l'ANIA (Association nationale des industries agro-alimentaires) et lui-même membre éminent de la délégation

Contraint de pratiquer à la hussarde face à ses collègues de l'Assemblée nationale, et avec toute la verve que chacun lui reconnaît, M. Séguin a dû défendre une procédure qui ne pouvait ka plaire. aura été de renoncer à la session extraordinaire du Parlement », qui aurait permis de transformer en projet de loi l'ordonnance refusée par M. Mitterrand. Ce que les événements étudiants n'ont pas

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a perdu, dans cette affaire, un atout psychologique important. Depuis le début de la cohabitation, il se flattait d'avoir bénéficié de la bienveillance du président de la République. Fier de ce percours sans faute, M. Séguin supporte d'autant moins bien échec qu'il n'en est pas directe-

La victoire momentanée obtenue l'arraché à l'Assemblée nationale avait transformé pendant quelques jours l'ancien trublion du RPR en homme fort du gouvernement. Paradoxe, M. Séguin est sorti grandi d'une joute où il jouait le rôle du combattant d'une cause perdue. Il l'emportait auprès de ses amis quand il décevait ses adver saires ou ses ennemis.

Mais, alors qu'il payait à cet înstant un lourd tribut à la cohésion gouvernementale. M. Séquin ne profitait pas longtemps de son nouvel avantage. Aux premiers jours de la grève à la SNCF, il apparais comme un intermédiaire possible Puis il s'envolait sans mot dire vers la Martinique, au plus fort de

ALAIN LEBAURE

faire tourner les clefs de tous leure

DÉPUTÉS et sénateurs viennent de recevoir un merveilleux cadeau : les gardiens de la Constitution n'ont rien trouvé à redire au système de vote qui permet aux parlementaires d'être plus souvent hors de l'hémicycle que derrière leur pupitre pour participer à l'approbation ou au rejet des projets de lois. L'absentéisme parlementaire

va pas, ainsi, disparaître. C'est, il est vrai, un mal qui frappe beaucoup plus la France que les autres grandes démocraties occidentales. Mais le mode de votation retenu, tant au Palais-Bourbon qu'au palais du Luxembourg, en est plus la consé-quence que la cause. Son origine est les Français vaulent voir jouer par leurs étus nationaux : celui d'une assistante sociale. Le scrutin d'arrondissement, dont le retour est déjà total dans l'esprit des députés, en est, bien entendu, le premier respon-sable. Il est plus utile pour leur réélection d'être présents dans leur cir-conscription que dans les bureaux de l'Assemblée. D'autant que le cumul des mandats, autre maladie typiquement française, vient renforcer cette obligation. Tant que la loi, votée en décembre 1985, limitant celui-ci ne commencera pas à s'appliquer (à partir des élections cantonales de 1988), les élus provinciaux auront de bonnes raisons pour justifier leur présence dans leur ville — et donc leur absence de Paris — même lorsque le Parlement siège.

Devant cette situation de fait, il a fallu aux assemblées trouver un système évitant que le hesard du nombre d'élus assis dans l'hémicycle ne vienne perturber l'équilibre politique. C'est le scrutin public qui offre aussi l'avantage de savoir ce que chacun a précisément voté. Au Paleis Bourbon a été installé en 1958 sur le pupitre personnel de chaque député un boitier de vote qu'une machinerie électronique relie à un comptabilisateur central. Mais avant de pouvoir appuyer sur le bouton choisi (« oui », « non », ∢ abstention »), il faut tourner une clef ouvrant ce boîtier. Théoriquement, cheque élu devrait la garder sur kui. Pratiquement, chacum la laisse dans son bottier. C'est sinsi que, spectacie toujours étonnant, on peut voir, lors des votes, quelques

amis absents. Le Sénat est moins moderne, mais tout aussi efficace. Il n'y a pas de vote électronique au Palais du Luxembourg, mais chaque président de groupe, ou son réprésentant, dispose en nermanence d'un ieu de hutetins au nom de checun de ses collègues; il lui suffit d'aller jeter dans l'ume le paquet correspondent à la décision qu'il prend en leur nom à

Le Conseil constitutionnel n'a donc pas voulu interdire ce système bien commode. Il a toutefois mis en garde - très discrètement - contre ses abus. Il laissa entendre qu'il ne doit pas permettre que le vote d'un élu soit inverse de celui qu'il souhsitait émettre. Le cas s'est produit. Ainsi, lors du vote en première lecture à l'Assemblée du texte compreune dizaine d'élus de la majorité avait clairement dit qu'ils ne pourrai l'approuver car il ne contenait pas la suppression du remboursement de l'avortement. Le scrutin s'annoncant très serré, les responsables du RPR et de l'UDF profitèrent de l'absence de ces députés pour leur faire approuver le projet gouvernemental. On alla même farfouiller dans le pupitre de l'un d'entre eux, chef de file de la contestation, pour trouver sa def de vote, qu'il avait soigneusement

Les élus ainsi « trahis » peuvent toujours faire indiquer au Journal offi-ciel qu'ils souhaitent rectifier leur vote. Pratiquement et théoriquement cela n'a aucune conséquence sur le résultat officiel. Mais la décision du Conseil constitutionnel indique que si ces « rectifications » étaient d'un nombre supérieur à la différence entre les votes positifs et négatifs, il aurait la possibilité d'intervenir. Les groupes politiques sont prévenus ; la discipline de vote a des limites, si du moins les élus de base se décident à pendre position publiquement, il est vrai que pour les contestataires, le plus simple est encore de retirer leur clef... ou d'être présent au moment

THERRY BREHER.

مكذا من الأصل

Société

••• La Monde ● Dimanche 25-Lundi 26 janvier 1987 7 ...

Les magistrats parisiens répondent aux attaques visant le juge Michau

Après la publication de différents articles de presse mettant en cause M. Jean-Pierre Michan, juge d'instruction chargé de l'affaire du Carre-four du développement, les juges d'instruction du tribunal de Paris – ils sont environ une soixan-taine – ont manifesté leur solidarité avec leur

Dans une résolution adoptée, vendredi 23 jan-vier, à l'unanimité, ils déclarent : « Les juges d'instruction de Paris réunis vendredi des la campagne de presse menée contre leur collègne Jean-Pierre Michan, premier juge d'instruction. Ils constatent que ces articles se fondent sur des assertions mensongères et diffamatoires et révè-

lent une tôtale mécommissance des règles de procédure. Ils s'indignent de ces manteuvres destinées à troubler la sérénité d'un juge afin d'entraver le cours de l'instruction à un moment présenté comme décisif. Ils rappellent que le res-pect de l'indépendance da jugement est un des fondements essentiels de la démocratie.»

De son oôté, M. Pierre Drai, premier président de la cour d'appel de Paris, a rendu public, également vendredi, le communiqué suivant : « Emm par divers articles de presse de nature à mettre en cause, dans l'opinion publique, l'indé-pendance du jugo d'instruction, juge du siège, M. Jean-Pierre Michau, premier jage d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, chargé du dossier Carrefour du développement, a été reçu par le premier président de la cour d'appel de Paris. A l'issue de cette entrevue, le premier président et M. Michau se sont rendus chez M. Simone Rozès, premier président de la

Pour sa part, l'Union syndicale de la magis-trature (USM, modéré) « condanne » dans un « communiqué » toutes les violations du secret de l'instruction, notamment dans l'affaire du Carrefour du développement, et s'indigne de la mise en accusation publique d'un juge d'instruction

auquel la loi interdit toute déclaration publique susceptible d'éclairer complètement l'opinion sur m certain nombre d'affaires dont il est ou a pu être chargé. De telles immixtions dans le fonctionnement de la justice véhiculées par les médias ... ne sournient être tolérées dans une démocratie ».

Les magistrats n'on pas été les seals à réagir : conduits par leur chef de groupe, l'inspecteur divisionnaire Jean-Pierre Steiner, des membres de la brigade financière se sont rendus au Palais de justice. Ils ont été reçus pendant plasieurs heures par M. Jean-Pierre Michau. A la sortie, les inspecteurs out fait savoir avec fermeté qu'ils étaient aux côtés de « leur » magistrat.

Branle-bas au Palais de justice

Encensés, critiqués, redoutés, les juges d'instruction font bloc derrière M. Jean-Pierre Michau. Calui-ci est visé, mais ils se sentent atteints. C'est qu'ils redoutent, que an-delà d'eux, la justice ne finisse par pêtir de ces mises en cause répétées. Ils ne se reconnaissent pas dans l'image que leur renvoient certains journanx et ils regimbent. Esprit de corps, mais surtout sens civique.

On s'est mobilisé, vendredi 23 janvier au Palais de justice de Paris, pour tenter de faire partager à l'opinion une idée simple : suspecter un juge d'instruction, c'est soupçon-ner la justice. Douter de celle-ci, c'est heurter la démocratie.

4.2 00

Francisco Commence

Sales Sales

A region of the

Same of the same

The Arthurson Commencer

10 May 14

क्री १६ । ५० ।

 $F = \{ (g, \mathcal{L}) \in \mathrm{const.} \}$ "Total No. 1

100 $(\pi_{i},\pi_{i}^{*})_{i}\in\mathcal{F}$

Marie Carlos Com

A comme

/Mg 20 x

Carrier Top

Same Street St.

Desire ...

Section Conference the bearing the last the

THE RESERVE AND ADDRESS OF THE PERSON OF THE

i ga 🌞 ga i seran

Spring to the state of the and the second

And the second

THE PARTY OF THE P September 1997 eno.

--

A state of the second

administrative 1

-

Ta sa sales

r lagrange :

The state of the s

the property of

Water St.

April 1985

المناف والمالية

WALL Shape in the second

والتاري فالرابهم فلأشد أأتم وتعلمه أيؤا

L'émotion des magistrats parisiens ne date pas de vendredi. Elle remonte à la lecture de la une du Figuro où M. Robert Hersant commente, mardi 20 janvier, la décision de la justice d'abandonner les pour-suites engagées contre lui pour concentration abusive. Cette décision n'est pas une surprise. M. Claude Grellier, le magistrat qui l'a prise, applique la nouvelle législa-tion sur la presse adoptée à la faveur ent de majorité.

Pourtant, M. Hersent triomphe : « Depuis dix ans, un juge d'instruction poursuivait sans jamais la rejoindre une enquête inextricable pour savoir si j'avais violé les ordannances de 1944 sur la presse ou si celle-ci était consentante. (_) Entre-temps, par inadvertance, s'al doté la France d'un groupe de communication qui va lui permettre de figurer dans la dure compétition ештореение. А спасия зез оссира-

Le silence de la Chancellerie

Mercredi, M. Michan fait interpeller chez lui M. Jacques Delebois, contrôleur général de la police, soupconné d'avoir aidé M. Yves Chalier à fuir, et de l'avoir poussé à acca-bler, de sa retraite brésilienne, ses anciens amis socialistes. Onze mois conseiller technique de M. Alain Peyrefitte, à l'époque où celui-ci était garde des sceaux, M. Michau a, jusqu'à cette interpellation, plutôt bonne presse au Figuro et au Quotidien de Paris.

Mais il allait trop loin : fouille corporelle, transfert sans mémage-ment au Palais de justice, M. Delebois a été traité comme un vulgaire malfaiteur. Sa qualité de hant fonctionnaire, comme ses liens étroits avec M. Pasqua auraient du lui valoir plus d'égards, estiment cer-tains. Si M. Michau n'épargue pas M. Delebois, redoutent les mêmes, il ne ménagera pas non plus le ministre de l'intérieur. L'affaire pourrait alors prendre mauvaise tournure.

Epargné jusque-là par le Flgaro et le Quotidien de Paris, M. Michan y est accablé. Deux thèmes identiques sont développés vendredi par ces deux journaux : M. Michau inculpe les gens à tort et à travers. L'affaire de Paribas en 1981 et celle des frères Willot sont là, entre autres, pour le prouver. Second péché capital du juge d'instruction : les détails que donnent certains journaux, et particulièrement le Monde, sur l'affaire du Carrefour du développement ne peuvent, « malheureusement pour le juge Michau », avoir toujours leur source au parquet (version Quotidien de Paris);
« Le monde des magistrats » est
« soupçonné » d'être à l'origine de ces fuites (version Figuro).

Le titre du Quotidien de Paris donne le ton de ces attaques : - Jean-Pierre Michau, le juge qui inculpe plus vite que son ombre ». titre assorti de commentaires · Malheureusement pour ce magistrat auquel on est en train de bâtir une réputation plus que flatteuse, ses procédures musclées se terminent trop souvent par des non-lieux - L'article est signé de Robert Toubon, frère du secrétaire général du RPR. Un lien de parenté que les juges d'instruction parisiens relèvent gussitöt.

A la lecture des deux journaux, l'émotion des magistratsinstructeurs, sensible au début de la semnine, se mue en exasperation. Dans les galeries de l'instruction,

l'Horloge, M^{to} Simone Rozès, pre-mier président de la Cour de cassa-tion. côté boulevard du Palais, c'est le branle-bas. Sur les soixante magis-trats affectés à cette function, une

quarantaine approuvent bientôt un communiqué de protestation destiné Commentaire de celle-ci peu sprès: «M. Michau a un cuir de crocodile. Mais j'ai tenu à le conforter dans l'idée qu'il se fait de son rôle. La mise en cause de l'indéà la presse. Un peu plus tard, M. Pierre Drai, le premier président de la cour d'appel, qui publiera lui aussi un communiqué, s'en va, accompagné du héros du jour, M. Michau, trouver, côté quai de pendance d'un juge est inadmissi-ble. Il faut que les magistrats-instructeurs sachent que, malgré leur fonction, ils ne sont pas seuls. »

Autre commentaire recueilli un pou plus tard auprès des exégètes de M. Drai : à moindre titre que le Pigaro et le Quotidien de Paris, le me conteste non plus. Le policier doit à cette « tension » — pourquoi retire le mot ? — d'avoit étal laissé en liberté par M. Michau qui s'est, au bout du compte, rangé à l'avis du procureur général.

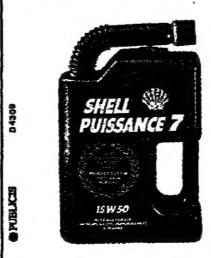
L'invitation des inness d'instruction des inness principes. La chancellefait état d'une « tension » cotre le juge d'instruction et le parquet. M. Michau avait l'intention de faire incarcérer M. Delebois, ce qui est

L'irritation des juges d'instruction parsiens est à la meure de leurs commentaires oraux : « Des attaques personnelles injustifiables»,

Quotidien de Paris et le Figaro; et ~ grave dans cette affaire, c'est que : les grands principes. La chancellerie n'a pas bougé. »

SERTRAND LE GENDRE.

VICTOIRE SHELL PUISSANCE 7



VATANEN-GIROUX sur Peugeot 205 Turbo 16



SHELL PUISSANCE 7 EST EN VENTE DANS TOUT LE RESEAU SHELL

JUSTICE

A la cour d'assises des Yvelines

Jacques N'Dzana est condamné à quatre ans de prison pour le meurtre d'un gréviste

ration, la cour d'assises des Yvelines a condamné, samedi 23 janvier, Jacques N'Dzana à quatre ans de prison en le déclarant coupable de coups mortels et non d'homicide volontaire, inculpation retenue à l'origine par la chambre d'accusation. Quant à son employenr, Pierre Pirault, il a N'Dzana, avait dit, lui aussi, que

Après une heure trente de délibé- tère public, ne pouvait être retenue et pas davantage la thèse de la légi-time défense pour laquelle le dossier montrait qu'aucune des conditions requises par la loi ne se trouvait remplie. Mais M. Thin, tout en concluant à une peine de six ans de réclusion criminelle contre Jacques

La cour n'a pas retenu contre l'accusé l'intention de donner la mort.

été condamné à un an de prison dont neuf mois avec sursis pour dissimu-lation de preuve sur les lieux d'un crime. Pierre Pirault avait fait disparaîre avant l'arrivée de la police le fusil qu'il avait remis à Jacques N'Dzana, arme avec laquelle celui-ci fit feu, le 10 novembre 1984 à Epône (Yvelines), sur un groupe de grévistes, blessant mortellement l'un d'eux, Kemal Ozgul, et trois antres plus on moins grièvement.

C'est en définitive un arrêt d'indulgence dans une affaire où chacun, partie civile comprise , admettrait que Jacques N'Dzana, s'il avait été le bras, se trouvait lui aussi victime d'un conflit social envenimé par l'attitude d'une direction intransigeante à laquelle il avait voué une obéissance inconditionnelle. La décision implique que la cour et le jury ont considéré que, dans ce drame, les dirigeants de l'entreprise Pirault, en l'occurrence Pierre Pirault mais plus encore son fils, Jean-Pierre, beneficiaire d'un non-lieu après une inculpation de complicité, portaient une énorme responsabilité morale.

C'est d'ailleurs bien cette responsabilité là qu'avaient stigmatisée M= Evelyne Meyer-Minville et Charles Lederman, avocat des victimes, partie civile. S'ils n'avaient magé Jacques N'Dzana, ils avaient été les premiers à dire qu'il ne pouvait être tenu pour le seul responsable. Ainsi Pierre Pirault et ses fils s'entendirent-ils traités, par Me Lederman, de « patrons mépri-sables et indignes, vivant du malheur et de la peine des autres, vio-lant tout à la fois les lois sur les sociétés, celles du travail et employant une main-d'œuvre étrangère particulièrement vulnérable, dost ils usaient et abusaient ».

Responsabilité

Pour être violente, la philippique se fondait sur les déclarations du syndic, M. Damoulin, qui, après la mise en liquidation de biens des établissements Pirault, a trouvé un passif de 65 millions de francs, résultat d'un refus de dépôt de bilan qui, selon lui, aurait dû intervenir des 1984, l'entreprise à cette date n'étant pas moribonde mais déjà morte. Elle reprenait aussi le témoi-gnage d'un chef d'équipe qui avait parié du mépris dans lequel étaient tenus les ouvriers turcs, portugais ou espagnols, non payés depuis plu-sieurs mois et que Pierre Pirault et ses fils, assurait-il, faisai sous la pluie pendant des heures des aumônes de quelques centaines de

C'est, en effet, cette situation qui avait amené une quarantaine de salariés à venir occuper l'entreprise d'Epône le 10 novembre 1984 pour y commencer une grève de la faim, un accord conclu préalablement entre syndicat, direction et sous-préfet n'ayant pas été respecté,

Et c'est ce même jour que Jacques N'Dzana, chargé de la surveillance avec un autre salarié, avait tiré. Il assurait s'être senti en danger. Cette affirmation, tant pour la partie civile que pour Me Jean-Claude Thio, représentant du minis-

L'affaire du « Bagheera»

Non-lieu pour M. Hersant

M. Robert Hersant a récemment bénéficié d'un non-lieu dans l'affaire du Bagheera, ce batean qui avait appartenu à la SOCPRESSE, la société qu'il dirige. L'administration reprochait au PDG du Flgaro d'avoir revendu ce yacht à un prix sous-évalué à une SARL dont sa femme était la gérante. Après qua-tre ans d'enquête, M. Jean-Pierre Michau, le juge d'instruction parisien qui avait inculpé M. Hersant d'abus de biens sociaux, a estimé que le délit n'était pas constitué et a prononcé un non-lieu conforme aux réquisitions du parquet (le Monde

Pierre Pirault et ses fils portaient dans cette affaire - une responsabi-lité économique, sociale et morale à défaut d'une responsabilité pénale que le dossier n'a pas pu établir ». La défense devait faire la part du feu. Mais entre Me Jean-Yves Liénard, défenseur de Pierre Pirault et par contrecoup de ses fils, Jean-Pierre et Didier, et Mª Françoise Berrux et Henri-René Garand, avocats l'un et l'autre de Jacques N'Dzana, il ne pouvait y avoir unité et harmonie, si ce n'est pour considé-rer, renvoyant la balle à la partie civile, que si les Pirault devaient être tenus pour responsables, il ne fallait pas non plus exonérer l'union départementale des Yvelines de la CGT qui, à leurs yeux, « a envenimé les choses et poussé dans on ne sait quel intérêt les ouvriers turcs en

Uz «doate monumental >

grève légitime à des excès ».

Me Garaud reprit, pour sa part, tous les éléments qui auraient pu faire naître le doute et particulièrement les accusations portées par de nombreux ouvriers et par trois des victimes contre Jean-Pierre Pirault accusé par eux d'avoir tiré lui aussi.

« Moi, s'est écrié Mª Garaud, si telles accusations je n'aurais jamais accordé un non-lieu à Jean-Pierre Pirault. Ou alors je l'aurais aussi accordé à Jacques N'Dzana car c'est ce non-lieu qui, aujourd'hui, tronque ce dossier. Est-on sur que c'est N'Dzana qui a tué et blessé? Il

Ce n'est qu'après ces plaidoiries et l'annonce que les débats étaient désormais clos que le président, M. Guy Léger, annonça que seraient posées non sculement les questions concernant l'homicide volontaire et les tentatives d'homicide volontaire de coups mortels portés volontairement sans intention de donner la mort. Me Garaud s'en montra surpris et mécontent et se fit donner acte de ce que le président n'avait pas ordonné alors une réconverture des débats. Il voyait là un moyen possible de cassation.

Mais finalement Jacques N'Dzana, après sa condamnation à quatre ans de prison, alors qu'il est détenu depuis deux ans et deux mois, n'a pas grand intérêt à un tel pourvoi. En revanche, Pierre Pirault, qui lui n'a jamais été en détention provisoire et devrait théoriquement accomplir trois mois, a décidé de se pourvoir en cassation, ce qui empêche sa peine de devenir définitive.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La lutte contre la drogue M. Bernard Gravet succède à M. Jacques Franquet

Le commissaire divisionnaire Bernard Gravet a été nommé, vendredi 23 janvier, chef de l'Office central pour la répression du trafic illicite des stupéliants (OCRTIS), par arrêté de M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité.

A ce poste, M. Gravet remplace M. Jacques Franquet, nommé jeudi chef de l'Unité de coordination de la lutte anti-terroriste (UCLAT) (le Monde du 24 janvier).

[Né le 7 novembre 1940 à Agzin (Nord), M. Bernard Gravet était, jusqu'à ce jour, chef de la quatrième division à la direction centrale de la

police judiciare.

Diplômé d'études supérieures de droit, il est entré à l'École nationale supérieure de police de Saint-Cyrau-Mont-Dore (Rhône) en 1968. Quatre sus après, il devenait l'adjoint de M. François Le Mouel, alors chef de l'OCRTIS, puis chef de la brigade des stupéfiants au SRPJ de Marseille.

Affacté en SPPJ de Tratagnes et

Affecté au SRPJ de Toulouse, et Affecte au SAFF de 1001ouse, et promu commissaire divisionnaire en 1982, il revient à la direction centrale de la police judiciaire à Paris, où il est nommé chef de la quatrième division en 1985.

DÉFENSE

Les journalistes accrédités contre le projet d'« observatoire de la désinformation »

Réunis en assemblée générale sous l'égide de leur association pro-fessionnelle, les journalistes accré-dités au ministère de la défense ont protesté, vendredi 23 janvier, contre le projet de M. André Giraud, ministre de la défense, de créer un centre d'étude des problèmes de la désinformation qu'ils assimilent, en réalité, à « une entreprise qui déboucherait sur un contrôle de l'information - (le Monde des 14 novembre et 23 décembre 1986).

Lors d'un colloque à Polytechnique, M. Girand avait suggéré d'imaginer, face aux essux d'informa-tions qui alimentent les opinions chauffées et exaspérées par des agressions qu'elles n'identifient pas», des «verrouillages» et des «contre-feux» de la «guerre

L'Association des journalistes professionnels de la défense (AJD), réunis en assemblé générale, a approuvé, à l'unanimité moins une stention, une résolution sur ce projet de création d'un « observatoire de la désinformation » au ministère

 Sans contester la nécessité pour les autorités de se protéger contre d'éventuelles opérations de désinformation, d'où qu'elles viennent, est-il précisé, les membres de l'AJD ont exprimé leur inquiétude face aux conséquences nésastes que pourrait avoir le projet sur l'exer-cice de leur métier, tel qu'il est défini par leur charte. Ils rappellent qu'ils sont opposés à toute entre-prise qui déboucherait sur un contrôle de l'information, et ils réaffirment le droit pour tout journaliste de protéger ses sources et de commenter librement les faits dont il rend compte. >

 Un nouveau bureau à l'Association des journalistes professionnels de la défense (AJD). — Ont été élus, vendredi 23 janvier, au istes professionnels de la défense qui réunit les journalistes accrédités au ministère de la léfense : MM. Pierre Darcourt (le Figaro), président; Jacques Isnard (le Monde), vice-président; Gérard Lemperaur (le Voix du Nord), viceprésident; Michel Guerin (ACP), secrétaire général; Jean-Pierre Revery ("Humanité), secrétaire géné-rel adjoint; Bernard Pascucci (TF 1), trésorier; Henri Tricot (le Cuotidien de Paris), trésorier adjoint.

 Chute des ventes d'armes suissee en 1986. — Selon des sta-tistiques officielles du gouvernement helvétique, les ventes d'armes de la liona de franca suisses (soit 2 102 millions de francs français) en suisses (soit 1 945 millions de francs français) en 1986. Ces ventes représentent 0,73 % des exportations suisses en 1986, au lieu de 0,81 % en 1985. Comme en 1985, la Turquie est le premier client des fabricants suisses, devant le Nigeria, l'Allemagne fédérale, l'Arable secu-dite, le Pakistan, l'Italie et l'Autriche. concerne des matériels de défense anti-aérienne et des munitions. -

MÉDECINE

Des praticiens décident de porter plainte contre le président de l'ordre

L'UNAMDOR (Unon nationale des médecins pour la dissolution de l'ordre) devait rendre publique, samedi 24 janvier, sa décision de porter plainte contre le professeur Raymond Villey, président du conseil national de l'ordre des médecins devant le tribunal administratif et devant les instances cettinales de et devant le trionnal administrati et devant les instances ordinales des médecins. C'est la première fois qu'une association militant pour la disparition de l'ordre des médecins porte plainte contre le président du conseil national. L'UNAMDOR conseil national. L'UNAMDOR reproche notamment la « position partisane » prise par le professeur Raymond Villey « sur des projets qui divisent les médecins et, audelà, l'opinion tout entière ».

L'UNAMDOR fonde ses critiques sur un entretien récemment accordé par le professeur Villey an Panorama du médecin consacré au projet de réforme hospitalière et au « plan Chalandon » de lutte contre la drogue. Concernant le projet de réforme hospitalière, le président du conseil de l'ordre des médecins avait déclaré: « Je pense qu'elle est bien orientée, mais il peut y avoir des modifications. Personnellement, je

L'UNAMDOR (Union nationale souhalte la structure privée à l'hôpital, c'est le seul moyen pour qu'un malade quelconque puisse amedi 24 janvier, sa décision de consulter qui il veut ».

Concernant le « plan Chalandon » de lutte contre la toxicomanie, le professeur Villey avait poursuivi :
« Je ne suis pas du tout choqué par
ces mesures dont le but est d'être
plus efficaces dans la lutte contre la toxicomanie. Les principes direc-teurs sont bons (...). Je pense que l'on a un peu trop médicalisé le pro-blème. Les toxicomanes sont des délinquants, ils font du prosély-tisme que je considère comme cri-minel. >

« Le professeur Villey a tout à fait le droit de penser personnelle-ment ce qu'il veut. Un président de ment ce qu'il veut. Un president de syndicat aurait aussi pu temir un tel discours, mais pas le président de l'ordre, nous a déclaré le professeur Pierre Cœur (Lyon), président de l'association. Nous entendons pour-suivre le professeur Villey à la fois devant le conseil régional de l'ordre dont il dépend et devant le tribunal administratif.

L'UNAMDOR souhaite relancer au moyen de cette affaire la contestation et le «harcèlement» de l'institution ordinale. Cette association, créée dans la région Rhône-Alpes en novembre 1984, annonce aujourd'hui 500 adhérents sur l'ensemble du territoire national.

An siège du conseil national de l'ordre des médecins, on laisse entendre que la plainte contre le pro-fesseur Villey, l'instance ordinale, pourrait être déclarée irrecevable. On souligne aussi que la position du président du conseil national à l'égard du plan Chalandon » est beaucoup plus « nuancée » qu'il a pu

Il y a quelques jours pourtant c'est bien le professeur Villey qui déclarait an Quotidien du médecin : « Je suis étonné que certains psy-chiatres aient déformé les propos du garde des sceaux (...). C'est une aberration de l'espris que de ne prendre en considération que le toxicomane. Il faut veiller à protéger ceux de nos enfants qui ne som pas encore atteints ».

JEAN-YVES NAU.

La Journée mondiale des lépreux

Le visage du mal

La lèpre atteint environ quinze millions de personnes dans le monde. Pour la première fois un vaccin expérimental est appliqué sur cent mille malades.

Inaugurée par Raoul Follereau en Inaugurée par Raoul Foliereau en 1954, la Journée mondiale des lépreux a lieu traditionnellement le dernier dimanche de janvier, soit, cette année, le 25, dans cent vingt-sept pays. Les 5 millions à 6 millions de francs que récolteront cette année, à elles soules, les œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte dont la vocation a toujours été de s'occuper des lépreux, confirment la pisce prépondérante de la recherla place prépondérante de la recher-che médicale dans l'éventail des causes humanitaires que le public soutient. A l'heure où l'espoir de découvrir un vaccin se précise, la quête de 1987 nous donne l'occasion de faire le point de la lutte contre cette maladie.

La lèpre, connue depuis des temps immémoriaux, demeure un fléan d'actualité : en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, l'on compte quinze millions de malades. Faute de contrôles systématiques, de raute de controles systemaniques, de médicaments et de centres de soins adaptés, ce chiffre a augmenté de 10 % depuis 1960. Contractée le plus souvent dès la petite enfance, la lèpre lorsqu'elle se révèle après plusieurs années d'incubation, revêt deux formes : lépromateuse et tuber-

La forme lépromateuse, riche-ment bacillifère, infectieuse, est la plus grave ; la forme tuberculoïde, bénigne et peu contagieuse, s'avère par contre très invalidante.

L'évolution de la maladie vers l'une ou l'autre de ces formes dépend de l'immunité cellulaire du sujet. Un certain nombre de facteurs secondaires influent sur la vigueur de cette immunité : la malnutrition, les chocs psychiques, le manque d'hygiène. Ce dernier facteur est déterminant dans la mesure où le malade élimine huit milliards de germes, quotidiennement; l'on sait en outre que le bacille peut survivre de huit à quinze jours dans les pous-sières du sol.

Taches sur la peau, anesthésie des ortells et des doigts, constituent les premiers symptômes.

Le docteur Constant, léprologue, énonce schématiquement les paliers successifs de la connaissance et de la mise en œuvre des moyens pour misc en œuvre des moyens pour combattre la lèpre : « Un premier pas est franchi lorsque le Norvégien Hansen découvre en 1876 que l'agent de la maladle est un bacille : le mycobacterium lepree. Sa découverte montre que la lèpre n'est ni une fatalité ni une punision des dieux, mais une maladle infectieuse transmissible. - Guy Faget franchit en 1941 une

seconde étape en mettant au point un traitement efficace : la monothé-rapie par les sulfones. Mais ce n'est des progrès décisifs ont été enregistrés avec : - l'instauration de la polychimlothérapie et de tests immunologi-ques permettant de diagnostiques

l'infection avant l'apparition des signes cliniques ; – la possibilité d'inoculer le

bacille au tatou — le bacille tou jours incultivable étant jusqu'alors non inoculable, — et donc de dispo-ser d'une quantité suffisante de microbes pour préparer un vaccin. » Traiter

préventivement

Fabriqué à partir de mycobacte-ria leprae tués, associés au BCG, ce vaccin provoque effectivement un retard dans l'évolution de la maisdie. Selon certains médecins qui l'expérimentent depuis 1984, au Venezuela notamment, ce mélange réveillerait ainsi les mécanismes munologiques endormis...

« Dans la mesure où les sujets vaccinés suivent une chimiothérapie classique et sont de types évolutifs différents, il me semble cependant prématuré de conclure à des résultats définitifs, précise le professeur Cottenot, spécialiste de cette mala-

« Il nous faudra une quinzaine d'années encore pour déterminer le

lots vaccinés, contracteront la lèpre, par rapport aux groupes non vac-cinés », conclut-il. Que le terme de « vaccin » soit ou non justifié, l'image ancestrale du lépreux aux pieds et aux mains rongés, au visage mutilé, n'en disparaît pes moins progressivement. Traiter préventive-ment les infectés, entraîner les populations à l'autodiagnostic, former un personnel médical local compétent, tels sont, parallèlement à la recherche, les trois principanz axes de tra-vail des médecins, sur le terrain.

La lèpre n'est pas seulement une maladie infectionse, elle est égale-ment très invalidante si on ne la traite pas à temps. Elle atteint la peau, les nerfs, les yeux : rend 15 % des lépreux aveugles et 20 % infirmes. Neutraliser l'infection ne suffit donc pas car elle engendre des séguelles qui évoluent d'elles-

Réadaptation fonctionnelle chirurgie réparatrice, voire esthéti-que, font donc partie intégrante des programmes médicaux. Afin de per-mettre aux lépreux de récapérer leur motricité et de reprendre rapidement leurs activités, on en vient à pratiquer des opérations de type orthopédique, comme pour la policmyélite, et qui consistent par exem-ple à transposer des tendons. Le coût des traitements - de 80 francs à 200 francs - et leur durée - de six mois à deux ans - dépendent de la forme tuberculoïde ou lépromateuse de la lèpre.

Dans le cadre du débat actuel sur les risques de détournement des fonds humanitaires, les progrès réalisés dans la lutte contre la lèpre lutte que les organisations carita-tives concernées financent entièrement - peuvent rassurer sur la réelle et judicieuse utilisation des

BÉATRICE CAUX.

* Œuvres hospitalières françaises de Pordre de Malte: 92, rue du Ranelagh, 75016 Paris; fondation Raoui-Foleress: 33, rue de Dantzig, 75015

EDUCATION

A l'invitation de l'association des étudiants «Plus jamais ça»

M. Jack Lang dans la fosse aux lions repus

Les fanves étaient repus. Gavés du poil, l'amphi 45, plein à craquer, tions et de manifs. Ils avaient croqué rouronne doucement. un ministre de l'université il y a un mois et n'étaient pas venus le 23 janvier avaler tout cru un ancien ministre de la culture. D'autant que le dompteur, M. Jack Lang en l'occurrence, est habile, charmeur, attentif, beau parleur.

Invité par l'association « Plus jamais ça » créée il y a peu par des responsables étudiants proches des socialistes, il a accepté le débat avec les étudiants de l'université de Jussieu sur le thème de l'ordre moral.

Quelle morale, interroge-t-il? Celle de l'actuel gouvernement, bien sûr, fondée sur « la peur de ce qui vit, de ce qui bouge, de ce qui est différent. Morale de l'exclusion, morale pudibonde, soupconneuse à l'égard de l'audiovisuel. Morale sécuritaire et répressive. « Vous êtes bien placés pour le savoir », ajoute

Les étudiants ne dorment que d'un œil. L'armée, le nucléaire, les programmes de la cinquième chaîne, la drogue, l'université, la démocratie. M. Jack Lang est pressé de ques-tions. « Pour moi, répond-il, le véritable investissement, c'est l'éducation, la recherche et la culture. » « Vous noyez un peu le poisson, rétorque un étudiant ; pendant ce temps les socialistes votent la loi de programmation militaire, la durée du service n'a pas été réduite à six mois comme promis et la France continue à vendre des

S'il est déià très au point, Jack le dompteur aura donc quelques détails à peaulmer pour ses futures

GÉRARD COURTOIS.

SPORTS

TENNIS: les Internationaux d'Australie

Mandlikova ravit le titre à Navratilova

La championne du monde, Martina Navratilova, doit regretter de s'être séparée de son entraîneur Mike Estep et d'avoir préparé les Internationaux d'Australie en fai-sant du... ski. Navratilova, qui, après avoir tout gagné, s'est mis en tête, à trente ans, d'emporter au moins qua-tre fois chaque levée du grand chelem, devra, en effet, refaire en 1988 le voyage de Melbourne pour tenir son pari : samedi 24 janvier, elle a été hattue en finale du simple dames par son ex-compatriote Hana Mand-likova, qui sera la dermère à inscrire son nom au palmarès de Kooyong.

Il a failu 1 h 35 mm pour que les deux championnes se départagent. Elles ont eu beaucoup de mal toutes les deux à tenir leur service ; il y eut six breaks dans la première manche et cinq dans la seconde. Navratilova a concédé le premier set sur une double faute. Dans le second, un coun droit trop long a donné le gain du tee break et du match à Mandlikova (7-5, 7-6), qui avait sauvé une

balle d'un set partout au neuvième

Déjà sacrée championne d'Anstralie en 1980, la Tchécoslovaque, qui a épousé récemment un Australien, n'avait pas battu Navratilova depuis la finale de l'open des Etats-Unis 1985. En mettant un terme à une série de dix défaites, elle a gagné son quatrième titre du grand

En double messieurs, les Suédois Edberg et Jarryd ont battu en finale les Australiens Warder et Dochan (6-4, 6-4, 7-6).

• NATATION : records de France. - A l'occasion de la Golden Cup de Strasbourg, le 23 janvier. Catherine Plewinski, âgée de dix-huit ans, a amélioré les records de Françe sur deux distances : détentrice du record sur 100 mètres papillon sept fois depuis 1985, elle a successivement réslisé 1 min 0 sec 40 et 1 min 0 sec 24, « chronos » de valeur mondiale; sur 200 mètres, elle a amé-liore de 40 centièmes le record de Véronique Jardin en 2 min 02 sec

LE TILONDE MAINTAIN MATURALITE EN BARRE

Culture

MUSIQUES

Repair - No. 1 . No. 1

. . .

P 7

4414

1,000

Approximately

. .

And the same of the

24.4°

Segurate Server

- Jan 1552

in the second

Les vingt et un ans du MIDEM

Le Marché international du disque et de l'édition musicale célèbre ses vingt et un ans à Cannes du 25 au 30 janvier. Depuis sa création, par Bernard Chevry, le MIDEM a suivi Pévolution de l'industrie musicale, navigué au gré des modes et des crises et au fil des ées : il s'est ainsi imposé comme le seul rendez-vous obligé des producteurs et éditeurs de musique du monde entier.

Le MIDEM 1987 survient dans un marché phonographique retrouvant une partie de sa vitalité : pour la première fois depuis cinq ans, les ventes, tous genres confondus, sout en progression (5 % durant le premier

semestre 1986), l'industrie du compact-disc est en plein développement, les radios FM et les chaînes musicales s'affirment comme des relais efficaces des compagnies

Le vingt et unième MIDEM verra aussi un accroissement sensible de la participation étrangère, notamment des firmes américaines, représentées cette année non seulement par les multinationales mais aussi par toute une série de sociétés indépendantes parfois regroupées dans des stands associatifs : American Independant, avec vingt sociétés, Texas Music Association avec dix firmes. Pour Bernard Chevry, qui a

récemment cédé pour 50 millions de francs le capital de MIDEM Organisation à une firme britannique mais souhaite rester « à vie » président de la manifestation, cette augmentation de la présence américaine est bien le signe d'une « reprise générale ».

Le MIDEM classique accueillera de son côté vingt-cinq pays, plus les institutions régionales françaises.

Le 29 janvier, les professionnels de la musique pro-fiteront de la manifestation pour fêter le centième anniversaire du disque et le quarantième auniversaire du microsillon. An programme : James Brown, Al Jarreau, Kim Wilde et Vérozique Sanson. — C. F.

Le microsillon est mort, vive le compact...

(Suise de la première page.)

CBS, dont « la dégringolade remonte chez nous à dix ans », selon un professionnel... et qui, très implanté au Japon puis sur le continent américain pour le CD, traite l'Europe comme une seule unité, a laissé grignoter sa part de marché français (le chiffre de 5 % a été prononcé). Erato s'en assure, à l'inverse, entre 8 % et 10 %, et, sa distribution s'étant considérablement améliorée, vend 77 % de ses disques à l'étranger, contre 50 % en 1982 : une performance pour son image éminemment hexagonale.

Restent seulement 23 % au per-dant Pathé-Marconi (qui ne doit, dit-on, d'avoir rattrapé son retard qu'aux cent vingt CD de son cata-logue Telefunken) et, si l'on compte bien, quelque 8 % à Har-monia Mundi, Mais ces chiffres, officieux, seront évidemment contestés. M. Bernard Coutaz

Monde, Hungaroton...) un 13 % bien sonné!

Tandis que le métier se restructurait sous la poussée du CD, le consommateur modifiait radicalement ses habitudes. Dans les années 60, on mettait ses 78 tours à la casse. On relègue aujourd'hui ses microsillons à la cave, et on jure allégeance à la divinité numérique : 90 % des enregistre-ments vendus au Japon sont, aujourd'hui, des CD. La France (60 % de galettes brillantes, contre 40 % de disques noirs et de cassettes) vient d'être dépassée au printemps dernier, en deux mois de brusque flambée, par les Etats-Unis (65 % environ). L'Espagne, qui a plus longtemps résisté, reproduit à l'envers la situation du Japon (90 % des disques vendus y sont encore des microsillons).

« Ce pourcentage varie avec le . degré d'implantation culturelle attribue... par exemple, à Harmonia Mundi et aux nombreux catalogues qu'il distribue (Chant du

Trédéric Sichler. L'Italie, qui est

le plus gros organisateur de lections étant entièrement à fanatiques, brader leur discothèconcerts du monde, vend moins de disques que les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, puis, à quasi-égalité, l'Angleterre et la France. Mais c'est en Suisse qu'il se vend le plus grand nombre de compacts par habitans : à peu près le double de la France. »

A la révolution du CD, l'artistique n'est évidemment pas resté étranger. Trop de microsillons inaudibles étaient parus dans les années 70. Sur compacts, on produit moins, et mieux. . Les coûts de fabrication augmentent. la durée d'enregistrement doit diminuer, on est plus sévère avec les artistes », dit M. Michel Garcin, d'Erato.

Une fringale de technologie

Et, ajoute le rédacteur en chef d'un magazine spécialisé, « comme il n'existe pas de magnéto numérique trente-deux pistes, et que le mixage se fait sur quatre pistes, on abandonne les tripatouillages d'antan » : comme aux temps héroïques du 78 tours, deux micros bien placés suffisent souvent à une prise de son « live » d'excellente qualité (le Monde du 21 octobre 1986). Une scule séance de raccords permet de la corriger. La vérité du concert n'est plus une notion que l'on balaie : même pour le travail en studio, les prises sont de plus longue durée et le montage simplifié. - J'ai sorti des microsillons

reconstituer, les éditeurs se sont donné le luxe de rééditer, après les avoir « nettoyés », des joyanx du passé, incunables de Callas, Flagstad ou Mengelberg miracu-leusement ressuscités. Surtout, ils ont donné une seconde chance à des enregistrements numériques sortis sur disques noirs au début des années 80 et dédaignés sur ce support malgré leur qualité. Decca, qui avait en réserve un très riche catalogue lyrique, consacre ainsi aux rééditions la moitié de sa production en CD. Mais même chez Erato, qui est loin d'avoir exploité son fonds français, le taux des nouveautés ne dépasse pas 65 %.

Economiquement, le disque numérique a fait repartir l'industrie du disque classique en lui ouvrant de nouveaux créneaux (les quinze-vingt-cinq ans, tradi-tionnellement épris de variété) et en lui garantissant de nouvelles marges : le prix de vente du CD (130 F en moyenne, contre 80 F pour le microsillon) est pour beaucoup dans l'actuelle euphorie du métier! (1).

Culturellement, on peut néanmoins reprocher au nouveau support d'avoir, en tuant brutalement et définitivement le microsillon. essacé tout un passé que les rééditions, si nombreuses soient-elles, ne pourront jamais reconstituer. « Toute cette culture emmagasinée sur 33 tours ne pourra jamais être reproduite sur compacts : c'est une perte artistique irréméqui n'auraient pas mérité d'être c'est une perte artistique irrémé-faits », reconnaît Michel Garcin. diable », reconnaît Marc Lints, La encore, gloire au CD. On a consultant belge en informatique cussé de fabriquer du disque pour et en culture. Ne voit-on pas déjà des acheteurs de CD, naguère du Moade et Rodolphe existe peu sur compacts en séries éce et sons présentation simplifié du disque noir : 78 F environ.

que numérique pour retrouver le bon vieux bruit de surface et les dynamiques écrasées de l'analogique? Ce phénomène de snobisme à rebours s'est déjà produit pour la haute fidélité, dans sa phase écologique dite « ésotérique ». Le chauffage au charbon de bois a

son charme... Le « boom du compact » aura surtout révélé que le mélomane acheteur de disques compense son manque de curiosité musicale par une intarissable fringale de technologie. Tandis que le répertoire enregistré reste bloqué à Strauss et Bartok, que les collections de musique du vingtième siècle connaissent le fiasco que l'on sait, le discophile moyennement fortuné a, dans un espace de qua-rante ans, remplacé ses 78 tours par des microsillons, son équipe-ment mono par de la stéréo, et n'a échappé à la tétraphonie que pour mieux succomber au CD.

Que Boulez, avec Reports, compose une œuvre actuellement non reproductible à l'échelle domestique, tant son dispositif sonore est compliqué, ne donne guère d'insomnie aux industriels japonais. La guerre du vidéo-disque et de la cassette audionumérique (le Monde daté 20-21 décembre 1986) mobilise en revanche toute leur invention et leur agressivité : car le discophile préfère l'emballage au message, cela semble une

ANNE REY.

(1) Des enregistrements anciens Harmonia Mundi, Hungaroton, Chant du Monde et Rodolphe existent depuis

NOTES

« Les Enchaînés » d'Eugène O'Neill

Les Américains aiment bien Engène O'Neill pour la simplicité efficace de ses dramaturgies : quelque chose comme des épures très épurées de Strindberg, avec un pen plus de chaleur et d'espoir. Le schéma des Enchaînés est bien de cette veine.

C'est l'histoire d'un couple qui n'en finit pas de vouloir rompre. Il essaie d'oublier auprès d'une putain au grand cœur ; elle tente de se donner au vieil ami qui l'adore depuis toujours. Double échec et, tant bien que mal, les époux se retrouvent.

Elle, l'exaspérée, la capricieuse, c'est Anna Pruenal, pétulante chantense et comédienne polonaise, que nous retrouvons ici en blonde un peu fatiguée. Martine Logier, la fausse maîtresse, et Prosper Gill, le faux amant, jouent avec tact les utilités. Reste le mari, Jean-Claude Durand, félin blessé, avec un pathétique sensuel, une présence inquiète qui donnent au spectacle son unité. La mise en scène de Françoise Petit organise une pénombre de bon aloi antour de ces jeux de chassé-croisé.

B. R.

★ Théâtre du Rond-Point : Petit Rond-Point, 20 h 30 ; dimanche, mati-née à 15 heures. Tél. : 42-58-70-80.

Une revue sans capitaine à l'Alcazar

Après le départ de Jean-Marie Rivière au printemps dernier, l'Alcazar avait curieusement fait appel à l'esthète Frantz Salieri et à ses allégories narcissiques. C'était faire l'impasse sur le public de provincianx et de congressistes qui avaient fait de l'Alcazar un de leurs lieux de prédilection. Faute de clients, Tony Azzi, le propriétaire du cabaret de la rue Mazarine, est vite revenu à la conception traditionnelle de la revue avec son mélange de baroque, d'exotisme, d'énorme et de convention plus ou moins sublimée. La troupe, réduite, se dépense sans compter et donne un climat sympathique à une entreprise où il manque à l'évidence un capitaine donnant ses propres pulsions, distillant ses goûts at ses folies, bref, imposant une unité et une couleur originale au

C.F.

Indigeste indigence

spectacle.

Sans traduction, comme elles l'avaient déjà fait pour l'illustration, les éditions du Chêne proposent un échantillon d'une année de photographie américaine. Tous genres confondus, empilant les pires travaux commerciaux, les portraits insipides d'opérateurs célèbres pour Rolling Stone, les clichés de voitures pour catalogues, la mode et l'art appliqué, les chromos illustratifs pour magazines spécialisés (botanique, maquillage, alimenta-tion, habillement), les remake cent fois vus de stars vendues à la publicité, les sempiternels reportages sociaux esthétisants et les recherches démodées sur la couleur, 168 œuvres réalisées par 70 photographes se succèdent ainsi d'Avedon à Bruce Davidson en passant par Leslie Krims.

De cet épouvantable et pénible fatras qui évoque le capharnaum d'une bibliothèque renversée émergent cependant une surprise on une autre : une série de photos d'inté-rieur en couleur par Mapplethopre, suaves et drôles, déroutantes d'ironie ; les doubles portraits cabots de bouledogues destinés à l'autopromotion de Lawrence Robins. Maigre récolte pour une moisson dont l'unique raison d'être est visi-blement alimentaire.

★ Une année de photographie améri-caine, 1986/1987, 168 photographies. Editions du Chêne, 420 F.

• Colloque à la Sorbonne : juits et étrangers. - L'association pour la Recherche sur l'histoire contemporaine des juifs (RHICOJ) organise, le dimanche 25 janvier, un olloque sur le thème « Juifs et étrangers ». Parmi les thèmes abordés : « Le statut de l'étranger dans la tradition juive », « Le ghetto : un corps étranger de la ville ? », « Les sens de l'exil », « Le cas du juif étranger », « L'accueil des juits polo-nais au début du siècle », « L'immigration juive dans le Nord et le Pasde-Calais », « Etrangers et juifs de France », « Les procès staliniens », « Patriotisme et enracinement chez les juits »,« Les hassidims de Lubavitch : chasser l'étranger qui est en

* Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne amphi Guizot. Renseignements: M. Claude Singer, 120, avenue Parmen-tier 75011 Paris. Tél.: 45-88-00-01.

SOI ».

A la bibliothèque Mahler

Une exposition Yvonne Lefébure

La bibliothèque musicale Gustav-Mahler, créée et présidée par précieux, admirablement présentée Henry-Louis de La Grange, n'est par Alain Surrans, fait revivre la pas seulement le fonds et le centre d'études le plus riche pour l'œuvre de l'auteur du Chant de la terre. Ouverte le 28 mai dernier, elle poscontemporains du compositeur, qu'elle souhaite mettre à la disposition des mélomanes et chercheurs

parisiens. Première manifestation, une charmante exposition consacrée à Yvonne Lefebure pour l'anniversaire de sa mort. D'un ton vif et orimesautier comme elle. Des photos, des affiches, des manuscrits (de Maurice Emmanuel, Dukas et Roussel en particulier), sa robe de concert, son manteau d'hermine, sa » bouillotte», le beau portrait de Fauré dû à Sargent (prêté par le Conservatoire), des autographes de Casals, Cortot avec un merveilleux dessin inconnu de celui-ci par Matisse, Yvonne Lefébure croquée par Dufy.

 Mikhail Baryschnikov retournera danser en Union soviétique. – Le danteur Mikhail Baryschnikov, qui avait quitté l'Union soviétique en 1974 et a obtenu la nationalité américaine en juillet dernier, « retoumere danser » dans son pays d'origine, a annoncé lundi 19 janvier à New-York M. Jouri Grigorovitch, directeur artistique du ballet du Bolchoï. M. Grigorovitch a précisé que « les négociations étaient toujours en cours ». Mikhail Baryachnikhov ast actuellement directeur artistique de l'American Ballet Thea-

Le Monde PERLETTÉ ARTS ET SPECTACLES Renseignements:

45-55-91-82, poste 4335

grande pianiste entourée de ses amis, maîtres et élèves. Et l'on pourra la revoir et la réentendre dans une cassette vidéo où elle joue Mozart, Beethoven, Schubert et La prochaine exposition sera

Toute une collection de souvenirs

consacrée à Alfred Cortot, fin sep-

Signalors que la bibliothèque va acquérir le premier manuscrit du final de la 9 Symphonie de Mahler qu'on croyait perda depuis l'origine, et qui sera présenté au public le 18 mars, le jour où cette même œuvre sers jouée par l'Orchestre de Paris sous la direction de Bernard

JACQUES LONCHAMPT.

★ 11 bis, rue de Vézelay, 75008 Paris, Exposition ouverte de 15 heures à 19 heures (sauf le dimanche), jusqu'au 28 février, avec le concours de la Fondation de France, Tél. : 45-63-34-52.

• Des aspirateurs dirigés au pistolet. - Le chef associé de 'Orchestre de Philadelphie, William Smith, se servira prochainement d'un pistolet pour diriper ses musiciens qui ont reçu trois aspirateurs et une circuse comme nouveaux instruments pour jouer une œuvre inédite lors d'un concert qui risque de faire du bruit.

Au programme du 29 janvier de l'Académia de musique est en effet inscrite une œuvre de Malcolm Arnold intitulée Grande grande ouverture pour trois aspirateurs, cireuse à parquet, orgue et grand

e Les gens vont être surpris, reconnaît William Smith. En fait, ces instruments inhabituels rendent un son très plaisant qui peut être contrôlé par un bouton (...) ou par un pistolet depuis l'estrade. »

Le programme comprend aussi des œuvres de Bach, Mozart, Gershwin et Rimski-Korsakov, qui remontent à une époque où les instruments ménagers ne rendaient pas des sons aussi harmonieux qu'aujourd'hui.



Les points forts de la semaine.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Le credo de Riccardo

C'est Ricpardo Chailly qui ouvre le MIDEM classique. Il n'a que trente-quetre ans. Il a eu sous ses ordres l'Orchestre radiosymphonique de Berlin et dirige, pour la partie artistique, l'Opéra de Bologne. Il succéders en 1988 au vétéran Barnard Haitink comme chef titulaire du Concertgebouw d'Amsterdam, troisième phalance d'Europe après Serlin et Vienne. Il a gravé pour Decca, sur support numérique, vingt titres et vingt-huit disques (1) à un âge où ni Furtwängler ni Solti n'avaient commencé à enregistrer.

Fils du compositeur Luciano invité partout et immédiatement réengagé, il subit avec humour et résignation la carrière-type du chef moderne : accablé d'engagements et formé sur les terrains exposés.

Des remous ont accompagné sa nomination aux Pays-Bas : cet Italien, peut-être un Toscanini en herbe, allait occuper en effet l'un des bastions de la tradition beethovénienne, brahmsienne et mahlérienne. L'orchestre allait-li oublier ca qu'il avait appris, en cent ans tout juste d'exis sous les ordres de Mengelberg. Van Beinum et Jochum?

«Ne jugaz qu'après m'avoir écouté, dit Chailly. Je vais réorienter le Concertgebouw vers le répertoire italien, français et contemporain. J'espère obtenir de lui des réactions dynamiques plus vives. Mais je respecterai sa puissance sans violence, sa qualité sonore aristocratique. Nous sommes de culture, de style et de mentalité différents. Meis nous nous retrouvons à l'unisson pour le résultat final. Les musiciens de l'orchestre m'ont d'ailleurs démocratiquement élu : c'est bien qu'ils aspiraient à plus d'ouverture et de variété.

» J'adore le disque. J'ai quatre mille microsillons et une collection de compacts. J'y apprends la leçon du passé. On me dit parfois que le son du CD est artificiel. Je suis de l'avis opposé : j'y retrouve exactement ce que j'entends du podium quand je dirige.



» Pourquoi, me direz-vous, une nouvelle version de la Symphonie du Nouveau Monde, de Dvorak, alors qu'il en existe au moins deux cents, at que Kondrachine, Solti et Dohnanyi l'ont enregistrée sur CD ? Croyez-le ou non, le marché mondial est preneur d'une nouvelle version chaque année, à condition que chacune ait sa per-

» Mon credo sonore est chez

Decca : le son Decca est le meilleur du monde, ce qui ne veut pas dire que je ne signerais pas pour Deutsche Grammophon si on me le demendait. Il n'y a pas de hiérarchie entre les marques. Rien que des terrains privilégiés. Decca doit sa première place en Italie à son catalogue lyrique, sa noto-riété aux Etats-Unis à Pavarotti. Deutsche Grammophon à la supériorité en Allemagne grâce à son fonds germano-autrichien sym-phonique et lyrique. A Amsterdam, règne la tradition néonique. Mais l'ouverture de l'Opéra, en septembre dernier (le Monde du 2 octobre 1986), a provoqué un engouement pour le ique. En 1990, j'y dirigeral Otello... s'il existe encore à cette époque un chanteur capable de

¿ L'opéra est l'art total, la difficulté technique absolue. Quand on vient de la fosse, on regarde les pires difficultés du répertoire symphonique d'un ceil calme. On ne peut faire de la musique sans chanter. Cantare, c'était le médecine quotidienne de Toscanini. Karajan, Carlos Kleiber, George Szell à Cleveland, n'ont jamais cessé de l'appliquer. Furtwangler lui-même, qui était tout à fait à l'opposé de moi pour les tempos et la dynamique, avait des phrasés directement inspirés de la voix. Au fond, la vraie différence entre Furtwängler et moi, c'est qu'il était un génie. Et moi pas. »

* La sjournée spéciale Riccardo Chaillys, de France-Musique, commence à 9 h 15, le 25 janvier et conprend, à 20 h 30, la retransmission, en direct de Cames, du concert d'ouverture du MIDEM classique (Première Symphonie de Bruckner), pour s'achever vers 24 houres sur la Huitième Symphonie du même Bruckner. Le détail du programme se trouve dans le supplégramme se trouve dans le supplé ment radio-télévision.

(1) En particulier : les cinq Concertos de Beethoven, avec le RSO-Berlin et Alicia de Latrocha; les Symphonies 3 et 5 de Bruckner, toujours avec le RSO-Berlin; Andrea Chenier, de Giordano; Gulichanter le rôle du héros.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UN BEAU SALAUD, Fontaine (48-74-74-40), sam. 17 h + 20 h 30, dim. 15 h 30.

LA GALIPETTE, Marigay, (42-56-04-41), sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h. LE ROMAN DE PROMÈTHÉE, Gennevilliers, Théâtre (47-43-26-30), sam. 20 h 30, dim. 17 h. LA DERNIÈRE BANDE, Cartouche CE SACRÉ BONHEUR, Montpar-name (43-22-77-74), sam. 17 h + 21 h, dim. 15 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), sem. 19 h 30: Atya, de J.-B. Lully; dir. musi-cale: William Christin. COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), sam., dim. à 20 h 30, dim. à 14 h : La Bourgools gestilhomme.

Bourgeois gestillocume.

ODEON (43-25-70-32), ann. à 20 h 30 :
Heinz, Anns et David Bennent lisent :
Heiner Muller, Hölderlie, Sässkind.
PETIT ODEON (43-25-70-32), sem., dim.
18 h 30 : le Maître-Nagaur, de J.-P. Amette.

J.F. Attenue.

IEP (43-64-80-80), sem. à 20 h 30, dim. à 15 h : les Voix intérieures ; Cluéma : sem. à 14 h 30, dim. à 20 h : le Tumps détruit, de P. Benchot; Casanova, de F. Fellini

(V.A.).

BEAUBOURG (42-77-12-33), mer. à 21 h : Un jour d'hiver ; Clatina Visio : Clatrama Tokyo 87, dim. de 14 h 30 à 20 h 30; Clatina et Biolentere au Japon (mar.) : Se reporter à la rubrique c'inéma Cinéma d'anthèque ; Vidée-informatien, sam., dim. à 13 h : l'Illustration ou la mémoire d'un siècle, de R.J. Bouyer ; 16 h : Mythes en stock, de J.M. Putmans ; 19 h : De la minteté, de J.M. Burzosa ; Vidée-Maniana, sam., dim. à 13 h : la Chauve-Souris, de J. Strauss ; 16 h : Musique traditionelle da Japon ; 19 h : Peter Grimes, de Britten ; Concerts Spectacles : sam. à 15 h : Ats-

Concerts Spectacles: sum. à 15 h : Ata-licas munique et micro-informatique. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), sum. à 20 h 30 ; dim. à 15 h : POrice de currières POpéra de quat'sous.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). am. 20 h 45, dim. à 14 h 30 : les Cra-chats de la Lune ; sam. à 18 h 30 : Carles d'Alessio ; Mikhail Rudy ; Th. de la Ville sa Th. de l'escalier d'or, sam. à 20 h 45, dim. à 14 h 30 : La Princesse Sianche.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), sect. 20 h 30; dim. 17 h (devs.): Muniques et jeux de la Toundra, et de la taige.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : l'Accrec-Habitation. DEUX ANES (46-06-10-26), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Après la rose, c'est le bos-

CITHEA (43-57-99-26), sam. 19 h 30: P.

Nevsky. ESCALIER D'OR, voir de subve GYMNASE (42-46-79-79), sam. 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30 : F. Perrin. LUCERNAIRE (45-44-57-34) stm. 18 h 30 : Los Machicambos.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30), sam, dim. 20 h 30 : Musiques et jeux de la Toundra et de la Taiga. LE MERLE MOQUEUR (45-65-12-43), 22 h 30, sam. ; A. Tome, LA MOUETTE RIEUSE (43-71-20-85),

20 h 30, sam.: groupe Avenos.

OLYMPIA (47-42-25-49) sam. 20 h 30, dim. 17 h: M. Torr.

PALAIS DES CONGRÈS (47-52-40-45),

PALAES DES CONGRES (47-51-40-45), sam. 21 h, dim. 17 h : M. Sardou. PALAES DES GLACES (46-07-49-93) sam. 20 h 30, dim. 15 : S. Joly. TH. GRÉVIN (45-23-01-92) sam. 20 h 30, dim. 18 h 30 : B. Mabille. TLP DEJAZET (42-74-20-50) (D. seir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : Font et Val. TOURTOUR (48-87-83-48), sam. 18 h 45 : Des nouvelles de Brassess, dern.

La danse

BASTILLE (43-57-42-14) sum. dim., 19 h: Note bene (deru. le 25). CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), dim. 14 h: Brunch performance. PALAIS DES SPORTS (48-23-40-48) mm., 20 h 30, dim. 14 h 15 st 18 h 15 : l'Ange bles.

Les concerts

SAMEDI 24 JANVIER La Table verte, 22 h : Trio Aulos (Mozart,

Beethoven, Tanaman...).
Radio-France, Anditurium 186, 15 h:
Cheur d'hommes F. Legrand (Breckner,
Schubert). Suffe Pleyel, 21 à : Orchestre antional de France (Verdi).

Thister 18, 16 h 30 : Quatter Parisii (Mozart, Schurman) affac Salas-Merri, 21 h : A. Gazarian, S. Koulakserian (Brahms, Chostako-vitch, Schubert...).

Salle Pleyel, 17 h 15: Orchestre des concerts Pasdeloup, dir. G. Devos (Brahms, Dvorak).

DIMANCHE 25 JANVIER gine Saha-Merri, 16 h : Ensemble la Réjouissance (Marais, Telemann, Back,...).

Notre-Dame, 17 h 45: Y. Cacnot (Balber-tre, Bellini, Crilinauri...).

Egine des Billettes, 17 h: Les petits chan-teurs de Marais (Haydn, Bach, Pur-cell...).

Salle Playet, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. : M. Nakata (Paganini, Bosthoven). Th. an Musée Grévia, 20 h : P.-L. Aimard, M. Debost, J.-Ph. Lafont... Eglise des Bélicties, 10 h : F. Espinesse (Buxtehude, Bach).

Les films marqués (*) sont laterièts sons sorius de treine son (**) sons moies de dix-jouit son.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-34-24) SAMIEDI 24 JANVIER

Hommage à la Cinémathèque des Armées: 15 h : Films allemands, Prises de guerre; 17 h, La légion; 19 h, Carte blan-che à Pierre-William Glems: le Géséral de Farmée morte, de L. Tovoll; 21 h, Hom-mage à Fred Wiseman: Besic Training. DIMANCHE 25 JANVIER

15 h, Gunnar Björnstrand : les Fraises stavages, de L Bergman ; Carte blanche à Pierre-William Giens : 17 h, le Crâne malé-fique, de F. Francis ; 19 h, Objectif : vérité, de H. Wexler ; 21 h 15, Homenage à Fred

SEAUSOURG (42-78-35-57) SAMEDI 24 JANVIER

15 h, Rommage à la Chofmathèque des armées: La vis quotidienne des troupes; Hommage à Gaumont: 90 ans de cinéma; 17 h, la Femme-enfant, de R. Billetdoux; 19 h, la Cité des femmes, de F. Fellini; 21 h 35, Forbidden, de F. Capra.

DIMANCHE 25 JANVIER 15 h, Hommage à la Cinémathèque des armées : Première guerre mosdiale. Fronts occidentaux. Marro: ; Hommage à Gan-mont : 90 am de cinéma ; 17 h, la Chèvre, de F. Votor ; 19 h, Eugenio, de L. Comen-cini ; 21 h, Pleia sud, de L. Béraud.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (62-78-37-29) Chaines et littérature au Japon SAMEDI 24 JANVIER

14 h 30, Le col du grand Bodhisattva, 1" partie, d'Uchida Tomu; 17 h 30, 2" par-tis: 20 h 30, dernière partie.

DEMANCHE 25 JANVIER 14 h 30, Touple de printemps, de Koyama Sejiro; 17 h 30, Ls maison des pervenités, d'Edogawa Rampo, Le promo-seur da grezier, de Tanaka Nobora; 20 h 30, Le léogrd noir, de Fukasaka Kinji.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5 (43-25-78-37). AIANTRIK (Ind., v.o.); Rápubiic Cinéma, 11: (48-05-51-33). AMERICAN WARRIOR II (A., v.o.) ("): George V, 8: (45-62-41-46). -V.L.: Gathé Rochechouart, 9: (48-78Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20 Pour tous renseignements concernant

Samedi 24 - Dimanche 25 janvier

l'ensemble des programmes ou des salles

Ide II h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15° (45-54-46-85). ASTÉRIX CHEZ LES EXETORS (Fr.) :

ASTÉRIX CHÉZ LES BRETONS (Pr.):
George: V. 7 (45-62-41-46): Genment
Convention, 15 (48-28-42-27): Genmont Alésia, 14 (43-27-34-50).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.):
Chay Palace, 5 (43-25-19-90).

LES BALESEURS DU DÉSERT (Traisien, v.o.): Utopia, 5 (43-26-34-65).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.L.):
Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparmane, 6 (45-74-94-94); Napoléon, 17
(42-67-63-42).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN
FIN DE JOUENEZ (Fr.): Utopia, 9
(43-26-84-65).

LE BEAUF (Fr.): Marignan, 8 (43-59-

(43-26-34-65).

LE BEAUF (Fr.): Marignen, 8 (43-39-92-82); Français, 9 (47-70-33-88); Maxéville, 9 (47-70-72-86); Fravette, 13 (43-31-56-86); Montparname Pathé, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01). BEDY (A., v.a.) : Lacermire, 6 (45-44-

BONS BAISERS DE LIVERPOOL (Aug., v.o.) : Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

36-14).

BRAZII. (Brit., v.a.) : Epic de Bois, 5º (43-37-57-47).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.a.);

Ganment Halles 1º (42-97-49-70); 14Juliet Odéen, 6º (43-25-59-83); Pagode,
7º (47-05-12-15); Gamment Coliefe, 8º (43-59-29-46); Gamment Aldeia, 14º (43-27-84-50); Bienventla Montpermane, 15º (45-44-25-02).

CHARLOUTTE FOR TUES (Feb. 10). CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*); Forum Orient-Express, 1w (42-33-42-26).

42-26).

IE CHEVALIFE A LA ROSE (AIL, v.a.): Vendone, > (47-42-97-52).

COMME UN CHIEN ENRAGÉ (*) (A., v.a.): Ciné Beanbourg. > (42-71-52-36); 14-Juillet Odéou, 6 (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14-Juillet Besnille, 11 (43-57-90-81). - V.f.: Manéville, 9 (47-70-72-86); UGC Boulovard, > (45-74-95-40).

A COULEUR POURPRE (A. VA) : DÉSORDRE (Fr.) : Epéc de Bois, 9 (43-

LES DIAMANTS DE L'AMAZONE (A.,

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : Républic Cinéma, 11 (48-05-51-33). Cinfuna, 11° (48-05-51-33).

EMMANUELLE V (Fr.) (**): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Saint-Michel, 9 (43-26-79-17); Marignan, 8 (43-59-92-82); George V, 8 (45-62-41-46); Mantéville, 9 (47-70-72-86); Français, 9 (47-70-73-88); Bestille, 11 (43-42-16-80); Fauvette, 13° (43-15-6-86); Mistral, 14° (45-39-52-43); Montparname Pathé, 14° (43-20-12-06); Couvention Saint-Charles, 15° (45-79-33-00).

33-00).

EN DREECT DE L'ESPACE (A., v.f.):
La Géode, 19 (42-03-06-07).

L'ETAT DE GRACE (P.): Forum Arcan-ciel, 1* (42-97-53-74); Impérial, 2* (47-42-72-52); Saint-Gormain Huchette, 5* (46-33-63-20); George V, 8* (45-62-41-46); Marcury, 3* (45-62-96-82); Parvansiems, 14* (43-20-32-20).

DOWN BY LAW (A., v.o.): Geomout Halles, 1* (42-97-49-70); St-Anthé des Arts, 6* (43-26-48-18); Ambassade, 8* (43-59-19-08); Maxéville, 9* (47-70-72-86); Geomout Parnasse, 14* (43-33-30-40).

FAUBOURG: SAINT-MARTIN (Fr.)

30-40).

FAUBOURG SAINT-MARTIN (FL):
Utopis, 5 (43-26-84-65).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.): UCG
Bistritz, 9 (45-62-20-40).

FIRESTARTER (A., v.o.): Cinocica, 6(46-33-10-82). - (V.L): Arcades, (4233-54-58).

33-54-58).

LES FUGITIFS (Fr.): Gaumont Haller,
1" (40-26-12-12); Gaumont Opére, 2(47-42-60-33); Bretagne, 6" (42-2237-97); 14-Juillet Odém, 6" (43-2559-83); Arabassade, 8" (43-59-19-08);
Nation, 12" (43-43-04-67); Faurents, 13(43-15-6-86); Gaumont Alésia, 14"
(43-27-86-50); Gaumont Convention,
19" (48-28-42-27); 14-Juillet Banugre-

male, 15 (45-75-79-79); Mailiot, 17-(47-48-06-06); Path6-Clichy, 18 (45-22-46-01). HANNAH ET SES SCEURS (A., v.o.); Studio de la Harpe, 9 (46-34-25-52). HIGHLANDER (A., v.o.): Grand Pavois, 15' (45-54-46-85); Templiers, 3' (42-72-94-56).

L'HESTOGRE OFFICIELLE (Arg., v.a.):

L'HISTOTRE OFFICIELLE (Arg., v.a.):
Denfert, 14* (43-21-41-01).

JASON LE MOET-VIVANT (*) (A., v.a.): UGC Eminsan, 8* (45-63-16-16).

— (V.f.): Rex., 2* (42-36-83-93): UGC Montparmane, 6* (43-63-44); UGC Gobelint, 13* (43-36-23-44); Images, 18* (45-22-47-94).

JEAN DE FLORETTE (Ft.): Ambtestade, 8* (43-59-19-06); Montparman, 14* (43-27-52-37).

JUMPIN JACE FLASH (A., v.a.): Cné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Dauton, 6* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Champa-Elyaées, 8* (45-62-20-40), — (V.f.): UGC Gobelint, 13* (43-36-23-44).

EAMIEAZE (Fr.): Ambassade, 8* (43-

23-44).

EAMIEAZE (Fr.): Ambassade, # (43-59-19-08); Miramar, 14 (43-20-89-52).

LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS
BUELLER (A., v.o.): Gaumonst
Ambassade, 9 (43-59-19-08). — (V.1):
Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Common, 6º

(45-44-28-80).

LE MAL D'AIMER (Fr., it.): Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-26).

MALCOLM (Austr., v.o.): Gamment Halles, 1* (40-26-12-12); Gammont Opérs, 2* (47-42-60-33); 14-Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Publicis Champs Elysées, 3* (47-20-76-23); Genmont Alésia, 14* (43-27-84-50); Gammont Parnasse, 14* (43-35-30-40). – (V.f.): Gammont Convention, 15* (48-28-42-27).

28-42-27).

MANON DES SOURCES (Fr.): Forum Orient-Express, 1" (42-33-42-26); Impérial, 2" (47-42-72-52); Bretagne, 6" (42-22-57-97); Marignan, 9" (43-52-92-82); Gattmont Convention, 19" (48-22-42-27).

MAUVAES SANG (Fr.): Ciné Beaubourg, 3" (42-71-52-36); UGC Biarritz, 9" (45-52-10-30); UGC Biarritz, 9" (45-52-20-40); UGC Retonde, 6" (45-74-94-94); Lumière, 9" (42-46-49-07).

MÉLO (Fr.): (44-infliet Parmess, 6" (42-

94-94); Lumère, 9 (42-46-49-07).

MÉLO (Fr.): i4-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LA MESSE EST FINIE (R., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00): Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); UGC Beatritz, 8 (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40); 14-Juillet Bautille, 11 (43-37-90-81); Genmont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14-Juillet Beaugreneile, 19 (45-75-79-79).

MESSION (A. v.o.): Forum Orient-

MSSION (A. v.o.): Forum Orient-Express, 1= (42-33-42-26); Lucermire, 6 (45-44-57-34), George-V, 9 (45-62-41-46); Purmanness, 14 (43-20-32-20). – V.I.: Impérial, 2 (47-42-72-52).

- V.I.: Impérial, 2* (47-42-72-52).

MORT OU VIF (*) (A., v.A.): Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-26); UGC Erminags, 3* (45-63-16-16). - V.I.: Res., 2* (42-36-43-93); UGC Montparname, 6* (45-74-94-94); Français, 9* (47-70-33-88); Images, 13* (45-22-47-94); UGC Gebelins, 13* (43-36-23-44).

LES MURS DE VERRE (A., v.A.): Epéc de Bois, 5* (43-37-57-47); Triompha, 3* (45-62-45-76); Parmeniena, 14* (43-20-32-20).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.A.): Cinoches, 6* (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.A.): Triompha, 3* (45-62-45-76).

NOUR ET BLANC (Fr.): Epén de Bois, 5*

v.o.) : Trisuphe, & (45-62-45-76).
NORE ET BLANC (Fr.) : Epic de Bais, 9

v.o.) : Tricumphe, 9 (45-62-45-76).

NOIR ET BLANC (Fr.) : Epés de Bois, 9 (43-37-57-47).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TETE (A., v.o.) : Granmont Ealles, 1* (42-97-49-70) ; Granmont Opéra, 2 (47-42-60-33); Saint-Germain-des-Prés, 6 (42-22-87-23); Saint-Audré-des-Arts, 6 (43-26-48-18); Colisée, 8 (43-59-29-46); Galaxie, 13 (45-80-18-03); Gaumont Parmane, 14 (43-35-30-40); Gaumont Parmane, 14 (43-35-30-40); Gaumont Parmane, 14 (43-35-30-40); Gaumont Parmane, 14 (43-28-47-27).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.): Found Hodinon, 1* (44-28-57-57); Ciné Beunbourg, 3* (42-71-52-36); Hante-feuille, 6* (46-33-79-38); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); Manigana, 8* (43-99-92-42); Saint-Lazzer Pasquier, 3* (43-99-92-42); Saint-Lazzer Pasquier, 3* (45-80-16-16); 14-Juillet Bautille, 11* (43-57-90-31; Galaxie, 13* (45-80-68-42); Bienventh Montparmane, 15* (43-06-50-30); PLM Saint-Jacquus, 14* (45-89-68-42); Bienventh Montparmane, 15* (45-43-25-02); Escurial Pantorama, 13* (47-07-28-04); 14-Juillet Beungrenelle, 15* (45-75-79-79). — V.I. Rez, 2* (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Nation, 12* (43-43-04-67); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Montparmane Pathé, 14* (43-27-84-50); UGC Convention, 15* (43-57-94-40); Montparmane Pathé, 14* (43-27-84-50); UGC Convention, 15* (43-57-94-40); Montparmane Pathé, 14* (43-27-84-50); UGC Convention, 15* (43-59-31-67).

OUT OF AFRICA (A., v.A.): Pablicis Matimon, 8* (43-59-31-67).

OUT OF AFRICA (A., v.a.): Publicis Matignon, # (43-59-31-97). Matignon, # (43-59-31-97).

PAIEMENT CASH (A., v.n.): Forem Orient Enpress, 1= (42-33-42-26); Hantefenille, & (46-33-79-38); Marignan, & (43-59-92-82); Parassiens, 14= (43-20-32-20). — V.L.: Maxéville, 9= (47-42-36-31); Bastille, 11= (43-42-16-80); Parvette, 13= (43-31-60-44); Misrill, 14= (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 15= (45-79-33-00). LE PASSAGE (Fr.): UGC Normandia, 9-(45-63-16-16); Montparace, 14- (43-27-52-37).

PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., V.A.): PEGGY SUE S'EST MARIÉE (A., v.a.):
Gaumont Haltes, i* (42-97-49-70);
Genmont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Genment Champs-Elyaées, 8* (43-59-04-67);
14-Ivillet Bastille, 11* (43-57-90-81);
Gaumont Parmases, 14* (43-35-30-40);
Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14Juillet Basngrenelle, 15* (45-75-79-79);
Mayfair Pathé, 16* (45-25-27-06). V.f.: UGC Montparmases, 6* (45-7494-94); Nation, 12* (43-43-04-67);
UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44);
Images, 18* (45-22-47-94).

LA PURITAINE (Fr.): Cinoches, 6* (46-

LA PURITAINE (Pr.) : Cinoches, 6 (46-LE RAYON VERT (Pr.) : Paramaions,

PECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÊ-MENT (A., v.o.) : Studio Galasde (hsp.), 9 (43-54-72-71). LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.L.) : Cosmos, 6* (45-44-28-80).

HOSA LUXEMBURG (ALL, V.O.) : 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LA BOSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) ; Chineles-Victoris, 1= (42-36-12-83).

LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.A.):
Bonaparta, 6' (43-26-12-12).

SALE DESTIN (Fr.): Forum Horizon, 1=
(45-08-57-57); UGC odéon, 6' (42-2510-30); Biarritz, 9' (45-62-20-40);
UGC Boulevard, 9' (45-74-95-40);
UGC Boulevard, 9- (42-42-40-80); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59);

Galaxie, 13° (45-80-18-03); Mont-parant, 14° (43-27-52-37); Pathé Chichy, 18° (45-22-46-01). SID ET NANCY (*) (A., v.o.) : Utopia,

5 (43-26-84-65). STOP MAKING SENSE (A., v.a.) : Bacacial Panorama, 13 (47-07-28-04). STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.): Reflet Logos, 5- (43-54-42-34). THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-80-25) ; Lacernaire, 6 (45-44-

37-2 LE MATIN (Fr.) : Saint-Michel, 5-(43-26-79-17); George-V, 3- (45-62-41-46).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): Goorge-V, 9 (45-62-41-46). TOP GUN (A., v.a.): George V, 8 (45-62-41-46). - V.L.: Parassions, 14 (43-20-32-20).

LA VIE DESSOLUE DE GÉRARD FLO-LA VIE DESSOLUE DE GERARD FLO-QUE (Fr.): Forum Horizon, 1° (45-03-57-57); Ren., 2° (42-36-83-93); UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); Ambanado, 8° (43-59-19-08); George V, 8° (45-62-41-46); Saint-Lazare Pasquier, 8° (43-87-35-43); Français, 9° (47-70-33-88); Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-04-67); Fanvetie, 13° (43-31-56-86); Genmont Alésia, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15° (48-28-62-27); Maillot, 17° (47-48-06-06); (43-21-64-00); Minumer, 14" (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); Mailiot, 17" (47-48-06-06); Wepler Pathé, 18" (45-22-46-01); Gambotia, 20" (46-36-10-96).

WANDA'S CAFE (A., v.a.): Forum, 1= (42-97-53-74); Parmemiens, 14- (43-20-32-20). WELCOME IN VIENNA (Antr., v.o.) : Saint-Germain Studio. 5 (46-33-63-20).

LES FILMS NOUVEAUX

LES FRIMS

L'AMIE MORTELLE, film américain de Wes Craven (v.a.) (*):
Forum, 1" (42-97-53-74); UGC
Danton, 6" (42-25-10-30); Publicis
Champa-Eysées, 8" (47-20-76-23);
UGC Ermitage, 8" (45-63-16-16);
v.f.: UGC Montparanase, 6" (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Mistral, 14" (45-39-52-37); UGC Convention, 15" (43-27-52-37); UGC Convention, 15" (43-27-52-37); UGC Convention, 15" (43-27-52-37); UGC Convention, 15" (43-27-52-37); UGC Convention, 15" (42-41-77-99).

BLUE VELVET, film américain de David Lynch (v.a.) (*): Gammont Halles, 1" (42-97-49-70); Gammont Halles, 1" (42-97-49-70); Gammont Opéra, 2" (47-42-60-33); Plasticis St-Germain, 6" (42-22-72-80); Pagode, 7" (47-05-12-15); Colisée, 9 (43-59-29-46); Bacurral Parasses, 14" (43-59-29-46); Bacurral Parasses, 14" (43-59-59-46); Gammont Parasses, 14" (43-59-59-91); Maillot, 17" (47-48-06-06); v.f.: Parasseum typica, 9" (47-42-56-31); Fauthout Convention, 15" (48-22-42-27); Pathé Cil-

(43-20-89-52); Gammont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Cicky, 18° (48-28-42-27); Pathé Cicky, 18° (45-22-46-01); Gambetta, 20° (46-36-10-96).

L'ETRANGÈRE, film britamique du Zelda Barron (v.o.): Forum, 1° (42-97-53-74); Saint-Germain Village, 5° (46-33-63-20); George-V, 8° (45-62-41-46); Lumière, 9° (42-46-49-07); Parmanietts, 14° (43-20-32-20).

MASSACRE A LA TRONCOPL

MASSACRE A LA TRONCON-NEUSE II, film américain de Tobe Hooper (v.o.) (**): Foram Orient Express, !** (42-33-42-25): UGC Odéan, 6** (42-25-10-30); Mari-gana, 8** (43-39-92-82); UGC Nov-

masiic, \$\Psi\$ (45-63-16-16); v.f.;
Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Montpernance, 6* (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Bastille, 11* (43-42-16-80); UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); Montpernance Pathé, 14* (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Cheby, 18* (45-22-46-01); Secrétan, 19* (42-41-77-99).

LA MEOUCHE, film américain de

77-99).

LA MOUCHE, film amfricain de David Cronenberg (v.o.): Forum Horizon, 1" (48-08-57-57); Studio de la Harpe, 5" (46-34-25-52); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); Marisan, 8" (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8" (45-62-20-40); 14-juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); v.f.: Grand Rex, 2" (42-36-83-93); UGC Montparname, 6" (45-74-94-94); St.Lazure Pasquiez, 8" (43-87-35-43); Français, 9" (47-70-33-88); UGC Gare de Lyon, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Mintral, 14" (45-38-52-43); Montparname Pathé, 14" (43-20-12-06); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Wepter Pathé, 14" (42-41-77-99); Gambetta, 20" (46-36-23-44); Sociétan, 19" (42-41-77-99); Gambetta, 20" (46-36-23-46-31); Sociétan, 19" (46-36-23-46-31); Sociétan, 19" (46-44-77-99); Gambetta, 20" (46-36-23-46-31); Sociétan, 19" (46-36-23-46-31); Sociétan

URAC, film français de Jean-Pierre Grauset: Forma Horizon, 1* (45-08-57-57); Lunambourg, 6* (46-33-97-77); Gaumont Parassec, 14* (43-35-30-40).

VIENNE POUR MÉMOIRE, la trilogie de Welcome in Vienna, film autrichien d'Axel Corti (v.o.) : Théâtre des Amendiers, Nantorre-92 (47-21-18-81).

TERMINUS, film franco-element de Pletre William Glem (v.o.): Clab de l'Etoile, sam. 20 h et 22 h, 17-(43-80-42-05).

PARIS EN VISITES

LUNDI 26 JANVIER «La France et la Russie en dis-nitième siècle», 13 heures, Grand Palais (J. Angot). «L'Opéra», 13 h 30, marches (Paris

«Galeries rénovées et passages converts», 14 h 30, mêtro Bourse, aortie Bibliothèque autionale (Filaccies). L'ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés, la place Furstenberg >, 14 h 30, devant l'église (E. Romanu).

«Visites des nouveaux appartements d'été restaurés du roy au Louvre», 14 h 30, sortie mêtre Louvre (I. Haul-her).

«Les Capétions dans leurs apparte-ments da Louvre», 14 h 30, sortie métro

«L'univers roman : le clocher de Saint-Germain-des-Prés et let chapi-teaux déposés au musée de Chury», 14 h 30, devant l'église, place Saint-Germain-des-Prés. «L'UNESCO», 14 à 30, devant grille place de Fontenoy. · La fresque romane et gothique au

Musée des monuments français : techni-que et leonographie », 14 h 30, hall musée (Caisse nationale des monu-ments hintoriques et des sites). «Ateliers d'artistes, jardins socrets et carionités de Montparmasse», 15 houres, mêtro Vavin (M. Raguenesu).

«Les couples oflèbres du Père-Lachaire», 14 h 30, piace Gambetta, angle avenue du Père-Lachaire (V. de Langiade).

«Chardin», 14 h 30, 36, quai du Lon-vre, porte Berbet-de-Jony (Arcns).

*Thiers on an maison >, 15 houres, 27, place Saint-Georges. S'inscrire an 42-60-71-62 et après 18 houres an 45-48-26-17 (A. Ferrand). «De Renoir à Picasso», 14 h 30, hall naée de l'Orangerie (Approche de

Part). «Le Marais», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul ou métro Hôtel-de-Ville, sor-

CONFÉRENCES

DIMANCHE 25 JANVIER

60, boulevard Latour-Manbourg.
14 h 30 : «Bouddiname et Thailande»:
16 h 30 : «La Thailande»: 18 h 30 :
«La Norvège» (M. Brumfeld). 1, rue des Provaires, 1º étage droite, 15 houres : «La Vierge an Proche-Orient» (M. H. Durrenbach) ; «La vocation mariale de la France. (Natya).

Cinémathèque, 11, rue Jacques-ingen, 15 heures : «Le siècle d'Or en spagne». Espagne ».

Maison des mines, 270, rue Saint-Jacques, 15 heures : «Rites d'éternité sux portes du désert : les nécropoles thé-baincs »; 16 h 30 : «Le Sahara : pein-tures et gravares repestres du Tassili ».

LUNDI 26 JANVIER

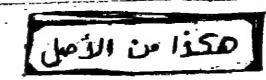
23, quai Conti, 14 h 45 : «Science de jour, science de nuit» (professeur Fran-çois Jacob, de l'Académie des sciences). 3, rue Rousselet, 14 h 30 : «Le pro-fane et le sacré chez Van Byck»; 19 heures : «Naissance de l'art islami-



ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32







Informations «services»

MÉTÉOROLOGIE

acid.

and the

وهافي وكام والماري

\$.500 ... special

 $\underset{i \in \mathbb{N}}{\operatorname{deg}} h^{i}(\mathcal{F}_{i}) = \Phi = \operatorname{deg} = i \mathcal{F}_{i} h^{i} = i \operatorname{Add}_{\mathcal{F}_{i}}^{i}.$

· 大学 · 子 · 在

and the second

gar first oan die me

And Deposit Factors

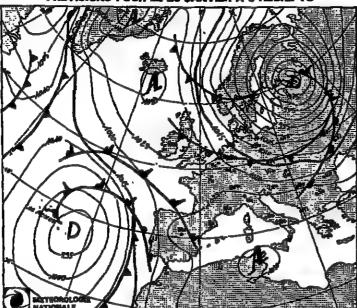
All Control of the Co

المناهد المناهد المناهد

History .

and Supplied to the same

SITUATION LE 24 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le sumedi 24 janvier à 0 heure et le dimanche 25 janvier à

Nous resterons encore sous l'influence de l'anticyclone, centré des les Britanniques à l'Italie du Nord; la situation sera donc quasi-stationnaire. Mais ces hautes pressions commance-ront à faiblir.

Dimenche : la journée se déroulers ment comme samedi.

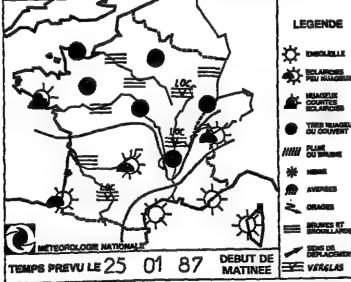
Les régions privilégiées seront encore celles de la Méditerranée aux Alpes, celles de la Méditerrance aux Alpes, ninsi que de la Bretagne sud au sud de la Loire. Le soleil y prédominers, malgré des brouillards matimaux, des pays de Loire à l'Aquitaine, et des mages bas sur l'Auvergne. Le relief du Jura sera aussi désoné.

Par contre, les régions du Nord et du Nord-Est, seront toujours dans la gri-

saille. Il fera plus doux. Du Maine à l'Oricanais et à la Bourgogne, on verra peur-être quelques rayons de soieif dans l'après-midi ; mais de la Manche au Nord-Est et au Lyonnais, pas d'espoir...

Les températures matinales aeront positives au nord de la Loire, avec 1 à 3 degrés dans l'imérieur, 4 à 6 degrés sur les côtes. Du Nord-Het au Lyomais, ainsi one sur les régions mérid vent entre - 1 et -5 deorés : mais localement - 8 à - 10 degrés sur le Massif Cental, et 1 à 3 degrés, sur les côtes de Provence et Corse.

Dans le lournée, soules les régions du Nord-Est au Centre-Est resteront entre 0 et 2 degrés. Ailleurs, il fera blen plus doux: 3 à 5 degrés du Nord au Centre, 6 à 8 degrés sur tout l'Ouest, mais jusqu'il 10 à 13 degrés de la Méditerranée au pied des Pyrénées.



TEMPÉRATURES Valours extré le 23-1 à 6 h TU e	max relavés	s entre		et ten	24-1-19	ervé 87
FRANCE AIACCO 14 1 EARRIZ 11 - 2 RODGEAIT 3 - 6 ROTEGES 2 - 9 SEST 5 2 CAEN 1 - 2 CHEROGEG 5 5 CAEN 0 - 4 GRENGE S.ME - 1 - 1 ILLE 5 3 LINGES 5 - 2 LTUN 2 - 5 MANSTELLEMAR 1 - 1 NAVIES 0 - 1 STETIEDOE 1 - 5 STEANDORG 3 - 3	D TORLOUSE.	PRANGE 19 4 11 12 2 17 17 18 22 21 24 19 10 11 11 11	20 D	MOSCOU NABROBI NEW-YORK OSLO	28 24 27 27 28 27 28 27 28 27 28 28 28 13 29 13 27 15 27 15 27 23 15 27 23 23 27 23 27 23 27 23 27 27 28 27 28 27 28 27 28 27 28 27 28 27 28 27 28 27 28 27 28 28 27 28 28 27 28 28 28 28 29 .	19 C
A B C	D cicl	N ciel magenz	auth O	P pluic	T tempêta	# neige

★ TU = temps universal, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 houres an été ; heure légale moins 1 heure en hiver. ; l'Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nati

est écrite en des

termes que les au-gures prétendent déchiffrer. Un dur pen commode à dompter. Copulative. -V. Un paysan le récolte souvent à la main. A la même contenance qu'une gourde. - VI. Facile à toucher. On s'y fie malgré son instabi-lité. - VII. Démonstratif. Parapluie oc-cidental. Son art ne prête pas à la criti-que, - VIII. Il meuble les salons où l'esprit règne. Héroïne d'une parturition tardive. - IX. Dau-

phin d'un pays sans royanme. Souvenir durable que cha-cun laisse après la mort. - X. Piacent grands et petits sur un même pied. Valeurs traditionnelles. Variété d'asperge, - XI. Précipite la mort de la vicille. Tirer le meilleur de ce qui a été tiré du pis. — XII. Hors limite. Alternative. Limites de plantation. Viennent d'ailleurs. — XIII. Partis de campa-gne. Traditions. Ordre lancé par un père vengeur. — XIV. Peut être la base d'un futur chef-d'œuvre. C'est de l'argent, mais en plus cher. Tran-chant. – XV. Agents du trésor, à Bucarent. Serre les mâchoires quand on lui serre la via. On y célébrait la

VERTICALEMENT

nuit de Walpurgia.

1. Il bénéficie d'une situation bien assise. Déesse générouse. — 2. Voi-ain d'un Huron. Possessif. A ten-dance à décourager celui qui le chasse. — 3. L'internationale de la culture. De quoi faire un « trou nor-mand » aux lles Anglo-normandes. Maltraite une belle-angevine ou une louise-bonne. - 4. Conjonction. Traitement de peaux. Suit son cours. 5. Le commencement de la fin.
 C'est parfois le résultat d'un coup de pied quelque part. — 6. Ville dona-nière. Passage entre les Hautes-Aipes et celles de Haute-Provence. Forme d'une roue ayant mai tourné. - 7. Qualité essentielle pour animer

MOTS CROISÉS

superflu. - IV. Elle

XIV XIII XIII XIII XIII XIII XIII XIII

Solution du problème nº 4405

L. Punttions. — IL. Usiner. Ou. — III. Patron. — IV. Liasses. — V. In. Elan. — VI. CU. Oblige. VII. Itou. Is. — VIII. TI. Vieil. — IX. Eleis. Les. — X. Epeléo. — XI. Pai. Yssel. Verticalement

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Décès

- Marie-Notile Gelin,

Sa mère, ses frères et strurs,

ent la regret de faire part du décès de

Jean BOUCHET, directeur à la CNAF, chevalier de l'ordre national du Mérita,

survena le 19 janvier 1987, à l'âge de La levée du corps aura lieu à PIML, place Mazas, à Paris-12-, à 10 hourss, le

place Mazas, à Paris-12-, à 10 heures, le hudi 26 janvier. La cérémonie religieuse, suivie de l'inhemation, aura lieu à 16 heures, à Lavansseu (Vienne), le hudi 26 jan-Des dons peuvent être adressés aux Restaurants du cour, Crédit agricole,

75515 Paris Cedex 15.

- M= Alfred Coudsi of see enfants

font part du décès de

ML Alfred COUDSL

23 janvier, an cimetière de Montrouge (92120), dans l'intimité familiale.

16 bis, rue Boutaque, 59230 Nivella-Saint-Amand-

Anniversaires

- La famille du

doctor Francis DAYAN elle son souvenir à l'occasion du riversaire de sa mort.

- Le 25 janvier 1985,

M- Seems PROMIEP, nos Dutrahe,

quittait les siens.

Sa famille demande à ceux qui ont gardé son souvenir une pensée pour elle.

Nos abonnés, bénéficians d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Mondo», sons priés de joindre à leur envoi de teste une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

PROBLÈME Nº 4406 HORIZONTALEMENT

L'une oblige à jouer cartes sur table, l'autre bien souvent à cacher son jon. Un tel esprit ne peut se vanter d'en avoir. – II. Evoquent la roue comme la routine. La Meuse néerlandaise. – III. Infirme. Zéro. Bien pourvues en

> l'abandon de bien des affaires dans tous les sens du terme . - 8. Préposition, Axe Moscoo-Londres. Pouvent faire l'objet d'une réclamation criarde. Copulative. - 9. Il nous a fait connaître un sombre Vendredi. On peut y trouver la paix. -10. Avec lui, on dérouille avec une bonne frottée. Renent peut-être une heureuse prisonnière. Alternative. -11. Quelle que soit sa forme, elle dresse les goujats. Inhérence à l'esprit humain. — 12. Pose pour la galerie. Agression choquante. — 13. Affronte les aléas. Association pour l'étude de la dissociation. Emis par un contestataire. - 14 Personnel. Assurer la garde. - 15. Non diffuse. Oblige à mettre les points sur les I. Succédané.

Horizontalement

1. Publicité. ~ 2. Us. Inutiles. 3. Nips. Epi. — 4. Inassouvie. — 5. Têts. Isly. — 6. Irrêcile. Es. — 7. OSLI (lois). Iles. — 8. Non. Agile. — 9. Su. Anes. Sel.

- Gislaine Ducatras-Richart et les Nadia RICHERT

do s'unir à leur pensée et à leur prière, à l'occasion du premier anniversaire de

son rappel à Diou.

Un requiem sara dit à son intention après la messe de 11 heures, du 1 l'égrise 01/10/2008. grecque de Paris, 7, rue Georges-Bizet, à Paris-164.

Communication

L'élection de M. Guillaud à la présidence de l'AFP

Des patrons de presse soulignent la nécessaire indépendance de l'Agence

Les représentants de la presse écrite au conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP), et Pour M François Résis Hutin particulièrement ceux de la presse régionale, n'ont accordé leurs suffrages au nouvau PDG, M. Jean-Louis Guillaud, qu'au troisième tour de scrutin de leur réunion du 22 janvier (le Monde du 24 janvier). Mais selon différents administrateurs, il s'agissait là « d'une attitude cohérente qui ne s'apparente pas à une

« Il y a des nuances entre nos deux confrères de la presse parisienne et nous, explique M. Jacques Saint-Cricq, président du directoire de la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours), mais tout le collège presse avait assez mal compris et mai reçu le contenu de la let-tre de M. Guillaud à M. Jean-Louis Prévost, président par intérim de l'Agence. La déclaration que nous avons tous signée après le second tour signifie clairement deux choses. D'abord que le fonctionnement de l'Agence conduit naturellement les pouvoirs publics – qui contribuent aux recettes à hauteur de presque 60 % - à avoir « un pou-lain ». Pour éviter la crise, nous étions condamnés à nous entendre sur le candidat du gouvernement. Cette anomalie n'a rien à voir avec les qualités incontestées de M. Jean-Louis Guilland. »

M. Saint-Cricq poursuit : « On a trop tendance à oublier que nous rommes nommés par nos organisations professionnelles — Syndicat de la presse quotidienne régionale, Syndicat des quotidiens départe-

Pour M. François-Régis Hutin, Pour M. François-Regis Huin, PDG du quotidien Ouest-France, « le véritable problème est celui de l'indépendance de l'Agence ». « La voie du PDG et du conseil est tracée par le rapport de la commission financière. Elle estime que l'AFP manque d'un véritable instrument de vestion qui oère mieux les achais de gestion qui gère mieux les achats de stock, les systèmes de transmission, les heures supplémentaires et les remplacements. Elle indique aussi que le rattachement des salaires à la grille de la presse parisienne n'est plus supportable. »

En ce qui concerne le rôle de l'Etat, M. Hutin précise : « Le finan-cement de l'Etat ne doit pas être mesuré ou donné en fonction de telle ou telle personnalité qu'on souhaite voir nommée à la prési-dence. Cela reviendrait à «tenir l'Agence en laisse ». Or l'AFP doit manifester son indépendance vis-àvis de chaque groupe politique, idéologique ou syndical. Quel que soit le PDG, il faut que le gouvernement aide l'Agence comme il s'y est

Un administrateur a confié, enfin, que, lors d'uns couversation avec M. Jacques Chirac avant la réunion du conseil d'administration, le premier ministre avait déclaré que . le gouvernement accordait ses voix à M. Jean-Louis Guillaud plus qu'à tout autre candidat ». « Le premier ministre laissalt entendre que, le cas échéan, il serait prêt à faire des efforts pour l'AFP», conclut ce membre du conseil.

La compétition autour des chaînes privées

La CNCL court après la transparence

La Commission nationale de la La Commission nationale de la communication et des libertés est en retard. L'appel d'offres pour la réattribution de la Cinq et de TV 6, qui devait être lancé le 16 janvier, ne le sera pas avant le milieu de la semaine prochaine. La CNCL n'est pas la seule fautive. Le gouvernement n'a pas encore fourni les deux clès essentielles de la compétition : la liste des fréquences disponibles et les obligations concernant la militie. les obligations concernant la publi-cité et le cinéma. Les deux décrets restera alors aux treize « sagés » à définir le cahier des charges des deux chaînes.

Pour gagner du temps, la CNCL demande pourtant aux différents candidats de remplir rapidement leurs dosaiers. Opération périlleuse quand on est dans l'ignorance des principales règles du jeu, d'autant plus que la liste des questions posées par la commission est particulièrement copiense. Pour montrer qu'ils veillent de nes à la transparence, les weillent de près à la transparence, les treize « sages » demandent à voir les comptes, les organigrammes, la composition des conseils d'administration de chaque actionnaire. Une exigence qui pourrait poser quelques

problèmes à M. Robert Hersant si l'on songe au mystère qui entoure le fanctionnement de la Soc Presse.

An chapitre des programmes, la CNCL semble décidée à jouar au mieux disant culturel » comme pour TF1. Aux candidats de proposer leur contribution à la production originale française de cinéma comme de télévision, leurs efforts en faveur de la chanson, des arts, de l'éducation ou de l'information. A la commission de juger qui est le plus

Pius inattendues sont les ques tions sur la technique de production et de diffusion. La CNCL multiplie les demandes sur le nombre de studios, de cara vidéo, le type de magnétoscopes ou de régies de trucage. Elle exige un luxe de détalla allant des références du matériel à la description des installations de sécurité. Même précision pour les émetteurs dont il faut préciser la localisation, l'altitude, le propriétaire et le numéro du permis de construire I les candidats qui n'out construire! Les candidats qui n'ont même pas connaissance des fré-quences disponibles auront bien du mai à répondre de manière cohé-rente à cet interrogatoire.

On ne pourra pas reprocher à la CNCL d'avoir baclé ses dossiers. Reste à savoir si la rigueur du calendrier ne sera pas incompatible avec celle de la procédure. La Cinq et TV 6 doivent être réattribuées avant le 28 février, date à laquelle les actuels propriétaires des réseaux perdent leurs concessions. Cels laisse à peine quinze jours aux can-didats pour répondre aux questionnaires et autant de temps aux sages et à leur administration pour le dépouiller et décider. C'est bien peu si l'on veut procéder aux vérifica-tions nécessaires, surtout en matière de transparence des montages et des capitaux. Dernier point en suspens et non le moindre : la CNCL n'a toujours pas décidé si les dossiers de candidature – voire les auditions des repreneurs - seraient publics (comme cela se fait aux Etats-Unis de vue de la transparence, n'est pas JEAN-FRANÇOIS LACAN.

AFR3

Préavis de grève pour le 28 janvier

Les syndicats de journalistes et de technicieus CFDT, CGT et SNJ de FR 3 ont déposé un préavis de débrayage pour le mercredi 28 jan-vier. Le mouvement est limité puisqu'il concerne essentiellement les personnels de la direction régionale et du bureau régional d'infor-mation Ile-de-France ainsi que l'unité de fabrication et les services d'information nationale à Paris. Le débrayage prévu entre 14 h 30 ct-18 h 30 pourrait compromettre la diffusion de Soir 3 et du « 19-20 ».

Les syndicats se plaignent de l'absence de concertation sur les réformes de structures et les projets rédactionnels ainsi que sur le contenu de la télévision régionale.



Le Monde

AQUITABLE

Un port dans le rouge

Le port de Bordeaux a enregistre l'an dernier, une baisse de trafic de 13 % par rapport à 1985. Avec 9 210 000 tonnes, 1986 est l'une des plus mauvaises depais les années 1960. La fermeture de la raffinerie Shell, la dernière de l'estuaire de la Gironde, constitue la cause principale de cette chute. Les importa-tions de pétrole brut sont passées de 2 979 000 tonnes en 1985 à 194 000 tonnes en 1986. En revanche, le trafic des marchandises solides en vrac progresse de 27 %, atteignant 3 050 000 tonnes. L'exportation des rondins de bois de pin, ce produit typiquement aqui-tain, vers la Suède et la Finlande, a connu un succès sans précédent, pas-sant de 155 000 tonnes à 600 000 toques.

Le déficit 1986 s'élève à 13 millions de francs. L'effectif des salariés du port passera de 820 à 730 personnes en 1987.

En avril prochain, le port autonome quittera définivement la rive gauche de la Garonne et le cœur de la ville, pour se concentrer à Bas-sens, loin des façades dix-huitième siècle du port de la Lune.

AUVERGNE

L'homme de l'année

«L'Auvergnat de l'année 1986» vient d'être désigné par la Fédération régionale des jeunes chambres ques. Il s'agit de Jean-Pierre Pegart, récompensé pour son action novatrice dans le domaine de l'entre-

Agé de quarante-six ans, il dirige de 1982 l'Institut français d partenariat pluri-entreprises qu'il a créé. Il est installé auprès de la chambre de commerce Moulins-Vichy.

Cet organisme, qui suscite l'intérêt d'autres régions françaises, s'adresse à des cadres commerciaux d'une quarantaine d'années, à la recherche d'un emploi ou désireux d'acquérir leur indépendance. En quarante-trois semaines d'études théoriques et pratiques, ils font l'expérience du nouveau métier de « partenaire commercial plurientreprises », dont l'appellation est labellisée et protégée par la cham-

Il s'agit d'offrir aux PME-PMI, qui n'ont pas les moyens d'intégrer une direction commerciale, des conseillers à temps partiel. Paradoxalement, l'institut est mieux connu par les entreprises de la Niè-vre, de la Saône-et-Loire, de la Loire, que par celles de la région Auvergne. La fédération des jeunes chambres économiques a vontu lui décerner son titre afin de promouvoit « une nouvelle façon d'animer la fonction commerciale dans les PME », qui souffrent de l'absence de matière grise dans les régions diffavormers.

UNE RENAISSANCE DE LA LUTHERIE

Pour sauver les violons de Mirecourt

Mirecourt ? Cette cité des Vosges fut en son temps l'une des capitales mondiales de la lutherie. Au dix-huitième siècle. mille luthiers y fabriquaient vioions, violoncelles, altos et contrees. Aujourd'hul, parmi ses hult mille cinq cents habitants seuls trois maîtres artisans y réalisent encore des instruments d'art. La demière usine a fermé es portes en 1950, emportée par la vague venue d'Europe de l'Est puis d'Asie du Sud-Est, qui, en 1986, ont rafié la grande majorité des 11 000 ventes de violons et amimilés en Francs.

Seule solution : la lutherie industrialle. Une technique s'impose, radicale comme un remède de cheval : l'autometisation des ateliers. Une idée commerciale simple mais originale conditionne ce redressement : fabriquer des instruments du milieu de gamme pour les enfants des conservatoires. Et pour cela diversifier le format de la contrebassa et de l'alto, délaissés souvent à cause de leur taille ou de leur mauvaise réputation. On a ainsi créé et baptisé cinq modèles, de taille croissante à partir de 29,6 cm et 6 000 F pour l'alto : Elfe, Page, Prince, Duc, Orchestra, S'il yeut louer dans un quatuor à cordes, le client dispose

donc désormais de vingt modèles. L'idée a séduit les pouvoirs publics comme les grands luthlers francais, Louis Bertholon ausal, II

est chef d'orchestre, né à Paris, et fondateur de l'orchestre régional de Montpellier. Il quitte le Sud pour les Vosges et vient s'installer à Mirecourt. En novembre 1985, Louis Bertholon, qui a aujourd'hui cinquante-neuf ans. a créé la SOMIFI (Société mirecur-

LOTHER

mande numérique. Or celles-ci (elles coûtent 3 millions de france pièce) ne se laissent pas apprivolser aussi facilement. Il faut intégrer dans la fabrication moderne le savoir-faire des vieux luthiers de Mirecourt, Ainei M. Marcel

2种致作 ...

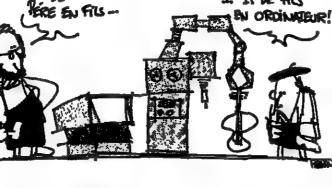
plexe de la gorge d'un instrument. € Nous adaptons la machine à nos soins », explique Jean-Claude Colson, chef de fabrication. e Notre objectif est d'atteindre une « définition » dix fois suoérieure, c'est-à-dire d'améliorer encore la finesse de la voûte des

· « La lutherie aime la perfection », ajoute Vincent Morin, vingt-quatre ans, tout droit sorti de l'école de lutherie de Mirecourt. Avec six de ses confrères (dont une jeune qui cisèle le bois, un Walkman sur les orailles), il travaille en bout de chaîne, à la finition. En amont, à l'usinage lourd, Claude Colle, technicien venant de l'ameublement, contrôle d'un cell l'écran de pilotage, de l'autre une énorme fraiseuse qui palpe l'épicés pour en destiner la voltre.

Comble de la aimplicité infor-matique : les modèles Elfe, Page, Prince, Duc et Orcheetra tiennent oresque en entier sur una cassatte de magnétophone écrite en langage Basic, le plus rudimentaire. C'est cette cassette qui pilote la fraiseuse à commande numérique et qui, peut-être, sauvera la lutheria de Mirecourt...

CHRUSTIAN TORTEL

(1) Objectif de production : ven-dre 1 400 instruments en 1986 et 4000 par an, ensuite. La première grosse commande a été signée ré avec un luthier... Japonais.



tienne de facture instrumentale) avec un investissement de 5 millions de france dont une grande partie assurée par des financements de la région et de l'Etat.

Mais l'année 1986 a été difficile, et 1987 s'annonce délicate (1). Car la réussite de la lutherie industrielle suppose que l'on alt maîtrisé parfaitement l'utiGallois, solxante-quinze ans, est venu faire un « stage » de huit lours à l'usine pour expliquer les secreta de son alchimie dans l'utilisation des vernis sur les trois bois employés en lutherie : l'érable, l'épicés, l'ébène.

En informatique, ce savoir-faire doit être traduit sur une mémoire de 600 points qui restitue l'état

Les musées du troisième millénaire

Le musée d'histoire naturelle de Nice vient de se doter d'un système muséologique inédit : une banque de données rassemblant une série d'informations sur l'histoire naturelle et sur l'histoire des civilisations de la Méditerranée. La machine, qui se présente sous la forme d'un cuoe de 2,50 m de côté, permet de sélec-tionner à partir d'un écran de commande un thème donné et d'obtenir informations, maquettes et anima-

 Méditerranée origines », comme l'ont baptisé ses auteurs, a l'ambition d'être un outil pédagogique en même temps qu'un moyen de vulgarisation scientifique qui sera totalement accessible au public en octobre 1987.

La cohérence technique - vidéo disques, informatique, laser, roboti-que – est aujourd'hui acquise, mais les concepteurs veulent enrichir la

Financé par les villes de Nice et de Villefranche-sur-Mer,-le conseil général des Alpes-Maritimes, le conseil régional, l'éducation nationale et le ministère de la rech Méditerranés origines » a été présenté récemment à des personnalités scientifiques ouvertes à la muséologie. C'était en quelque sorte la naissence officielle d'un musée scientiff-

La météorologie en carte

que du troisième millénaire.

Le conseil général du Vaucluse a lancé pour le compte et à l'initiative du CIRAME (Centre d'information régionale agrométéorologique et économique) un important programme d'installations de capteurs de données météorologiques informatisées sur le département.

Ces données définiront mieux la climatologie du département et seront utilisées pour la conduite des productions agricoles, pour la pro-tection contre les feux de forêts, mais aussi pour conforter le patrimoine touristique.

Ces stations automatiques, qui devront relayer les relevés effect par l'homme, nécessitent la mise en cenvre d'une technique tout à fait particulière, d'une grande fiabilité, et répondent aux critères techniques de la météorologie nationale.

Le programme porte sur 19 stations, composées de capteurs de don-nées (température, hygrométrie, insolation, précipitations, etc.) et d'un enregistreur automatique avec mémoire qui renverra les données sur l'ordinateur central. Ce dernier sera installé par l'ICOREM dans les bureaux da CIRAME en construc-

NORD-PAS-DE-CALAIS

Transports d'enfants

Parmi les deux millions d'enfants qui utilisent chaque jour en France les cars de transports scolaires, ceux du Nord sont les plus nombreux à en bénéficier : environ 110 000, précise le Centre de documentation et d'information de l'assurance.

Les départements du Pas-de-Calais (75 000 enfants transportés), de la Loire-Atlantique (65 000) et du Rhône (60 000) disposent aussi d'un important réseau de transports

En revanche, dans certaines régions mieux pourvues en transports collectifs ou moins peuplées, peu d'enfants ont recours au ramassage scolaire (1500 à Paris, 3000 dans les Hauts-de-Seine, 3500 en Corse-du-Sud).

PICARDIE

Cinq colloques pour un millénaire

Le France est née en Picardie en 987, année où Hugues Capet, duc des Francs, est élu roi à Senlis et sacrá à Noyon le 3 juillet par l'archevêque de Reims, Adalbéron. La région de Picardie commémore cet événement par de nombreuses manifestations, notamment un son et lumière à la cathédrale d'Amiens. la seule cathédrale gothique figu-rant à l'inventaire de l'UNESCO.

L'université de Picardie a décidé de participer à l'événement et organise, du 22 septembre au 3 octobre, cinq colloques historiques de haut niveau. Au total une centaine de conférences avec des spécialistes nationaux et internationaux sont offertes au public pendant une quinzaine de jours. Francis Perdu, président de l'université de Picardie, et Michel Perrin, chargé de mission pour le millénaire, professeur à l'université de Picardie, estiment que cette opération « doit favoriser l'Insertion de l'université dans sa région » car les manifestations se déroulent dans chacun des trois départements (Aisne, Oise, Somme). Par ailleurs, les colloques soront « en quelque sorte le coup d'envoi » d'un institut d'études médiévales en Picardie, destiné à « valoriser le riche patrimoine à la fois culturel et architectural de la

PAYS DE LA LOIRE

Le « palais » de Nantes

Jacques Chaban-Delmas et Olivier Guichard viennent d'inaugurer « palais » de la région des Pays de la Loire, édifié à la pointe de l'Be Beaulieu, entre les deux bras de la

Esplanade prestigieuse, jardin et bassin à la française, hall monum tal au sol de granit rose, saile de conseil surmontée d'une orgueilleuse coupoie... Tout cala effectivement fait de cet immeuble un des plus beaux outils dont s'est dotée depuis la décentralisation une collectivité régionale. Il aura coûté 168 millions de francs, tout compris, soit, par le biais de la TVA récupérée, 125 millions de francs à la charge de l'institution. Tout est relatif cependant : la construction-réhabilitation de l'Hôtel du conseil général de Loire-Atlantique, plus modeste, avait coûté, hors TVA, 80 millions de

LORRAINE

Foster à Nancy

La ville de Nancy a confié à l'architecte Norman Foster la construction d'une grande salle polyvalente de trois mille cinq cents places, qui doit être la pièce maitresse de l'opération de rénovation du quartier situé entre la Meurthe et le canal de la Marne au Rhin. Il s'agit d'« un grand geste urbanisti-que, qui va jeter les bases du Nancy de l'an 2000 », déclare André Rossinot, maire de la ville, par ailleurs ministre chargé des relations avec le

Cette décision a provoqué d'immédiates et nombreuses réactions liées à la manière dont le projet a été mis en avant au dernier moment, puis choisi

En effet, par ouverture d'un concours, le jury avait primitive-ment sélectionné trois projets d'architectes. Le projet Foster n'y figurait pas, l'architecte n'ayant même pas concours. . La procédure de concours, par décision antérieure du conseil municipal, n'a pas été respectée et le code des marchés publics a été violé », a estimé François Borela, conseiller municipal socialiste. « La procédure est inattaquable sur le plan juridique; les trois projets présentés au concours comportaient des éléments incompatibles avec le schéma local élaboré », expliquait en réplique André Rossmot. La chambre syndicale des architectes de Meurthe-et-Moselle a, elle aussi, violemment critiqué l'opération et la façon dont elle a été

CENTRE

Oriéans. - Le pont-levis, datant de l'époque du siège d'Oriéans en 1429 par Jeanne d'Arc, va être conservé après sa découverts cet été par une équipe d'archéologues qui fouillaient sous la place du Marcroi au centre de la ville avant la construction d'un parking souterrain (le Monde du 23 août 1986). Les vestiges, retrouvés intacts, seront intégrés dans les sous-sols et tiendront compagnie aux voitures. Ainsi en a décidé le conseil municipal.

HAUTE-NORMANDIE

Ouel tourisme pour Dieppe?

La direction régionale de l'INSEE pour la Haute-Normandie vient de publier un dossier spécial sur Dieppe. Elle a interrogé une trentaine de personnalités sur l'ave-nir de la ville et du port. Exemple de question : quel genre de tourisme

« Faut-il faire du tourisme popu laire ou du tourisme de luxe? L'idée générale est la même : déve-lopper la station bainéaire, c'est-à-dire créer ou améliorer des équipements tels que piscines, golf, tennis, plage protégée, etc. Mals « les uns veulent mettre l'accent sur une superstructure qui privilégierait la venue de séminaires d'entreprises et de touristes alsés ; donc une clien-tèle orientée plutôt vers les cadres. Les autres veulent développer une station plus populaire en créant des hébergements bon marché et en encourageant le logement chez l'habitant ».

» De toute façon, le but est d'attirer principalement des touristes de week-end venant de Rouen, de Paris week-end weath de Rouen, de Paris et de Grande-Bretagne. L'améliore-tion du réseau routier qui dessert Dieppe devient dans ce cas une exi-gence; mais aussi le maintien de la liaison Dieppe-Newhaven.

* 8, quai de la Bourse. 76037 Rousa

Cette page a été réalisée par nos correspondants: Roger Becrianx, Jean-Louis Bemer, Michel Curie, Régis Guyotat, Ginette de Matha, Yves Roch-congar, Llibert Tarrago, Michel Vivès. Coordination:

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

tion sur un écran vidéo.

banque de données.

OU EST LA VRAIE PROVENCE ?

Une ethnologue en pays gavot

OURBONS, village plus que perché de Haute-Pro-vence, recarde de haut sa vence, regarde de haut sa préfecture, Digne, étalée au fond de la vallée. « En bas, c'est la ville plus ou moins dénaturée par les apports étrangers, lci demeure un pays. » Ou bien demeurait ? « ! es gens avec qui j'aj vécu cette expérience sont auiourd'hui morts ou Marie Topalov, ethnologue au CNRS, venue vivre à Courbons et aux alentours de 1977 à 1981.

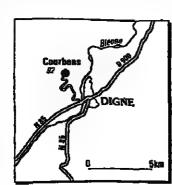
Dès lors, pourra-t-on connaître mieux l'opinion des paysans basalpins sur ses livres (1) que celle des Amérindiene Nambikweru uur

ceux de Lévi-Strauss ? Une première réponse est donnée à la Librairie de la presse à Digne : « La vente marche bien. » Ainsi donc, Mm Topelov est lue par les indigenes concernés, ce qu'on ne saurait affirmer s'agis-

mnt des Nambikwars. On apprendra d'autre part que des notables et quelques autres ont grince des dents aux chapitres sur les « enfants de curée » et sur certains « accidents de chasse » nécessaires à la transmission urgente - pour la survie en pays

pauvre - de l'héritage... Toute vérité, même ethnologique, n'est pas bonne à lire. On saura aussi que l'affirmation de l'auteur selon laquelle la Haute-Provence est essentiellement alpine et pas du tout provençale soulève des pro-

En vérité, où est la « vraie Provence » ? A la montagne ou sur la côte ? Giono, qui lui aussi a « un peu » vécu en Provence, a son opinion là-dessus ! Retirer à ceux d'en haut » comme à : « ceux d'en-bas » leur commune



identité provençale n'est pas, en dépit de leurs évidentes différences, du goût des maritimes ni des « gavots ». Il se dit encore que décidément les ambiguités d'un discours en cela typiquement provençal de la mer à la neige échapperont toujours aux mieux intentionnés des lors qu'ils viennent du Nord. Autant que romaine, la « Provincia » est grecque, comme Ulysse, le génial

Tout cela dit, et entendu, il est impossible de confondre les ouvrages d'Anne-Marie Topalov avec certains « survois » brillants d'auteurs couronnés par la mode. Son travail est celui de quelqu'un qui a vécu quatre années durant non pas à côté mais avec les habitants des lieux. Elle a étudié méticuleusement et, mieux encore, « senti » besucoup de choses. Enfin, elle dit juste en partant des propos mêmes des « gens ». en donnant la parole - € le pouvoir de dire » -- à des paysans montagnards qui ne l'ont pas souvent. Par elle, une « école » s'est nuverte à Courbons où chacun a pu et voutu e dire ». Elle a recueilli

situ et non pas in vitro, ou, pis

Dans ces deux ouvrages renaît un monde menacé, voire proche de la disparition malgré la ténacité du gavot. Les travaux et les jours, les fêtes, la religion, les relations sociales et entre sexes, le cœur, la bourse, la facon de se nourrir - ressources, culsine. culture - en parlent dans ces pages « comme si on y était ». Il en ressort au passage - ou en conclusion? - des enseignements pour notre temps qui se chercha entre des « valeurs » en baisse et d'autres qu'on ne voit pas encore s'installer à la hausse. Que les livres d'Anne-Marie Topaiov « marchent bien » au pays lui délivre une manière de certificat d'authenticité auquel tout le monde n'a pas droit, en particulier

JEAN RAMBAUD.

(1) Le Pouvoir de dire, et la Vie des paysans bas-alpins à travers leur cuisine, par Anne-Marie Topalov. Deux volumes de 110 pages et 165 pages aux éditions Edisud (Aix-sa-Provence).

حكة امن الأصل

Economie

Le chômage a augmenté de 5,5 % en 1986

L'année 1986 s'est achevée sur une augmentation du chômage. Selon les chiffres publiés, le vendredi 23 janvier, par le ministère des affaires sociales et de l'emploi, on comptait 2 688 900 demandeurs d'emploi inscrite à l'ANEE à l'estate de l'emploi inscrite à l'ANEE à l'estate de l'emploi inscrite à l'ANEE à l'estate de l'emploi inscrite à l'ANEE à l'estate de la lessage de la d'emploi inscrits à l'ANPE à la fin d'emploi inscrits à l'ANPE à la fin du mois de décembre, en données brutes, soit 15500 de plus que le mois précédent (+0,6 % en un mois, +5,5 % en un an). En don-nées corrigées, la tendance à l'aggra-vation était plus marquée, puisque, avec 2574 100 demandeurs d'emploi, la hausse est de 24800 (+1 % en un mois, +5,5 % en un an). Cette évolution a entraîné une modification du taux de chémage modification du taux de chôu calculé par l'INSEE, selon les définitions du BIT (Bureau international du travail), qui passe de 10,6 % à 10,7 % de la population active.

3-4--

77

0 4

والمرازية والمستاخ والانتجابية

9.00

British But the to

But the same

Residence of the second

and Server of Carl

langer die Geografie

Barrelling Burnston

4.1

A

The contract

A STATE OF S

Back of the State of

All the state of the state of

For your talk or

والراء والمسارع والمساور

50 · 1 ...

The section to be

Service and the service of

1000 1000

Superior State of the last

+ " + " + " + "

Section 1

A Section of -

E COM A Property of the second

ر - اجار م احد الله

15 10

Jan. 3. .

\$ 25 miles

Burn Brown

L'augmentation constatée en décembre amplifie le mouvement engagé depuis le début de l'automne. Le plan d'urgence pour l'emploi des jounes, qui avait un moment jugulé la hausse du chômage, ne parvient plus à l'arrêter. An cours de ce dernier mois, le nombre de moins de vingt-cinq ans à la recherche d'un amploi s'est même accru pour la première fois (+0,4 % en un mois en données cor-rigées). Il y avait 975 738 jeunes au chômage, malgré la formation en alternance et les exonérations de

Dana le même temps, et également sous l'effet des mesures prises en faveur des jeunes, le chômage des autres catégories continue de s'accroître à un rythme soutenn. Les demandeurs d'emploi âgés de vingtcinq à quarante-neuf aus augmentent de 0,9 % ca un mois, et de 13,7 % en un an. Ils font figure de victimes, tandis que les demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante

ans sont égulement plus nombreux (+ 2,6 % en un mois, + 3,2 % en un

Les autres mesures out apparenmeat moins d'effet et, dans certains cas, s'annulent. Ainsi, les TUC connaissent un nouveau développe-ment; mais les formules anciennes de stages pour les seize-dix-huit ans et les dix-huit-vingt-cinq ans pour-suivent leur régression. Plus préoc-cupant : les entrées en stage pour les chômeurs de tous âges ont brusque-ment diminué de 24,8 % en un mois. Les actions en favour des chômeurs de longue durée, qui avaient repris au cours du dernier trimestre, sub-sent donc un fléchissement en fin de période, et il faudra attendre de nouvelles dispositions pour les voir

An-délà, le marché du travail semble enregistrer une panse, sprès le léger frémissement intervenu pen-dant les premiers mois de 1986.

licenciements pour cause économique reprennent (+ 6,4 % en un ant (+ 6,4 % cm un mois, + 19,8 % en un an) et les insmos, + 19,5 % en m anj et les ma-criptions au chômage à la fin d'un coutrat à durée déterminée ou d'une mission d'intérim augmentent. Les salariés employés selon ces statuts représentent près de 50 % des nou-veaux chômeurs.

Parallèlement, on observe que le nombre de sorties de l'ANPE est en baisse (- 8,1 % en un mois, + 4 % en un au) et que, parmi elles, les reprises d'activité subissent un fort recul (- 15,8 % en un mois). Der-nière indication, enfin : l'ancienneté moyenne dans le chômage atteint trois cent trente-trais jours, sait six de plus que le mois précédent. 30,2 % des chômeurs sont inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an.

La politique sociale du CNPF

M. Guillen: « J'avance toujours à petit bruit »

« J'avance toujours à petit bruit », a souligné, mi-amusé mi-sérieux, M. Pierre Guillen, lors de son pre-mier contact avec la presse, le vendredi 23 janvier. Pour le nouveau vice-président du CNPF, président de la commission sociale, il est hors de question de relancer les débats « théologiques » comme celui de 1984 sur la flexibilité de l'emploi. Ainsi n'est-il pas favorable à l'engagement d'une négociation, souhaitée par M. Philippe Séguin, sur l'amé-nagement des seuils sociaux. M. Guillen ne croît pas à une « solution centrale », mais il pense que l'intérêt des syndicats est de « multiplier les instances de représenta-tion du personnel dans les entreprises de moins de cent salariés ». * Pour être plus, lâche-t-il, il faut

Pour autant, à l'heure où M. Séguin tente une relance de la ment » la nouvelle législation en se

politique contractuelle, le CNPF n'entend pas rester inerte sur ce terrain. « Il est possible, a indiqué M. Guillen, que nous sélectionnions quelques thèmes, qui ne seront pas forcément ceux de M. Séguin, et que nous conseillons aux branches d'ouvrir des négociations d'ici quelques semaines. » Le premier sujet pourrait concerner Paménagement du temps de travail. M. Guillen ne dramatise pas le rejet par le Conseil constitutionnel de l'amendement de M. Séguin. Ne voyant « aucune raison sociale et politique qu'on modi-fie le texte », il estime que le gouvernement n'anra qu'à le représenter à la session parlementaire d'avril. En attendant, dans la métallurgie, seule branche où un accord ait été signé sur le temps de travail, les entreprises vont « anticiper légère-

plaçant dans une situation « pré-légule ».

La deuxième incitation à négocier dans les branches pourrait concernar la formation professionnelle en reistion avec l'introduction des nouvelles tochnologies. A cet égard, M. Guillen considère qu'il faut « associer le personnel » afin que « cela ne soit pas une inquiétude, mois un motif d'angagement ». Inaugurant une démarche extrêmement predente, le nouveau « patron social - du CNPF va prendre contact avec - au moins - quatre organisations syndicales - FO, CFDT, CFTC, CGC - afin do mettre sur pied des rencontres officielles entre les dirigeants syndicaux et le président du CNPF, M. François Périgot. - Je n'articulerai, a-t-il d'ores et déjà précisé, aucune proposition sans que nous ayons vu les organisations syndicales.

Contre une politique des revessas

Si M. Guillen a accueilli favorablement l'article de M. Séguin publié dans le Monde du 22 janvier sur la politique contractuelle, il s'est d'englober le salaire minimum dans le statut de protection minimale du salarié. Le SMIC fait en effet partie des nouvelles pistes de réflexion du CNPF. M. Gillen va demander à sa commission des salaires d'« exeminer les bénéfices à attendre d'une amualisation du SMIC ». L'objectif serait d'englober dans le SMIC l'ensemble des ressources de l'année (avec les primes et le treizième mois) et de le fixer une fois par an.

M. Guillen ne dissimule pas ses aquiétudes à propos des salaires. Même s'il ne croit pas beaucoup à · l'effet de contagion · du secteur public sur le secteur privé, il juge possible = que des e tensions apparaissent en 1987, « l'année de tous les périls ». Hostile à une pseudo-politique des revenus », il préconise une politique salariale raisonnable », consistant, comme le sonhaitaient ses prédécesseurs MM. Achille et Chotard, à « faire évoluer la masse salariale en fonction des résultats de l'entreprise et les salaires individuels en fonction des performances » des salariés. L'objectif général d'une économie, affirmo+il, n'est pas de diminuer le

Comme président de l'UNEDIC, M. Guillen a souhaité que l'institution paritaire fasse · un geste · de solidarité en faveur des programmes d'insertion locale (PIL) de M. Séguin aux chômeurs de longue durée, qui seront examinés lundi, mais avec l'accord des partenaires sociaux. Comprenant les raisons de l'hostilité de FO, il souligne qu'il faut essayer d'arriver à ce que pour l'UNEDIC « le coût soit neutre ».

pouvoir d'achat.

Décidément prudent, M. Guillen n'a pas repris à son compte les chif-fres avancés par M. Gartaz sur l'effet de la suppression de l'autori-sation administrative de licenciement. « Il peut y avoir des effets positifs, dit-il, mais pas d'un seul coup. Depuis dix ans, je n'al pas articulé la moindre vantardise. Je n'avancerai aucun chi∬re. → Il e sonla CFDT, FO et la CFTC dans l'accord sur les licenciements devraient être respectés - scrupuleusement, à la lettre - alin notamment qu'il y ait - un maximum de contrats de conversion », les fonds de gestion devant être mis en place le 1= février au plus tard.

MICHEL NOBLECOURT.

La réunion à Paris de la Grande Commission

Rééquilibrer des échanges franco-soviétiques anémiés

chée lors des réunions de la Grande Commission franco-soviétique n'était pas de mise cette année. Sa vingt et unième session a en lieu à Paris, les jendi 22 et vendredi 23 janvier, sous le double signe de l'austérité - imposée à l'URSS par la chute des cours du pétrole qui assure quelque 60 % de ses recettes en devises fortes — et de l'irritation provoquée en France par le sentiment d'être plus mal traitée que les concurrents occidentaux. La lucidité remplaçant, pour une fois, les promesses de projets alléchants, les deux délégations conduites par les ministres du commerce extérieur, MM. Michel Noir et Boris Aristov, sont tombées d'accord sur un point : la nécessité de rééquilibrer « par le haut, et non par le bas », une coopé-ration qui s'est singulièrement dété-

A Paris, on n'hésite pas à qualifier d'« insupportable » l'évolution des échanges bilatérans. Au cours des onze premiers mois de 1986, le déficit français a atteint 7,6 milliards de france contre 4,2 milliards un an auparavant. Non sculement ce délicit se rapproche dangereusement des très manvais résultats de 1982 -un solde négatif de 8,5 milliards, mais il recouvre un flux d'échanges qui se rétrécit dangereusement : les importations de produits soviétiques ont baissé de 13 %, les exportations de la France out chuté de 38 %.

Maigre moisson

Même en tenant compte des arguments soviétiques sur le manque de compétitivité des produits français, cette situation paraît disproportion née par rapport aux résultats d'antres pays européens. L'amenu-nuisement des ventes allemandes a ôté limité à quelque 4 % grâce, par-tiellement tout an moins, à la rééva-hation du mark. Quant à l'Italie, elle a ve ses exportations progresser de 16 %. Les statistiques soviétiques elles-mêmes font état de la perte de terrain de la France, dont la part de marché est tombée de 9 % en 1985 à 7 % l'an dernier.

Le même processus se retrouve avec les grands contrats. Tous les pays occidentaux ont été touchés par leur raréfaction. Paris l'a été plus que les autres avec un total de

Lasse de souligner lors de chaque rencontre officielle la nécessité de

La traditionnelle satisfaction affi- porter la coopération économique à un niveau plus conforme aux relations politiques entre les deux pays, Paris passait en novembre à la contre-offensive et décidait de contingenter les importations pétro-lières en provenance d'URSS. Une mesure prorogée pour trois mois au début de 1987. Ce signal « concret ment compris. Sur la maigre moisson de contrats remportés en 1986, la moitié ont été signés depuis la mi-

> Ce « frémissement » est trop récent et trop modeste pour espérer un rapide renversement de tendance. Les deux contrats signés en marge de la Grande Commission confirment, s'il le fallait, que le temps des grandes opérations pour l'instant révolu : l'un, de 170 millions de francs, passé avec la Compagnie générale de géophysique (CGG), porte sur des équipements pour la prospection pétrolière; l'autre, de 50 millions, va à l'entreprise Klockner pour la rénovation d'une unité de confection à Leningrad. Durant ce temps, le directeur général de la Banco di Napoli discutait à Moscou des conditions d'un crédit interbançaire de 100 millions de dollars « à des conditions très evantageuses », pour renforcer les échanges soviéto-italiens, une semaine après la signature à Rome d'un crédit de 500 millions de dollars. Les marchés solvables sont rares, et la concurrence s'annonce rude sur le marché soviétique.

Soucieux pour sa part de diversifier des exportations qui, à 85 %, sont constituées de produits énergé tiques, mais conscient d'avoir accu-mulé les retards industriels, M. Aristov a profité de la Grande Commission pour plaider en favour de la constitution de sociétés mixtes franco-soviétiques. Selon Ini, « une centaine » de projets sont actuelle-ment à l'étude, dont certains avec des sociétés françaises. Mais, en ce domaine également, les temps ne sont pas encore murs pour espérer des réalisations rapides, et Paris sou-haiterait que de telles opérations ne se substituent pas à des échanges

Parler dans ces conditions de l'« essoufflement » de la coopération bilatérale tient de l'euphémisme. Les quelques signes encoursgeants des dernières semaines poussent toutefois les dirigeants français à un solide pragmatisme : tenir compte des difficultés économiques réelles de l'URSS et attendre que le lente machine bureaucratique réagisse concrètement à la baisse de moitié des achats de pétrole. Cette politique n'empêche toutefois pas les entreprises de faire preuve d'un peu plus d'agressivité face à des concurrents plus dynami-

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

1,8 milliard de france en 1986 contre 4.2 milliards l'année précédente. La RFA en a remporté deux fois plus, les Italiens ont fait quatre fois mieux. L'agacement a été d'autant plus net que le gouvernement français estimait avoir fait un « effort méritoire » pour compenser la chute des prix de l'énergie en augmentant de près de 50 % les quantités importées : en volume achats de gaz ont progressé de 33 %, ceux de brut de 74,8 %.

En Grande-Bretagne

Les Lloyd's sous surveillance

mission d'enquête chargé d'éturéglementation des Lloyd's, le rand marché londonien de de la famille royale, du spectacle l'assurance, a remis son rapport le 22 janvier. Cette commis Neill estime notamment que « les dispositions actuelles d'autocontrôle n'assurent pas de garenties investisseurs en général ». Elle propose de renforcer le nombre de personnalités indépendantes Lloyd's, en le portant de quetre à huit, au détriment des professionnels de l'assurance, qui reviendraient de saiza à douza.

Trente et un mille personnes donnent leur garantie à l'institution et sont, de ce fait, responsa-

Créée en janvier 1986 par le bles sur leurs biens jusqu'au dergouvernament britannique après nier centime. Mais ils touchent de nombreux scandales, le comroyalties. Parmi les membres regroupés en syndicats de garantia, on compte des personna ou de la finance. Il faut déposer un chèque caution de 100 000 livres pour faire partie du club.

Depuis les pertes de 1981 (43 millions de livres) et de 1982 (188 millions de livres) et les scandales qui les ont accompaavait déjà pris des dispositions pour éviter les défaillances individuelles de ses membres et accentuer l'autorégulation. Plusieurs centaines de membres avaient ainsi été radiés après

achetez chez vous, hors de la cohue. 36.15 TAPEZ **LEMONDE**

M. Chirac receyra prochainement l'ensemble des syndicats

quotidien l'Alsace quarante-huit houres avant sa visite dans la région, M. Jacques Chirac a indi-qué, le samedi 24 janvier, qu'il compte recevoir prochainement l'ensemble des représentants syndi-

Interrogé sur l'éventuel « affaiblissement des structures syndicales », « débordées » dans les confins de l'Université ou de la SNCF, le premier ministre craint surtout « qu'elles ne soient pas suffisamment adaptées ». « Les syndicats ont aujourd'hui besoin de repenser leur mode d'action parce que l'action syndicale est très diffé-rente en période d'inflation et en période de stabiblité des prix », poursuit M. Chirac.

Enfin, le premier ministre juge « indispensable d'avoir des syndicats puissants et apolitiques pour pouvoir établir un dialogue effi-

· Grèves tournantes chez Schlumberger à Clement. - Les salariés de la société Études et productions Schlumberger (EPS) de Cla-mert (Hauts-de-Seine) observent des mouvements de grêves tourrentes depuis le mercredi 21 janvier pour protester contre 247 nouvelles suppressions d'ampioi. Calles-ci, annons'ajoutent à un premier train de réductions d'effectif annoncé en julilet et concernant 168 personnes. Au total, selon les syndicats, l'effectif de la société aura été réduit de 51,4 % depuis avril demier. La direction lustilie ces mesures per la baisse de l'exploration pétrolière, qui touche l'entreprise, spécialisée dans les instruments de mesure électrique nécessaires aux sondages pétroliers.

e SNCF : Suspension de la grève à Metz. - La grève au dépôt de la gare SNCF de Metz, entamés la vendredi 23 janvier à l'initiative des syndicats de cheminots CFDT, CGT constitution de dossiers disciplinaires per la direction régionale à la suite de la grève de décembre, a été suspendue samedi. Les syndicats estiment avoir obtenu satisfaction sur le nombre de dossiers qui seront instruits pour « faute lourde » (une querentaine environ selon les prévisions de la direction) et également aur les garanties relatives au nombre annuel d'heures de conduite de neuf de leurs adhérents. Par ailleurs, à Rouen, treize cheminots doivent passer en consail de discipline la 29 janvier pour « exactions et antraves à la Merté du travail ».

· Renault : léger recul de la CGT à Billancourt. - La CGT a enregistré un léger recul dans le collège ouvrier aux dernières élections pour les délégués du personnel du centre industriel de Renault-Billancourt, pour la première fois depuis 1984. Elle conserve toutefois son indiscutable position dominante.

Sur 7 178 inscrits, il y su 70,34 % suffrages exprimés. La score de la CGT s'élève à 79,12 % (moins 1,2 point par repport à 1986), celui de la CFDT à 11,50 % (+ 0,95 point), calui de FO à 4,91 % (moins 0,13 point), contre 2,71 % (+ 0.8 point) pour is CFTC at 1,74 % (moins 0,42 point) pour la

rang de l'industrie alimentaire britannique, avec 9 % du marché. Le groupe américain Safeway, qui a égalament cédé en décembre 1986 ses intérêts en Australie, a besoin de liquidités afin de réduire son endetternent et d'échapper à une tensative de prise de contrôle hostile outre-Atlantique. - (AFP.) la production de circuits imprimés Vers une prise de participation de Telefonica dens Ericsson

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Argyll achète les magasins Safeway

en Grande-Bretagne

distribution alimentaire, va racheter pour environ 681 millions de livres, soit

6,3 milliards de francs, les cent trente-deux supermarchés de la chaîne américaine Safeway en Grande-Bretagne. Cette acquisition doublers le chiffre d'affaires d'Argyil (plus de 2 milliards de livres), et la placera au quatrième

La société britannique Argyll, spécialisée dans l'industrie et la

La firme espagnole Telefonica serait priite à prendre une participation dans le groupe suédois de télé-communications Ericsson, salon des informations recueillies dans les deux pays. D'après le quotidien économi-que madrilène Cinco Dias, cette prise de participation pourrait s'éle 5 %, et s'accompagnerait d'une entrée au conseil d'administration

L'entraprise semi-publique espagnole multiplie les contacts avec d'autres grands groupes étrangers, notamment le néerlandais Philips et, plus récemment, l'américain ATT, en particulier depuis l'échec des négocietions avec la CGE pour perticiper au capital de la holding Alcatel NV (née du rapprochement des activités téléphoniques d'ITT et de la CGE). A ce suiet, les autorités espagnoles chercheraient actuellement des repreneurs pour une des anciennes Miales d'ITT en Europe récupérée par Alcatel NV, la Marconi, dans lequi Telefonice détient 25 % et où d'importantes suppressions d'emplois sont à opérer.

Matra cède LTIS au suédois Perstorp

Le groupe français Matra négocia avec le suédois Perstorp la cession de sa filiale nantaise LTIS (80 millions de francs de chiffre d'affaires pour cent quarante salariés), spéciali-Sur les 33 sièges à pourvoir, la sée dans les produits stratifiés indus-CGT en obtient 28, la CFDT 4 et FO triels (matérieu de base utilisé dans

dens l'industrie électronique). Ce changement de mains, qui s'inscrit dans la politique de recentrage menée par le groupe Matra depuis dix-huit mais, conforters la position de Perstorp en France et en Grande-Bretagne, où LTIS possède une unité de production (Livingston, Ecosse). Son chiffre d'affaires passera à 500 millions de francs, et le nombre de ses employés à six cents.

Rémy Martin en Corée du Sud

Le producteur français de cognac Rémy Martin a signé un accord avec le numéro un coréen des spiritueux, Jinro Distillers, pour produire en nmun des vins en Corée du Sud. La société trançaise produit déjà depuis six ans du vin blanc en Chine sous la marque Dynasty. En Corée, une nouvelle société sera créée pour fabriquer du vin produit dans les vignobles du pays. Checun des deux partenaires détiendra 50 % du capital et investira 800 000 dollars, soit près de 5 millions de francs. ~ (AFP.)

Texaco se retire de neuf pays africains

La compagnie pétrolière américeine Texaco a annoncé qu'elle allait se retirer du Ghana, où elle distribuait des produits pétroliers. Ses actifs ont été rechetés par la Shell. Texaco, qui retrait, a également annoncé que la compagnie quitterait aussi huit autres pays africains, dont le Gabon, la Gambie, le Libérie, le Maroc et le Sánégal. - (AFP.)

Entrons chez PARIBAS NIVARD, FLORNOY Agents de Change 20, boulevard Montmartre, 75009 PARIS (1) 42.46.82.82

misure

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

UI aurait imaginé en début de semaine que le record historique du 15 janvier serait pulvérisé à peine imit jours plus tard et, qui plus est, pendant une semaine de liquidation boursière, la première de l'aumée 1987 ? C'est pourtant chose faite depuis vendreil, lorsque l'indice de la Compagnie des agents de change (CAC) a clôturé à 425,3, laissant loin derrière lui son arécédent nic de 418.1. ent pic de 418,1.

sou précédent pic de 418,1.

Durant ces cinq jours, le marché parisien a été porté par l'excellente vitalité de Wall Street, qui atteignait quasi quotidiemement de nouveaux sommets. Mais il a également frémi et spéculé sur une éventuelle baisse des taux allemand et japonais avant qu'elle ne se concrétise en RFA jendi. Ce jour-là, le terme boursier s'est achevé sur une bousse de près de 3 %. « Une performance appréciable », estiment certains analystes au regard de ce mois écoulé, perturbé par les grèves des transports, d'EDF et par les intempéries. Ainsi, au fii des jours, à mesure que la neige fondait, l'indice est remouté en séance pour redevenir positif dès mercredi.

Et pourtant, lumii, la Bourse piétine, déconcertée par les propos du président américain de la commission des finances du Sénat. Ce dernier estime qu'un recai supplémentaire du dollar par rapport au yen est indispensable pour rédaire Pénorme déficit américano-japonais. L'indicateur perd 0,86 % alors que le billet vert en s'effondrant entraîne des tensions au sein du SME entre le mark et le franc. Le recui limité des valeurs françaises se poursuit le lendemain (-0,4 %).

lendemain (- 0,4 %).

Les investisseurs préférent prendre leurs benéfices en attendant une accalmie monétaire. Toutefois, en séance, le holding minier Imétal est recherché. Est-ce l'un des effets de l'amoune de la cession de 25 % du capital de sa filiale Penarroya? I. Identité de l'acheteur devrait être prochainement révéiée. De son côté, la Navigation mixte confirme qu'elle détient plus de 10 % de la SPEP, un des holdings du groupe Schneider. Sur le marché au comptant, après environ quatre mois d'interruption, la reprise des cotations de Ricgiès-Zan est annoncée. La firme a entretempe changé de propriétaire; Vittel ayant cédé, su mois de décembre, plus de 69 % des parts au groupe danois Haribo-Lakrids.

La visite surprise du ministre japonais des finances aux Etats-Unis stoppe, mercredl, la baisse du dollar. Sur les

Toujours plus haut

marchés, les investisseurs se détendent, l'indicateur gagne 1,1 %. Ils apprécient également le léger solde positif du commerce extérieur français en 1986, obteau cependant en grande partie grâce à la chute des prix pétroliers. Cette journée de réponse des primes se caractérise par une nette reprise des transactions. L'effet est d'autant plus sensible que les ajustements de position habituels à la fin d'un mois boursier out été effectués les jours précédents.

Le mouvement se poursuit, jendi, au cours de la séance de liquidation. Cette fois, autour de la corbeille, les opérateurs tablent sur l'amouce imminente de la baisse du taux allemand à l'issue de la réunion de la Bundesbank. Ce sera le cas. A l'écart de ce redémarrage, Dassault continue de se replier. Le groupe aéronantique subit les contrecoups de la perte d'une commande par la Suisse d'avious d'entraînement. Le contret lui a échanné un profit du constructeur. st. Le contrat hi a échappé au profit du constructem

L'annonce de réductions de personnel fait aussi man-vals effet. Des titres comme Martel et Moët Hennessy sont également en retrait. A Washington, Ivan Galbraith s'est levé pour défendre le cognac, menacé par la guerre commerciale à laquelle se préparent les États-Unis et l'Europe. Les propos de l'ancien ambassadeur américain à Paris ne semblent pas avoir rassuré les boursiers.

Cette dernière journée du mois s'achève par la « fiquidation » d'un groupe de cotations. En guise d'adieu, les commis effectuent les transactions sons une pluie de serpentins et de confettis. Dorénavant, les trente-deux titres bascrits seront transférés sur d'antres groupes ou cotés en continu. A la place, ce groupe E accueillera dès juin le marché des options négociables.

Dopée par la nouvelle performance à New-York du Dow Jones, qui, après un léger repli mercredi, a atteint dès jeudi un nouveau sommet à 2165,47, la Bourse de Paris débute son nouveau terme dans la joie. Stimulés par la baisse du tunx d'escompte allemand, tous les indices crè-

Semaine du 19 au 23 janvier

vent leur plafond. Le CAC progresse de 2 % à 425,3. Dans une séance de hausse de 2,4 %, de nombreuses valeurs françaises atteignent leur meilleur niveau. Peugeot, de cette manière, salue la victoire des 205 dans le Paris-Dakar. Dans cette ambiance euphorique, les rumeurs d'OPA circulent à nouveau rue Vivienne. Ne dit-on pas que « 1987 sera l'aumée des raiders»? Les premiers bruits concernent Epéda, mais surtout La Redoute. En une semaine, 10 % du capital de ce spécialiste de la vente par correspondance out changé de mains. Et de citer parmi les acquéreurs potentiels Cérus, le Printemps et le groupe Wagner.

durant cette semaine. Dès lundi, les titres Paribas pro-posés au public rencontrent un succès analogue à celui de Saint-Gobain taut en France qu'à l'étranger. En Autriche, par exemple, la veute a été close neuf jours plus tôt que prévu. A Londres, sur le «marché gris» qui s'est créé dans l'attente de l'admission officielle à la Bourse de Paris, l'action se traite entre 480 et 490 F. Les brokers britanni-ques estiment que le titre veuln actuellement à 465 F fera ques estiment que le titre vendu actuellement à 405 F fera son apparition à la corbeille aux alentours de 500 F. Cet con apparation a sa corpenie aux aientours de 500 F. Cet engouement, partagé également par les Français, pour les actions Paribes incite M. Edouard Balladur à porter de 1 900 F à 2 000 F le plafond d'investissements mensuels que chaque membre d'un club d'investissement peut

Une privatisable ne devant pas en cacher une autre, des mardi, le ministre de l'économie met Havas à l'hoaneur en confiant au cahinet Guy Barbier, correspondant d'Artium Andersen, une mission d'audit préalable de ce groupe de communication. La Banque Worms, assistée de la Warburg Securities, est désignée comme conseil du gouvernement pour la privatisation. De son côté, Havas retient pour conseil et chef de lie de l'opération la Société générale, aidée nour certaines tiches par la Crédit commercial de

23-1-87 Diff.

346 456 453 453 1 568 1 157 - 4 626 - 10 150,10 150

23-1-87 Diff.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

+ 21,3 Desmah + 18,9 Mantell + 12,8 Géophysique ... + 12,3 Pesarroya ... + 12,1 Nordos

11.6 Gal Lafayotte . 11.4 Ross-Uchford

+ 11,4 Francarep ... + 11,2 Chib Mid. ...

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES A TERME (*)

Michelin 171 732 508 948 298 La Redoute 116 104 341 395 092 Seint-Gobein ... 847 074 305 816 150 Pougoot 200 224 250 898 149

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours Cours 16 juny. 23 juny

82 200 82 700

386 571

1 660

Un colloque international

consacré aux

OPTIONS SUR MATIF

LONG TERME

(Expériences étrangères

et perspectives francaises

à la veille de la création

d'un marché officiel à Paris)

1 582 905. 3 225

(*) Du 16 au 22 janvier lades.

Pièce françaine (20 fr.) Pièce française (10 fr.)

ce letine (20 fr.)

- 10 dollars ...
- 5 dollars ...
- 50 peace ...
- 20 marks ...
- 10 Stories ...
- 5 roubles ...

Nbre de Val. en titres cap. (F)

3

Onest Modernes + 11,2 Cheb Mid. ... Fives-Litte + 10,7 Vente Cliquet

aidée pour certaines tâches par le Crédit commercial de France. Ce dernier, qui reviendra prochainement à la cote officielle, annouce, pour sa part, l'introduction dès le 27 janvier, de sa filiale Locamic sur le second marché. Une façon «indirecte» de sofficiter le «capitalisme popu-

SCOA Lesisur St-Louis Sommer-Allico

23-1-87

Pétroles

Mines, caoutchouc,

outre-mer

Mines d'or, diamants			Valeurs à rev	2	<u>Alimer</u>	
	23-1-87	Diff.	ou indexé			
Anglo-American Ameold	103 496	- 0,88 - 19	1	23-1-87	Diff.	Béghin-Sa Bonarain
Baf. Gold M. De Beers Drief. Com. Geneor Gold Field Harmony Randfouncin Saint-Helena Western Deep	118,80 56,80 198,90 86 72,95 615 86,50 256	- 6 + 1,05 + 0,90 - 1,39 + 3,70 - 1,05 - 14	4 1/2 % 1973 7 % 1973 10,30 % 1975 PME 10,6 % 1976 8,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 13,80 % 1980	1 568 7 940 101,70 102,55 124,05 102,68 102,58 108,58 105,58 103,35	- 0,15 - 0,05 - lack - lack + 0,40 + 0,25	BSN
Bâtiment, trav	oux pu	blics	16,75 % 1981 16,20 % 1982 16 % 1982	104,54 118,52 119,90	- 0,21 - 0,43	Olida-Cab Pernod-Ri Promodès
	23-1-87	Diff.	15,75 % 1982	115,59	- 0,05 + 105	St-Louis-B
Astril, d'entreprise	1 600 1 276 831 2 185	+ 50 + 41 + 65 + 102	CNE 3 %	4 460 101,40 101,38 101,30 101,23	inch. - 0,25 inch.	C.S. Samp Source Per Vegye Chi

+ 65 + 102 + 46 + 26 + 48 570 1 175 Matériel électrique services publics

Les Français investissent en valeurs mobilières, mais ce sont les investisseurs institutionnels,

les fameux « zinzins », qui en

profitent. Telle est, de façon cari-caturale, la leçon que l'on peut

taturais, la reçon que l'on pert tirer d'une étude sur l'épargne des ménages (à partir de don-nées AFB) publiée à l'occasion du second Salon Investir et Pla-cer (1). Entre 1982 et 1985, dernières s'attisfiques disponi-

obligations et autres valeurs mobilières effectués par les

ménages ont augmenté de 55 %

termes de structure financière, leur part est passée à 30 % en

Grand gagnant de cet engoue-ment pour la Bourse, le marché obligataire qui draine à lui seul

près des trois quarts de l'épar-

gne nouvelle investie. Il repré-

sente d'ailleurs près de 72 % de

la capitalisation boursière et concentre plus de 80 % des transactions réalisées. Mais le

plus intéressant dans cette évo-

lution est de constater la chute

de la part dévolue aux particuliers dans les souscriptions

d'obligations (lors des émissions

d'emprunts) et le poids pris par les « zinzins ». Tous emprunts confondus, la part des épargents

non institutionnels a, en effet, régressé de 47,6 % en 1982 à

des particuliers semble motivée en grande partie par la « sophis-

Cette baisse de la souscription

1985 contre 19 % en 1982.

Valeurs divers	25			23-1-87	Diff.
	_		Alestel	2 345	- 56
	23-1-87	Diff.	Alsthom-Atlantique . Crouzet	378 353	+ 3,60
\cccr	554	+ 46	Générale des Eaux IBM	1 390	+ 17
Agence Haves Arjoanari	2 099 2 505	- 51 + 120	Intertechnique	788 1 550	- 5
Ne	771 1 655	- 3 - 5 + 7	Logrand	362,50 5 490	+ 11,50 + 210
CGIP Club Méditerranée	1 332 724	+ 7 - 26	Lyonnaise des Eaux . Matra	1 488	+ 29 + 59
Essilor	3 750	- 22 + 46		2 648 988	+ 80
arope !	976 3 859	+ 139	Moulinex	106,60	
L'Air liquids	720 3 988	+ 10 + 25	PM Labinal Radiotechnique	886 1 228	+ 25 + 113
Navigation Mixto Nord-Est	1 130 201,98	+ 39 + 2,96	Schlumberger SEB	226 868	+ 2 + 29
Presses Cité	2 981 372	+ 111	Signaux	2 415 645	+ 16 + 38
Sanofi	841	+ 20	Télémée, Electrique.	3 505	+ 65
Skie Dominaci	1 510	4 00	Thomson-CSF	1 630	

Epargne: le poids des « zinzins »

qui leur sont proposés (taux variables, échangeables, à fené-tre...) et auxquels ils ne com-

prennent souvent pas grand-

chose. Ce type de produits nouveaux représente actuelle-ment plus de 53 % du volume

total des émissions. En revanche, les SiCAV, fonds communs de

placements, compagnies d'assu-

mutuelles... n'hésitent pas à en

faire leur ordinaire. Ces « zin-zins » souscrivent ainsi 87 % du

volume émis. On notera enfin

que les particuliers se vengent sur les instruments de gestion collective (SICAV et FCP) dont ils

détiennent près de 60 % de

(1) Inaugurée vendredi 23 jan-vier par M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, cette manifes-

tation se déroulera jusqu'au 26 jan-viet à la porte de Versailles, à Paris (hali 7, niveau 3), de 9 h 30 à 19 heures. Ceutre autour de plu-

sicurs animations réalisées par des investisseurs institutionnels et par la presse spécialisée, ce Salon — le deuxième du genre — permettra d'aborder, à l'occasion de plusieurs

ceux-ci, on relève notamment : les nouveaux marchés d'options en France, quelle valeur pour votre portefeuille en 1987 ?; la pierre-papier, au carrefour de l'immobilier

et du financier ; la privatisation et la Bourse ; la nouvelle loi sur

l'épargne-retraite ; le marché de l'or en 1987 ; l'information financière ; le capitalisme populaire...

2.04	- /3	DOM	7/39	7
	- 160	Carrelour	3 830	+ 3
161,70	+ 0,10	Casino	2 685	+ 3 + 15
102.55	i – 0.1 5	Euromarché	2 990	+ 17
124.05	- 0.05			-
102.68	back.		1 670	+ 19
102.58	lack.	Martell	1 489	- 12 - 5
109.58	+ 9.49	Moët-Hennessy		- 5
105.58	+ 6.25			- 90
103.35	- 9.17	Occidentale (Gle)	1 228	+ 12
104.54	- 6.21	Olida-Caby		
118.52	- 643	Pernod-Ricard		l÷
119.90	- 0.30	Promodès	2 589	+ 13
115.50	- 0.05	St-Louis-Bouchen		+ 11
4 400	+ 105	C.S. Saupignet		
		Source Perrier		+ 6 - 2
101.30	8.25			- 16
191.30				
	- 0.92			
-3.5	,	Renewet atm	rances	
	7 940 101,70 102,405 102,405 102,50 102,50 105,50 104,54 118,52 119,50 4 400 101,40 101,30	7 940 - 160 101,70 - 0,15 124,05 - 0,05 102,60 - 0,05 102,50 - 0,25 103,35 - 0,25 103,35 - 0,21 118,52 - 0,43 119,90 - 0,30 115,50 - 0,55 4 400 - 105 101,30 - 0,25	7 940 - 160 Carrefour 101,70 + 0,10 Carrefour 102,55 - 0,15 Euromarché 102,60 lack. Lesicur 100,50 + 0,25 Mott-Hennesy 103,50 + 0,25 Nextlé 104,54 - 0,17 Occidentale (Gle) 118,52 - 0,43 Pernod-Ricard 118,52 - 0,43 Pernod-Ricard 115,50 - 0,25 St-Louis-Boachon 1400 101,30 - 0,25 Nextle 101,30 Lesich. Source Perrier 101,30 Lesich. Source Perrier 101,31 0,62	7 940 - 160

sociétés d'investissement

	23-1-87	Diff.
Beil Équipement Bançaire (Cie)	560 1 182	+ 15 + 53 + 63
Bancaire (Cie)	1 182	+ 53
Cetelem	1 455	+ 63
Chargeons SA	1 728	+ 64
CFF	1 320	+ 55
CFI	659	+ 53
Enrafrance	3 100	+ 24
Hénin (La)		+ 33 + 17 + 44
Imm. Plaine-Moncons .	525	÷ 17
Locafrance	765	+ 44
Locindus	1 070	4 74
Midi	1 734	+ 59
Midland Bank	474	1+ 17
OFP	1 600	i÷ 66
Paris. de réescompte	900	+ 25
Prétabail	1 541	+ 15
Schneider	598	- 12
UCB	575	+ 45

Filatures, textiles, magasins

	23-1-87	Diff.
André Roudière	263	- 17
Agache (Fin.)	1 501	- 84
BHV	502	- 10
CFAO	2 365	+ 175
Damart-Servinoste	2 425	inch.
Darty	491	+ 4
DMC	679	+ 28
Galeries Lafayette	980	- 44
La Redoute	3 680	+ 294
Nouvelles Galeries	500	1
Printennes	576	15
	270	

INCO Michelia Min. Penarroya

793	- 21		25.744	2011
4 515	– 165	Géophysique	316	- 23
		Imcial	103,88	
ınces		INCO	81,89 3 170	- 2,20 + 325
		Мін. Рекаттоуа	60,10	- 3,80
tissem	ent	RTZ	68,60	- 1
		ZCI	1,13	- 0,61
23-1-87	Diff.	300 11 1		
560	+ 15	Métallurgie		
1 182	+ 55 + 63 + 64	construction n		
1 455	+ 63	CORSITUCION II	www	<u>lite</u>
1 728	+ 64			212
1 320 659	+ 55 + 53		23-1-87	Diff.
3 100	+ 29	Alspi	473	+ 38
770	+ 33	Av. Dassault-isterner	1 180	- 120
525	+ 29 + 33 + 17	Chiers-Châtillon	73,50	+ 3.5
765	I+ 44	De Dietrich FACOM	2 159 1 829	+ 189
1 070 1 734	+ 26 + 59	Fives-Lille	207	+ 20
474	+ 17	Marine Wendel	479	+ 18.5
1 600	+ 66	Penhoët	1 460	+ 10
900	+ 66 + 25	Peugeot SA	1 328	I÷ 698
1 541	+ 15	Poclain	35,80	+ 8,89 + 95
598 575	- 12 + 45	Sagem	3 720 648	+ 95 + 36
3/3	7 49	Valéo	528	- 3
		Vallourec	165	- 5 + 5

BONS DU TRÉSOR

Roudière	263	- 17	Séance du 23 janvier 198				
se (Pln.)) rt-Serviposte	1 501 502 2 365 2 425	- 84 - 10 + 175 inch.	Echémens	Plea	Ples	Coers compen- sation	Variation (jour/vei ca pts
	491 679	+ 4	Mars 87	92,58	92,45	92,45	- 0,2
es Lafayette doute	980 3 680	- 44 + 294	Jule 87	92,70	92,68	92,60	- 0,19
elles Galeries	576	+ 1	Sept. 87.	92,75	92,68	92,60	- 8,1
1	110	+ 17,5	Déc. 87	92,69	92,60	92,60	- 0,1

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 23 janvier

COURS	ÉCHÉANCES						
COURS	Janv. 87	Mars 87	Juin 87	Sept. 87			
Presider	-	108,60	198,45	108,45			
+ hant	10	108,60	108,45	108,45			
+ bas	-	107,70	107,60	107,70			
Dernier	-	107,75	107,65	107,70			
Compensation	_	107,75	107,65	107,70			

LE VOLUI	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	n milliers o	de francs)
	19 janvier	20 janvier	21 janvier	22 janvier	23 janvier
RM Comptant	1 666 469	1 298 937	1862786	2 274 481	-
R. et obl Actions	6 889 107 261 996	10640148 225140	10 448 184 274 724	9 389 992 313 384	-
Total	8817572	12 164 225	12585694	11 977 857	-
INDICE	S QUOTED	IENS (INSI	EE base 100,	31 décembe	re 1986)
Françaises	101,2	103,3	104,1	104,5	-
Étrangères	100,7	101,7	101,3	100,2	-
	COMPACE	THE DEC A	CENTS DE	CHANCE	

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1986) 104,3 | 103,9 | 105 | 106,4 |

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gen. | 415,6 | 413,5 | 415,6 | 416,8 | 425,3

	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	n milliers o	te francs)	se tiendra à Paris le 3 février
	19 janvier	20 janvier	21 janvier	22 janvier	23 janvier	au Palais de l'UNESCO 125, av. de Suffren, à Paris
	1 666 469	1 298 937	1862786	2 274 481	-	Avec la participation du pro- fesseur Yves Simon, de l'univer-
I	6 889 107 261 996	10640148 225140	10 448 184 274 724	9 389 992 313 384	-	sité Paris-Dauphine, de M. Richard Sandor, de Dresel-
			12585694			Buham-Lambert, et de Gérard de La Martinière, président du
	SQUOTE	IENS (INS	EE base 100	, 31 décemb	re 1986)	CCIFF, qui présentera, en exclusi- vité, la contrat d'option sur
1	101,2	103,3	104,1	104,5	- 1	MATIF notionnel 10 %.
ı	100.7	101.7	101.3	100.2	_	

Le colloque est organisé par l'association FINANCES FUTURES, université Paris-Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75775 Paris Cedex 19 (tél. : 47-55-94-19), qui recoit les inscriptions.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

De l'enphorie à la panique Wall Street est passé de l'emphorie à la quasi-panique la semaine dernière dans un marché extrêmement actif et

dans in instantia agité.

1. Indice Dow Jones des valears industrielles a passé la barre des 2 100 lendi et a enregistré la plus forte lansse de son histoire jeudi (+ 51,61 points), mais a subi sa quatrième baisse record vendredi (- 44,15 points) une heure-seulement après avoir passé la barre des 2 200, tandis que plus de 300 millions d'actions étaient traitées pour la première fois dans les amales de la grande bourse new-yorkaise. Il a néammins terminé la semaine avec des gains de 24,89 points par rapport à la clôture de vendredi derner, à 2 101,52 (contre 2 076,63 le 16 janvier). Des ranceurs seion lesquelles le président de la FED, M. Paul Volcher, aurait l'intention d'accélérer la dérèglementation du système bancaire américain, out fait l'effet d'une douche froide vendredi.

d'une douche froide vendredt.					
	Cours 16 janv.	Cours 23 janv.			
Alcoa AITT Boeing Chase Man. Bank Du Pout de Nemous Eastman Kodak Excos Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger	39 7/8 257/8 51 39 3/8 96 74 5/8 78 1/8 70 1/8 94 1/4 43 120 1/8 56 5/8 44 65 5/8 36 3/8	39 1/2 263/8 51 1/4 48 5/8 95 79 1/4 74 1/4 96 3/8 70 1/8 46 3/4 126 41 3/4 66 5/8 36			
Texaco UAL Isc. Unice Carbide USX Westinghouse	39 57.5/8 25.5/8 23.3/4 65.1/4	36 1/8 56 1/2 24 3/4 23 5/8 64 3/8			
Xerox Corp	633/4	6T 1/2			

LONDRES

Forte progression L'hésitation initiale provoquée par les nouvelles de la faillize de Giles and Overbury, l'un des plus anciens agents de change de la City, a vite dispara cotte semaine au Stock Exchange.

La performance spectaculaire de Wall Street et la réduction depuis long-temps attendue des tanx d'intérêt ouest-allemands ont encouragé une forte

trielles, 1 425,9 (contre 1 403); mines d'or, 322,7 (contre 333); fonds d'Etat. 85,63 (contre 85,43).

	Cons 16 janv.	Comes 23 jeuv.
loecham	467 369	465 393
rit. Petroleam	883 323	777 318
curtaulds De Boers (*)	352 914	368 922
Haxo	11 9/32 15 1/4	12 3/6
mp. Chemical	11 61/64 10 37/64	12 1/3
Inilever	22 37/64	407
Man T ann	26 1/16	***

(*) En dollars.

FRANCFORT Victime du dollar

La Bourse de Francfort a été morose pendant la plus grande partie de la semaine en raison de la faiblesse du dollar, avant de se redresser légèrement en fin de période après la décision de la Bundesbank de baisser d'un demi-point set taux directeurs. ses taux directeurs.

Pour les boursiers, les remus montaires sont les grands responsables de la faiblesse du marché. Avec un dollar qui approche les 1,80 deutschemarks, les Pour les boursiers, les remous monéarnesse ou marcae. Avec un dollar qui approche les 1,80 deutschemarics, les investisseurs craignent non seulement que les industries allemandes tournées vers l'exportation soient pénalisées, mais sussi que l'ensemble de l'activité économique en souffre.

vier: 1912,3 (contre 1896,2).			
	Cours 16 janv.	Cours 23 janv.	
AEG RASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoochst Karstadt Manneaman Siemess	328 257 252,59 364 791,58 259 462,19 168,89 712	257,30 289,40 300,5 779 252 475 169 713	
Volkswagen	301	700	

TOKYO

Nouveaux reculs Poussé par la rumeur que la Banque du Japon pourrait réduire son taux d'escompte afin de venir à bout de la nouvelle forte hausse du yeu par rapport au dollar, les investisseurs institutionnels, rejoints par les étrangers, out sur-tout acheté cette semaine des valeurs fortement capitalisées et des titres liés à la consummation intérieure.

Les actions out enregistré de nou-veaux records de hausse, l'indice Nikkei terminant la semaine samedi à 19 539.48 yeas, après avoir clôture la veille à 19 456.61, soit une hausse de 306,98 d'un vendredi à l'autre,

	Conrs 16 jan,	Cours 23 jan.	
Alexi Bridgestane Canon Fuji Benk Honda Motors Mausshita Electric Mitsublah Heavy Sony Corp. Toyota Motors	409 709 954 2 450 1 339 1 916 470 3 228 I 850	381 710 950 2 610 1 350 1 900 480 3 130 1 848	



Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Une mesure pour presque rien

L'abaissement de 0,50% du taux d'escompte allemand maintenant ramené à 3% était tellement anti-cipé par le marché international des capitaux que son impact est resté des plus liminés. En outre, le niveau des réserves obligatoires des ban-ques allemandes ayant, dans le même temps, été relevé outre-Rhin, les emphanaires est les emphanaires est les même temps, été relevé outre-Rhin, les eurobanquiers out le sentiment que les autorités allemandes out repris d'une main ce qu'elles avaient làché de l'autre. Il ue s'agit pas toutefois d'une mesure entièrement pour rien. Si elle n'avait pas été décidée, les marchés auraient réagit très défavorablement.

On peut même se demander si la on poir meme se demander si la réduction attendue ces prochains jours du taux d'escompte au Japon et l'abaissement anticipé du même taux aux Etats-Unis au cours des quelques semaines à venir changeront quoi que ce soit à la situation actuelle. Si l'une ou l'autre de ces franctuelle. éventualités, ou même les deux, se produisent, elles ne feront que remettre les pendules à zêro. Au cas où les positions resteraient en l'état, le deutschemark s'est depuis l'été dernier tellement avéré la devise la plus forte du monde qu'il serait éton-nant que le mouvement en sa faveur se renverse aisément. Lorsque l'on constate que, par rapport au yen, le deutschemark s'est revalorisé d'au moins 10 % au cours des trois à quatre derniers mois, on ne voit pas pourquoi les investisseurs se dessai-airaient de leur papier en deutsche-marks à moyen terme, qui a l'avantage de procurer des rendements annuels supérieurs à 6%. A l'exception du franc suisse qui, en revan-che, donne des rendements nette-ment inférieurs au deutschemark, on ne voit pas vers quelles antres devises se tourner si on veut sortir de la monnaie allemande.

Pius que par la atmation mons-taire, c'est en fin de compte par la diminution anticipée de 39 % des profits de Salomon Brothers durant le quatrième trimestre de 1986 que la communanté bencaire internatio-cale activa trataine de la contraction nale a cette semaine été, peut-être, le plus intriguée pour ne pas dire préoccupée. Si Salomon, la maison américaine mondialement la plus forte en matière de négoce obligataire, qu'il s'agisse d'eurotransactions on d'opérations améri-caines, enregistre une baisse de ses

revenus, qu'en est-il des autres ? Salomon impute la baisse de ses résultats à l'accroissement de 46 % de son personnel en 1986, qui a porté à six mille personnes le total de son effectif mondial. Rien qu'à Londres, Salomon a, au cours des deux dernières appées, augmenté de quelque 300 % un effectif qui atteint maintenant quelque sept cents per-somes. Cela, ajouté au coût de plus en plus exorbitant des locations dans Londres et à la bausse phénoménale des salaires dans l'industrie euroban-caire qui fait qu'un fourgon blindé est maintenant nécessaire pour transporter la paye du dernier des arbitragistes, explique certainement une grande partie des problèmes

auxquels Salomon doit faire face aujourd'hui et auxquels bien d'autres euromaisons seront tôt ou tard confrontées. Ce ne sout, cependant, pas les seuls. Quoi qu'il en dise, Salomon a aussi du certainement ressentir les effets de la

L'eurotemps des options

Dans le climat actuel, le jeu dans le secteur du marché à taux fixe libellé en dollars des Etats-Unis continue de se limiter aux profes-sionnels. Ceux-ci, anticipant une chutes. Ceux-ci, anticipant une chute supplémentaire des taux américains à court terme, achètent un papier qui se déplace plus qu'il ne se place. Par contre, les investisseurs finals, inquiets de la chute libre de la devise américaine sur les marchés des changes, continuent de s'en écarter suignemement. Parallèlement la ter soigneusement. Parallèlement, la diminution de l'écart entre le rendeement. Parallèlement. la ment des obligations du Trésor des Etats-Unis et celui des eurotransactions a rendu plus difficile la manufacture des swaps. Du coup, le nombre d'eurotransactions nouvelles à taux fixe libellées en doilers améri-cains a tellement diminué que ces dernières out acquis un caractère de rareté, encore qu'en l'absence de véritables acheteurs leur sort soit exclusivement limité au champ des arbitragistes de tout poils. Ce sont eux qui, par exemple, ont assuré le succès de l'euro-émission à taux fixe de 200 millions de de de le recordination. de 200 millions de dollars proposée mercredi par la République d'Autriche à un prix de 101,75 avec un cou-pon annuel de 7,75 % sous la direc-tion conjointe de Morgan Guaranty et de Long Term Credit Bank of

Aussi longtemps que persiste l'incertitude sur l'évolution des taux de change et d'intérêt, les options de taux et de devises conserveront leur importance. Deux emprunteurs français s'en sont, cette semaine, souvenns. Thomson Brandt International BV, sous la garantie de Thom-son SA et la direction de Paribas à Londres, a lancé mercredi une euro-émission de 160 millions de dollars sur sept ans dotée de 400 000 warrants permettant d'acquérir des euro-obligations libellées en deuts-chemarks. A chaque euro-obligation initiale de 10 000 dollars, qui sera émise à un prix de 103,125 et por-tera un intérêt annuel de 8 %, sont attachés 25 warrants. Deux d'entre eux permettront au porteur d'obtenir an pair une euro-obligation à sept ans de 1 000 deutschemaris dont le coupon annuel sera de 6,125 %. La période d'exercice s'étendra du 17 février au 31 décembre prochains. Les porteurs auront également la possibilité d'échanger leurs euro-obligations en dollars contre des titres en dentschemarks. Quelle que soit la forme choisie, l'échange se réalisera sur la base d'un taux de change de

concurrence acharnée qui caracté-rise actuellement le marché interna-tional des capitaux. Comme beaucoup de ses concurrents, Salomon a du engranger l'an dernier un certain nombre de pertes qui ne font pas bien augurer du marché euro-

une formule qui a eu originellemen beaucoup de succès sur le marché français ainsi que nous l'avions rap-porté dans cette même rubrique il y à deux semaines, et en a également profité pour offrir aux investisseurs une option de taux d'intérêt. L'euro-emprunt, que dirige la BNP et qui est garanti par la République fran-çaise, s'èlève à 1 milliard de francs tricolores et aura une durée de sept ans. Il se présente sous forme d'une transaction à taux d'intérêt variable trimestriel. Ce dernier, et c'est là que réside la nouveauté, est indexé sur le rendement des bons négocia-

bles du Trésor français à treize semaines. A ce taux s'ajoutera une marge de 0,35 %. Sur la base du rendement des bons concernés, qui, hundi dernier, était de 8,13%, le pre-mier coupon, qui courra jusqu'au 15 juin, est de 8,48%. L'offre du Crédit foncier s'est immédiatement avérée être un grand succès. La demande a été si forte que le montant initial, qui n'était que de 800 millions de

francs, a pu être rapidement aug-mente de 200 millions. L'indice de base a permis de donner une nouvelle profondeur au marché de reurofranc. Parce que l'indice est prélixé, une catégorie d'investis-scurs, les détenteurs de SICAV de trésorerie et les trésoriers d'entre-prises, ont pu s'intéresser à l'euro-franc. Les indices utilisés aupara-tent cet tres d'orienties que vant pour ce type d'opération, que ce soit le Liber on le Piber, s'adressaient surtout aux banques. En fait, la formule retenne offre deux avantages. Premièrement, le marché des bons du Trésor à treize semaines offre une très grande liquidité, certainement bien supérieure à celle du Pèles surieure.

Pibor, puisque l'encours actuel est de quelque 250 milliards de francs. Deuxièmement, le second coupon date correspondant aux échéances des contrats spécifiques du MATIF, c'est-à-dire du marché parisjen des instruments financiers à terme. Cela permettra, pour ceux qui le désirent, de geler, pour un temps leur taux d'intérêt. Enfin, la proposition du Crédit foncier est assortie de war-rants simultanément offerts à un prix unitaire de 50 france français. Chaque warrant permettra durant les six prochains mois d'accéder à une euro-obligation à taux fixe du Crédit foncier, dont la durée sera de sept ans et le coupon annuel de 8.25%. Gentils spéculateurs de tous les pays qui croyez en une baisse des taux d'intérêt, à vos marques!

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Un coup inutile?

Trop tard et trop peu ». C'était le verdict tuanime des opérateurs à l'annonce de la diminution d'un demi-point du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne. Désormais, le processus de la baisse du dollar est trop bien enclenché pour être stoppé par une mesure de ce genre, véritable cautère sur une jambe de bois.

Quant aux effets à en attendre pour stabiliser le dollar, ils sont pour l'instant inexistants. Il faut dire que tout, à l'heure actuelle, pousse à la baisse le billet vert, à commencer par le Congrès des Etats-Unis.

A la fin de la semaine dernière, le président de la commission des finances du Sénat, M. Lloyd Bentsen (démocrate), assurait que le dollar devait baisser encore, jusqu'à 120/125 yeas (contre 152 en ce moment), afin de réduire l'énorme déficit du commerce extérieur américano-japonais (87 milliards de dollars en 1986). Immédiatement, les cours de la devise américaine, stabilisés péniblement à la veille du week-end précédent, plongeaient deteches landi 19 janvier, battant tons leurs records historiques à Tokyo : 150 yeas et même 149,98 yens en séance. A Francfort, elle tombait à 1,80 DM, au plus bas depuis l'automne 1980, et à Paris elle revenait à 6,05 F. Pour ne rien arranger, la revue Newsweek laissait entendre que le Trésor américain souhaitait voir le dollar fléchir à 140 yens et 1,70 DM, cours le plus bas jamais touché par le dollar entre 1978 et le début de 1980.

ministre japonais des finances. M. Kiichi Miyazawa, et le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, raffermissait le dollar à Baker, raffermissait le dollar à 1,85 DM, 153,50 yens et 6,18 F. Cette réunion rendait prudents les opérateurs, qui se rappelaient l'accord de stabilisation du 31 octobre dernier, signé par les deux hommes. Mais les résultats apparents de cette réunion semblaient bien trop vagues pour convaincre ces opérateurs qu'un véritable coup de frein allait être donné à la chute du billet vert : les deux hommes parlaient de « coopération », de « surveillance » et de « consultation ». Comme le 31 octobre 1986. On sait ce qu'il est advenu de cet accord resté lettre morte au moment de la crise. Sans doute, M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis et, sans doute, le seul homme raisonnable et lucide parmi les officiels de Washington, affir-mait, devant une commission du Sénat, qu'un nouveau recul du dol-lar serait « tout à fait dangereux » et que le billet vert avait atteint un semaine, malgré une diminution du taux d'escompte allemand, en attendant une mesure du même ordre pour le taux d'escompte japonais, les milieux financiers internationaux ne parvenaient pas à trouver une seule raison pour acheter du doilar.

En Europe, le mark s'est montré toujours aussi vigoureux. A Paris, après une nouvelle poussée à 3,35 F, non loin de son cours pivot de

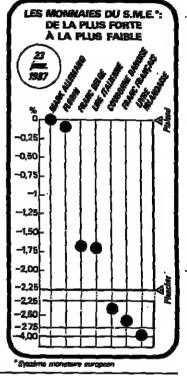
Les jours suivants, l'annonce d'un 3,3538 F, il a fléchi jusqu'à 3,3350 F entretien à Washington entre le avant de se retrouver au-dessus de avant de se retrouver au-dessus de 3,34 F en fin de semaine, ce qui est 3.34 F en fin de semaine, ce qui est unique dans les annales d'une réévaluation du mark ou d'une dévaluation du franc. Du coup, la Banque de France n'a, pas plus que la semaine dernière, pu récuperer un seul mark pour compenser ses pertes antérieures (des dizaines de miliards).

liards).

Cette faiblesse du franc a persisté en dépit des taux relativement élevés observés à Paris, entre 8 1/4 % et 9 %, soit plus de quatre points au-dessus des taux allemands (4 %). Cette teusion du loyer de l'argent en France, fort préjudiciable pour notre économie, a eu une première conséquence fâcheuse: elle a contraint le crétit national à relever son « taux première», en fait relever son «taux premier», en fait son taux de base, de 9,25 % à 9,75 %. Sa dernière diminution datait du mois de mai dernièr. Cette hausse a été provoquée par l'aug-mentation du coût de refinancement du crédit national sur le marché financier et le marché obligataire.

Vollà qui n'aveit pas été préva en mai 1986 par MM. Balladur et Juppé lorsqu'ils annonçaient avec fierie la grande baisse des taux d'intérêt français, rendue possible par la dévaluation du 6 avril précédent. Tout est à recommencer.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 19 AU 23 JANVIER (La liene inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

		-90.				J		
PLACE	Urre	\$EU.	Franc français	Franc	D. merk	Franc Judge	Floria	Lira Italiana
			-	-		,	-	_
Leader		-		-		-	-	-
	1,5259	-	16,4069	83,2529	54,8396	2,6434	43,6618	0,0771
How-York	1,5150	-	16,2628	64,9772	54,3478	2,6198	48,1695	8,9763
	9,2949	6,8950	-	391,72	334,25	16,1116	294,59	4,6995
	9,3157	6,1494	-	399,54	334,18	16,1095	296,19	4,6956
	2,3370	1,5325	25,1436		84,0417	4,0510	74,5742	1,18)6
Zarich	2,3315	1,5398	25,8287		83,6413	4,0319	74,1329	1,1752
	2,7883	1,8235	29,5180	118,59	-	4,8202	88,7348	1,4059
meson,	2,7876	1,2480	29,9240	119,55		4,8205	88,6319	1,4851
	57,6908	37,83	6,2067	24,6851	287,46		18,4087	2,9167
	57,8275	38,17	6,2075	24,8618	207.44	-	18,3863	2,9148
	3,1339	2,0550	11,7161	134,99	112,78	5,4323	-	1,5844
	3,1451	2,6760	33,7621	134,89	112,82	5,4388	-	1.5853
	1971,33	1297	212,80	846,33	711.27	34,2850	631,14	-
*****	1983,89	1309.50	212,96	859,87	711,68	34,3070	630,78	-
	233,10	152,35	25,8779	99,7398	83,8223	4,0484	74,3795	6,1178
(etg6	232,40	153,49	24,9476	99,6751	83,3695	4,0188	73,8921	6,1171

4,0084 F le vendredi 16 janvier

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Forte déception

L'espoir fait vivre, dit-on, mais serait pas mécontent de reprendre déception peut être à la mesure d'une main ce qu'il a donné de la déception peut être à la mesure de l'espoir, et c'est bien ce qui s'est produit à la fin de la semaine, au lendemain de l'annonce d'une réduction du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne. Sur le MATIF, les cours, qui, sur l'échéance mars, avaient bondi à 109,05 le mardi 20 janvier pour se maintenir à 108,75 jeudi 22, chutèrent d'un point complet vendredi 23, revenant aux environs de 107,075 cett mart de de divisions de 107,075 cett mart de de divisions de 107,075, soit près de dix jours en

One s'était-il passé ? La réduction du taux d'escompte de la Bundesbank, bien que tardive, ne constituait-elle pas un heureux présage, et ne permettait-elle pas le déblocage de la situation à Paris, en rendant possible une nouvelle décrue des taux français? Hélas! sitôt la nouvelle comme, le scepti-cisme commençait à ronger les

esprits et les espoirs. **Trop tard et trop peu! **, telle fut la réaction générale des milieux financiers, en France comme à l'étranger. Sans doute, la Bundesbank a-t-elle abaissé ses taux : celui de l'escounte ramené de 3 5 celui de l'escompte, ramené de 3,5 à 3 %, au plus bas depuis les 2 3/4 % de 1959, celui du lombard (avances sur titres), qui revient de 5,5 % à 5 %, et le taux des prises en pension — le plus important, puisqu'il s'applique à la source véritable des liquidités dispensées par la Banque, – revient-il à 3,80 % contre 4,35 % auparavant. Mais, en même temps, le plafond de réescompte est abaissé de 8 milliards de marks, ce qui est peu significatif, car cette facilité n'est pas beaucoup utilisée, et, surtout, les réserves obligatoires des banques sont relevées de 10 %, ce qui est restrictif et atténue la portée des diminutions de taux.

En somme, le but de l'opération est de rendre l'argent « à la fois cher et bon marché », comme l'a sonligné le président de la Bundes-bank, M. Karl Otto Poehl. Une véritable a mission impossible qui n'est pas pour déplaire à M. Poehl. S'opposant depuis des mois à toute diminution des taux allemands pour ne pas goufler encore davantage une masse monétaire en plein dérapage, il a du fois, de faire bon accueil aux émis-manger son chapeau », et ne sions fraîches. Il est vrai qu'en jan-

l'autre. On peut même se deman-der si les taux allemands ne sont pas voués à remonter un jour ou l'autre, si jamais un reflux des capitaux étrangers bors d'Allemagne venait à se produire, ce qui ne paraît guère probable dans l'immé-diat. En tout cas, les taux d'intérêt n'ont pratiquement pas varié outre-Rhin, tant la diminution du taux d'escompte était anticipée. Mais les capitant sont abondants, au point d'avoir déjà, depuis au moins quinze jours, contribué à ramener de 4,50 % à 4 % le loyer de l'argent sur le marché interban-

Le scepticisme des opérateurs des marchés de Paris (voir la rubrique « les devises et l'or ») sur une réelle désescalade des taux est alimenté par la crainte d'une poursuite de la chute du dollar au profit d'un mark toujours en grande forme. En ce cas, il ne serait guère possible à la Banque de France de renoncer à l'arme des tanx pour défendre le franc. La tenue très moyennement satisfaisante de ce dernier a certainement motivé le tion de l'Institut d'émission.

Lundi, à la suite d'une forte baisse du dollar, et d'une montée du mark à Paris jusqu'à 3,35 F, la Banque de France avait alimenté les marchés par des pensions à vint-quatre et quarante-huit heures à des taux dépassant 10 %. Le calme revenant le lendemain sur les marchés des changes, une décrue sensible du loyer de l'argent au jour le jour s'était amorcée, au jour le jour seint amores, accélérée au surplus par la fin de la période de constitution des réserves obligatoires des banques; mais la Banque de France stoppa net cette décrue, faisant remonter de 7 % à 8 1/4 % ledit loyer en « pompant » les capitaux disponi-bles. C'était bien marquer sa volonté de ne pas laisser glisser au-dessous de 8 % le taux de l'argent au jour le jour, qui, en cette sin de semaine, s'établissait aux environs de 8 1/4 % - 8 3/8 %. Dans ces conditions, le marché obligataire ne pouvait saire que grise mine.

Cela ne l'a pas empêché, toute-

vier les munitions sont aboudant Selon les statistiques du Crédit lyonnais, les coupons versés pen-dant ce mois atteignent 14,6 milliards de francs, plus les 3,58 milliards du coupon de l'emprunt 3 % 1973. Quant aux remboursements, ils s'élèvent à 5,34 milliards de francs. Le total, avec les conversions et les opérations diverses, monte à 25, voire 30 milliards de francs de capitaux disponibles, de quoi alimenter les souscriptions.

L'emprunt EDF de 4,5 milliards de francs a été très bien accueilli. Sans doute sa tranche de 2 milelle été entièrement absorbée par les SICAV de la BNP, dotée qu'elle était de la nouvelle formule d'indexation «miracle» imaginée pour la dernière émission d'OAT: indexation sur le taux actuariel annuel pondéré des adjudications de bons du Trésor à treize semaines. Mais la tranche à tanx fixe de l'emprunt, émise pour 2,5 milliards de francs à 8,30 % nominal et 8,72 % réel, s'est très bien placée, une forte demande s'étant manifestée de la part des banques à réseaux, quelque peu privées de «papiers» à taux fixe

Caisse de refinancement hypothé-caire. Ensuite, et c'est là un point capital, les deux chefs de file, la Société générale et la BNP, s'enga-gent à jouer le rôle de « market-maker», c'est-à-dire à essurer à tout moment la « liquidité » des transactions sur l'emprunt, et sa cotation sur les écrans des « tra-ders » de 9 heures à 18 heures, en jouant le rôle de « contrepartisie ». comme pour les OAT. C'est un pas On n'arrête pas le progrès.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

La hausse retrouvée du coton

1,7425 deutschemerk pour 1 dollar.

France a « euro-innové » en appli-

quant sur l'euromarché obligataire

De son côté, le Crédit foncier de

Le coton renoue avec la hausse.

Alors que les cours étaient tombés, en août dermier, à 32 cents par livre sur le marché de New-York (leur phis has niveau depuis 1974), ils se sont nettement raffermis en ce début d'année pour s'établir le 22 janvier à 60,5 cents. L'indicateur de Liverpool, établi sur la moyenne pondérée des prix du coton des différentes a origines », traduit aussi ce rentes « origines », traduit aussi ce phénomène. De 35 cents par livre au plus fort du marasme de l'été 1986, le voilà remonté à 67 cents.

T

the way in

1

Marie Marie .

A STATE OF THE STA

ra. Commercia -2 gar Home = diane. ***

Ce net redressement marque un coup d'arrêt à la dégradation continue des prix de la noble « fibre » depuis juin 1984. Il traduit surtout depuis juin 1984. Il traduit surtout l'espoir des professionnels de voir le marché guérir de la surproduction qui l'avait littéralement terrassé. A l'issue de la saison cotonnière 1984-1985 (du 1ª août au 31 juillet), la Chine a en elfet enregistré une récolte record, voisine de 30 millions

PRODUITS	COURS DU 23-1
Culvre h. g. (Losina)	896 (- 16,5)
Trais mais	Livres/tonne
Atuminium (Londra)	779 (~ 15,5)
Trois mais	Livres/toune
Nickel (Lesies)	2 400 (+ 5)
Trois mois	Livres/tonne
Sucre (Path)	1 245 (+ 78)
Mars	France/tonno
Caffi (London)	1 625 (+ 77)
Janvier	Livres/togue
Cacao (New York)	1 815 (= 83)
Mars	Dollars/tome
Bill (Chicago)	291 (+ 8,25)
Mars	Cents/boissess
Mala (Chingo)	159,5 (+ 1)
Mars	Cents/boissean
Soje (Cirago)	141,80 (~ 2,5)
Mara	Dollars/t. courte
27400	

Le chiffre entre parembèses indique la princion d'une segueine sur l'autre.

mois de consommation. Or une réserve de quatre mois est, en prin-cipe, jugée suffisante...

Première responsable de cette surabondance, la Chine a encouragé publiquement ses habitants à remplacer le ouatage des doublures de leurs vétements, afin d'écouler une partie des surplus! Le résultat de l'opération n'a pas été concluant.

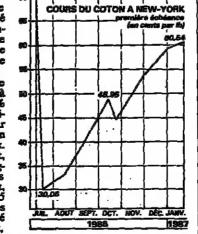
Si la part relative du coton sur le marché des produits textiles tend à se maintenir à 48 %, contre 47 % pour les fibres chimiques (le reliquat est détenu essentiellement par la laine et la soie), la consommation stagne dans les pays occidentaux. Lorsque les cours de coton baissent, les fabricants ont tendance à angmenter la quantité utilisée dans leurs mélanges. Malheureusement, la flambée du dollar de 1984 et 1985 (jusqu'à la réunion du groupe des Cinq du 22 septembre) a empêché les prix du coton de baisser, exprimés en monnaies européennes notamment.

La reprise qui se fait jour actuellement repose sur l'anticipation d'un net recui de la production mondiale en 1986-1987, qui se situerait entre 5 et 6 millions de balles en decà d'use demande espérée en sensible

La Chine a mis en place un plan de contraction de ses plantations. Elle devrait produire sculement 16,5 millions de balles, alors que les prévisions initiales faisaient état de 19 millions de balles. Des conditions climatiques défavorables aux Etats-Unis ont réduit à 9,7 millions de balles la récolte attendue, contre

13,4 millions de balles en 1985-1986. Quant à l'Union soviétique, elle connaît dans sa zone cotonnière (l'Uzbekistan) quelques difficultés de transport susceptibles de faire sensiblement dimiauer l'offre de la suison en cours.

Ce début d'assainiasement du marché intervient au moment où la baisse du dollar rend au coton une certaine compétitivité. Un goût accru des consommateurs pour l'éti-



quette « coton naturel » permet ansai aux professionnels d'entrevoir ansa aux professionnels d'entrevoir un avenir moins sombre. Encore convient-il de rester prudent. Le nombre de pays producteurs est tel (au moins 80) qu'un raffermisse-ment passager des prix pourrait inci-ter certains d'entre eux (en Afrique ou en Amérique du Sud) à planter davantage, en vue d'accroître leurs recettes en devises.

Le manque de concertation fait courir à ce marché un risque perma-nent de déséquilibre. Il est vrai que cette situation n'est pas isolée dans le secteur - sinistré - des produits de

ERIC FOTTORINO.

ces derniers temps.

Deux innovations out vu le jour cette occasion. Tont d'abord, la tranche à taux fixe constitue la première émission d'un « gisement » destiné à être alimenté par des tranches futures de manière à ment « gérable », à l'imitation de la formule d'emprunts à tranches multiples déjà utilisée par la Caisse de refinancement hypothé-

jouant le rôle de « contrepartiste ». de plus vers une conception moderne des marchés, à mettre à l'actif de MM. Bataille et Jacque-mard, à la Société générale, Brie André et Roquesalanne à la BNP.

Le Monde

SOCIÉTÉ ÉTRANGER POLITIQUE 7 Les magistrats parisiens 3 La guerre du Golfe. 5-6 La décision du Conseil répondent aux attaques constitutionnel sur le - La visite de M. Shimon visant le juge Michau. temps de travail. Pérès à Paris.

8 Jacques N'Dzana est condamné à quatre ans de prison pour le meurtre d'un gréviste.

- La Journée mondiale des lépreux.

CULTURE 9 Musiques : le 21º MIDEM

chaînes privées, la CNCL

et la transparence.

13 Le chômage a augment à Cannes; une exposition de 5,5 % en 1986. Yvonna Lefébure à la La réunion de la Grande bibliothèque Mahler, Commission franco-Communication : la com pétition autour des 14 Revue des valeurs.

ÉCONOMIE SERVICES

Métégrologie 11 Mots croisés11

MINITEL

 Repères : les points forts de la semaine. SIDA: les progrès. Concours de billets : vos

Bourse, Télémarket, Livres, 36.15 Tapez LEMONDE

humeurs.

Les nouveaux enlèvements au Liban

RÉGIONS

12 Les viclons de Méricourt.

Incertitude sur la nationalité de deux hommes capturés à Beyrouth

25 janvier en sin de matinée à Beyrouth, sur la nationalité des deux personnes qui ont été enlevées vendredi dans la partie onest (musulmane) de la capitale. Certains resconsables druzes maintienneut qu'il s'agit de deux Allemands (le Monde du 24 janvier), ce qui porterait à quatre le nombre de citoyens de la RFA enlevés en une semaine an Liben; mais la milice chite Amal, elle aussi très présente dans ce sec-teur et habituellement bien renseignée, a affirmé à l'agence Reuter « qu'aucun Allemand ou étranger n'avait été enlevé » vendredi.

4 Nouvelle tension indo

La situation au Tchad.

pakistanaise.

Certains n'excluent pes que le double enlèvement qui a bien eu lieu vendredi matin à Beyrouth-Ouest dans le quartier commerçant d'Hamra – deux hommes ont été vus poussés à l'intérieur d'une BMW

ISRAËL Jérusalem estime « déséquilibrées »

les conclusions d'Amnesty International

JÉRUSALEM de notre correspondant

Pour la première sois depuis 1979, une délégation d'Amnesty Interna-tional, conduite par son secrétaire général, M. Ian Martin, s'est entretenue les 20 et 21 janvier à Jérusa-lem avec les dirigeants israélieus de la situation des droits de l'homme en Israël, dans les territoires occupés et dans la « zone de sécurité » que l'Etst juif contrôle au Liban sud.

Dans son dernier rapport annuel, comme dans les précédents, l'organisation dénonçait l' « Incarcération de prisonniers de conscience ». le recours accru aux . détentions administratives » (sans jugement), les manyais traitements infligés aux détenus, l'impossibilité de rendre visite aux prisonniers de l'Armée du Liban sud (ALS), milice alliée

En recevant la délégation, le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a estimé qu'Amnesty International accordait une • attention disproportionnée » à Israël. Pour leur part, le procureur de l'Etat, M. Harish, et ses collaborateurs reprochent à Amnesty le caractère déséquilibré » du chapitre israélien de son rapport, en comparaison notamment avec les analyses consacrées aux autres pays de

Selon eux, ce document ne rend pas compte de « l'accès illimité aux sources d'information existant en Israël et de la disponibilité du 20uvernement à examiner chaque plainte et à y répondre ». A cet égard, M. Harish a transmis à la délégation les conclusions de l'enquête ouverte après les aliégations de torture formulées à l'encontre d'Israël par un ancien prisonnier palestinien, M. Adnan Mansour Ghanem.

A propos du sort des Libanais détenus par l'ALS à Khiam, M. Rabin, ministre de la défense, a réitéré sa position traditionnelle qu'Amnesty récuse - selon laquelle larael ne contrôle pas directement la prison et n'a pas les moyens de contraindre ses alliés de l'ALS à la faire visiter par des observateurs ndants. Le général Labad. ches de l'ALS, interdit l'accès de Khiam au Comité international de la Croix-Rouge « tant que les autres

milices libanaises feront de même ». Les Israéliens out proposé à la délégation de visiter des centres de détention dans les territoires occupés. Une offre que celle-ci a déclinée, car « la visite n'entrait pas dans le cadre de sa mission ». De fait, l'organisation humanitaire a pour politique de choisir elle-même les objets de sa curiosité en fonction de ses dossiers. M. Martin a eu aussi un son de cloche palestinien en rencontrant les représentants de deux organisations arabes de défense des

droits de l'homme. Au total, M. Martin s'est félicité du « dialogue très positif » noué avec les dirigeants israéliens, qui l'ont « invité à venir plus souvent ». JEAN-PIERRE LANGELLIER

kalachnikov - soit un épisode de la guerre inter-milices qui sévit depuis des mois dans cette partie de la capitale (on estime que depuis le début de la guerre civile quelque deux mille Libanais ont été enlevés).

A Beyrouth-Est, en secteur chrétien, le consulat ouest-allemand se refuse à tout commentaire. La même attitude est observée à Bonn, où le chancelier Kohl a indiqué qu'îl n'était pas en mesure de confirmer que deux autres Allemands avaient été enlevés vendredi, après MM. Rudolf Cordes et Alfred La thèse des deux nouveaux enlè-

vements avait été confortée dans la journée par l'appel d'un correspondant anonyme à la radio chrétienne La voix du Liban. L'interlocuteur a affirmé parler au nom de l'Organisation des opprimés sur terre – un monvement d'extrémistes chiites et revendiqué le rapt de deux nouveaux otages onest-allemands. Selon lui, les deux hommes ne seront libérés que si le gouvernement de Bonn relâche le Libenais Ali Hamadei, arrêté la semaine dernière à l'aéroport de Francfort en posses de trois litres d'explosif liquide. Le correspondant a même fixé un ultimatum : si M. Hamadei n'est pas libéré avant samedi midi (13 heures GMT), un des deux otages sera tné.

Il est impossible de se prononcer sur l'authenticité de cet appel. La seule leçon tirée des précédents est revendiqué des enlèvements, et prouvé qu'ils en étaient les auteurs, quent habituellement par l'intermédiaire des agences de presse internationales ou de quotidiens de gauche libanais plutôt que par le biais de la radio chrétienne.

le sort de MM. Cordes et Schmidt. Pour le gouvernement de Bonn, le doute n'est plus permis : les deux sion ». - (AFP, AP, Reuter.)

hommes ont été enlevés afin que la RFA relâche M. Hamadei et refuse de l'extrader vers les Etats-Unis comme Washington le demande. Le ouvernement américain soupçonne jeune homme d'avoir participé en 1985 au détournement d'un avion de la TWA sur Beyrouth, an cours duquel les pirates ont assassiné un passager américain. A la veille des élections en RFA, les responsables américains semblent ne pas hésiter à exercer très directement une pression sur le gouvernement ouestallemand, pour le cas où celui-ci chercherait à gagner du temps. Ainsi après le ministre de la justice M. Meese, ce fut, vendredi, au tour de M. Shultz, le secrétaire d'Etat, d'observer publiquement qu'il s'attendait à une extradition rapide du Libanais : - Le processus a extradition est généralement long, mais dans le cas d'Hamadei, cela

M. Waite «va bien»

tude », a-t-il dit,

prendra moins de temps que d'habi-

D'autre part, la radio druze, La voix de la montagne, a assuré que l'émissaire de l'église anglicane, M. Terry Waite, que l'on n'a pas vu depuis près de trois jours, poursuivait sa mission en faveur de certains otages occidentaux détenus au Liban. M. Waite, qui est habituellement entouré d'une escorte druze, a quitté son hôtel mardi soir, apparemment pour une nouvelle série d'entretiens avec les ravisseurs des otages. Lors de ces précédents séiours, il ne s'est iamais absenté aussi longtemps sans donner de nouvelles, et certaines informations avaient laissé entendre, vendredi, qu'il avait pu à son tour avoir été

Aucune information n'a filtré sur l'Eglise anglicane, on confirmait aussi, vendredi soir, que M. Waite allait bien et poursuivait sa mis-

Le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères

M. François Mitterrand a reçu, le vendredi 23 janvier, le ministre tché-coslovaque des affaires étrangères, M. Bohuslav Chnoupek, pour un entretien d'une neure dominé par les problèmes du désarmement. A sa sor-tie de l'Elysée, M. Chnoupek, qui fait une visite officielle de trois jours en France, a déclaré que la France et la Tchécoslovaquie partageaiant des positions « absolument identiques » sur l'initiative de défense stratégique

Dans l'entourage de M. Mitterrand, on indiquait que le chef de l'Etat avait fait à son hôte un exposé « complet, argumenté et pédagogique » de la position française en matière de défense et de sécurité. Concernant les relations bilatérales

le ministre tchécoslovaque a déclaré que le dialogue entre les deux pays était « fort » et que les relations éco-nomiques s'étaient améliorées, même si d'énormes progrès pouvaient encore être accomolis.

C'est la troisième visite en France de M. Chnoupek, qui a aussi eu des entretiens avec M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères.

Trois membres de la section de jazz

A Prague, trois membres de la sec-tion de jazz, détenus depuis plus de quatre mois, ont été libérés le jeudi 22 janvier par le tribunal municipal, malgré l'opposition du procureur, a-t-on annoncé jeudi de source dissi-dente dans la capitale tchécoslovaque.

MM. Cestmir Hunat, Vlastimil Drda et Tomas Krivanek avaient été arrêtés le 2 septembre avec quatre camarades pour « activités commer-ciales illégales ». Deux d'entre eux avaient été libérés le 22 décembre, tandis que le président de la section, M. Karol Srp, et le secrétaire, M. Vla-dimir Kouril, restent incarcérés.

D'autre part, le tribunal de Bratis-lava a condamné, vendredi, deux res-sortissants étrangers — dont les noms et les nationalités ne sont pas précisés à la peine capitale pour le meurtre de deux Tchécoslovaques et tentative

E F G H

recu par M. Mitterrand de meurtre, le 27 août dernier, dans un centre d'hébergement pour travailleurs du bâtiment à Bratislava, indique

l'agence CTK.
Ces condamnés pourraient être

deux ouvriers vietnamiens – Xan Knan Xie et Xien Xian Min – äges de vingt-deux ans, qui avaient commis des meurtres sangiants dans ce centre

d'hébergement. Les deux Vietnamiens avaient été arrêtés le 21 septembre à Gottwaldov (Moravie du Sud) après

d'intenses recherches policières et un appel télévisé à la population tchéco-slovaque. Il y a environ trente mille travailleurs vietnamiens en Tchécoslovaquie. (le Monde du 7 janvier.)

POLOGNE

Mgr Glemp

n'ira pas à Moscou

en février Le cardinal primat de Pologne

Mgr Jozef Glemp, a confirmé qu'il avait été invité officiellement par l'Eglise orthodoxe à se rendre à Moscou pour participer à use confé-rence consacrée à la paix dans le Dans une déclaration jeudi à

l'aéroport, à son retour du Vatican, où il avait été l'hôte du cardinal Duval, Mgr Glemp a ajouté qu'il « ne [pouvait] répondre » à cette invitation sans précédent, la première depuis la fondation de la Pologne populaire après la deuxième guerre mondiale.

« Mais, si je suis ultérieuren invité une seconde fois [en Union soviétique], je m'y rendrai volon-tiers », a précisé le primat de Polo-gne, qui n'a pas dévoilé les raisons qui l'empechent d'effectuer ce

Mgr Glemp a cependant indiqué qu'« un représentant de l'épiscopat - polonais se rendrait à sa place à Moscou pour prendre part à cette conférence, prévue à la mi-février. -

> Le numéro du « Monde » daté 24 janvier 1987

Le gouvernement et l'opinion

16 Crédits, changes

grands marchés.

M. Baudouin: les deux piliers de la cohabitation sont atteints

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a déclaré, le vendredi 23 janvier, au cours de son point de presse hebdomadaire, que les sondages, qui « ne sont pas bons, à l'heure actuelle, pour le gouverneà l'heure actuelle, pour le gouverne-ment », ne sont pas « une surprise », « Il est certain, a dit M. Bandonin, que, après les secousses que nous avons euregistrées, les problèmes auxquels nous avons du faire face, c'est celui qui tient la barre qui prend les coups. Le contraire nous aurait étonnés. »

Le porte-parole de M. Chirac a souligné que la « cote » du président de la République subit, aussi, une « détérioration », ce qui « prouve que les deux plliers de la cohabita-tion — l'un qui est au charbon, l'autre en position d'arbitre, mais aussi un peu joueur – sont aussi un peu joueur – sont atteints ». Selon M. Baudouin, « c'est l'attelage cohabitationniste qui perçoit les dividendes des diffi-cultés », et « au contraire, ceux qui, dans les deux camps, n'ont pas de responsabilités autres que celles du commentaire, gagnent des points ».

M. Baudouin a souligné ensuite, la « très grande stabilité du rapport majorité-opposition », qui « se confirme à chaque élection partielle ». L'opinion, estime-t-il, « marque sa préoccupation, ses inquiétudes », mais « le gouvernement n'a pas attendu ces sondages pour manifester une volonté de pour manifester une volonté de

Insistant sur le fait que « le cohebitation fonctionne », le porte-parole du premier ministre a déclaré que « la montée, dans les sondages, de gens qui ne sont pas aux affaires, peut poser un certain nombre de problèmes au président de la Répu-blique ». Or, a-t-il ajouté, si la candi-dature de M. Mitterrand à l'élection ntielle cesse d'être probable « si l'on entre dans le Kriegspiel, c'est tout un jeu qui risque d'être totalement bouleversé ». M. Bandouin estime, en effet, que, dans cette hypothèse, les positions respec-tives des différents acteurs de cette élection seraient modifiées dans l'espeit des citoyens.

Selon la SOFRES

La majorité des Français désapprouvent l'action du gouvernement

Un sondage réalisé par la Un sondage realise par la SOFRES, pour la Vie française, du 10 au 14 janvier, suprès de mille Français en âge de voter, indique que 51 % d'entre eux désapprouvent l'action du gouvernement « d'une manière générale », tandis que 39 % d'entre eux l'approuvent. En octobre dernier, 48 % des personnes interrogées approuvaient l'action du gouvernement et 40 % d'entre elles la désapprouvaient. Parmi les sympathisants de la majorité, toutefois, la proportion est de 79 % d'approbaproportion est de 79 % d'approba-tions et 15 % de désapprobations. Les domaines dans lesquels le gou-Les domaines dans lesquels le gou-vernement est le plus critiqué sont la politique sociale, l'emploi, l'immigration et l'économie.

Parmi les ministres, les plus populaires restent MM. François Léctard (33 % d'opinions favorables) et Edouard Balladur (23 %), mais celui-ci progresse (plus 5 points depuis octobre) et celui-là recule (moins 4 points). Avec 11 % d'opi-nions favorables, M. Charles Pasqua perd 5 points. Parmi les « présidentiables » de la droite, M. Raymond Barre arrive en tête pour l'ensemble des Français (41 %) et pour les sympathisants de la majorité (50 %), devant MM. Jacques Chirac (15 % et 27 %), Léotard (13 % et 12 %) et Valéry Giscard d'Estaing (8 % et 8 %).

En Meurthe-et-Moselle

Un «rénovateur» contré par la direction du PCF

Les dirigeants communistes de la fédération de Meurthe-et-Moselle ne veulent pas de la candidature de M. Alain Amicabile, «rénovateur» et ancien premier secrétaire fédéral démissionnaire, à l'élection canto-nale partielle de Dieulouard, le 29 mars, faisant suite au décès de Michel Bestelle, oui était maire de Michel Bertelle, qui était maire de Biénod-lès-Pont-à-Mousson, conseiller général et également «rénova-teur» (le Monde du 8 janvier).

Au cours d'une réunion du comité fédéral, jeudi 22 janvier, en présence de quarante-cinq personnes environ, M. Jean-Paul Mougel, rem-plaçant de M. Amicabile et dont l'élection n'a pas été ratifiée par la direction du parti, a estime que M. Amicabile avait manipulé la section de Blénod pour obtenir sa dési-gnation à la candidature.

Dès après la mort de Michel Ber-Des après la mort de Michel Ber-telle, les élus communistes et les dirigeants de cette section avait pressenti M. Amicabile. Le 9 jan-vier, alors que le bureau fédéral désignait, à l'unanimité des présents, M. Christian Leclerc, successeur de Michel Bertelle à la mairie de Blénod, dix-huit des vingt et un mem-bres du bureau élargi de la section de Blézod choisissaient, pour leur

part, M. Amicabile. Le 13 janvier. quarante-quatre militants de la sec-tion (cent soixante-dix revendiqués officiellement) se prononçaient, en présence de M. Mongel, pour M. Amicabile par 35 voix contre 4

Les dirigeants de Mearthe-et-Moselle affirment donc que cette expression de la base est le fruit d'une manipulation, mais se trou-vent confrontés à une situation diffivent confrontés à une situation diffi-cile. Devant le comité fédéral, le 22 janvier, M. Mougel, en effet, a indiqué que M. Leclerc, le candidat «officiel», refusait sa désignation, sans lire la lettre explicative que celui-ci avait fait parvenir aux dirigeants départementanz. En conséquence, cette instance a adopté (2 contre et 2 abstentions) une posi-tion frappée au coin du centralisme démocratique : le counté fédéral est mandaté pour rediscuter avec les membres de la section de Blénod. «Pour les conveincre qu'ils se trom-pent», confie un dirigeant 16déral. «Tout le monde comaît les liens qui unissaient Bertelle et Amica-bile, affirme un étu. Ils veulent, comme la direction nationale, divi-

Print of the law of the

Francisco Contract

Sir .

2000

D. .

Piter State of

A

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Pts IF you

₹ :

Aux assises de Paris

Péché mortel

La culture arménienne n'est pes la seule à considérer les rela-tions sexuelles hors mariage comme un péché. Mais cette notion est peut-être intense encore chez aux qui, déracinés, tentent après l'immigration de conserver la tradition.

Ce péché et, surtout, la crainte d'un châtiment terrible de la part de son père ont conduit une jeune femme de vingt ans, Ani Abra-Paris pour répondre du meurtre de son enfant nouveeu-né, qui n'a vécu que quelques instants avant d'être jeté par le fenêtre du septième étage du 6, rue Albert-Bayet, à Paris-13°.

Venue en France à l'âge d'un an, Ania subice qu'un témoin a appelé € le choc de deux cultures ». En décembre 1983, ses parents l'ont fiencés, avec son accord, à un membre de la communauté arménienne, et le meriege a été fixé au 31 mars 1984. Mais, en janvier, la joune fille a cédé à un flancé qui se

élevée sévèrement, mais vous couchez avec quand même », remarquera sèchement la présidente, Mª Marguerite Fouret, qui dirige, depuis le 16 janvier, la quatrième session de la cour

délicatesse, la joune femme, que tous les témoins désignent comme une personne extrême ment timide et très réservée, reste muette.

Mais voudrait-elle parter que le magistrat l'interrompt : « Votre mère ne vous avait rien dit ? Et ne parle que de ça ? Et dens Cosmopolitan ? » Non, Ani na lit que des romans et fait de la broderie. Elle sera enceinte sans s'en aper-cevoir. Quand il a fallu se rendre à l'évidence, elle s'est confiée à son fiancé : « Je lui ai dit qu'il fallait qu'on se marie. »

Un geste fon

Mais le mariage a tardé, pour des raisons économiques. Un soir. elle va se coucher plus tôt que d'hebitude, et l'enfant naît. Il pleura. Elle le ceime, mais il se remet à pieurer. Ani est prise de penique, son père va se réveiller, la chasser, pire peut-être... Et c'est le geste fou : la défenestration. « Dans ma tête, j'ai eu peur que mon père me mette à la

porte », a-t-elle tenté d'expliquer. Parmi les térnoins, trop nombreux au goût de Mm Fouret, un ami de la famille, M. Joseph Terdjan a décrit l'état d'esprit de la

jeune femme ; € Dans son enfance ella n'a cessé d'entendre les fammes plus âgées parier de ca qui arrivait aux filles qui « tombaient », avec des récits de massacres et d'assassinats. Dans notre culture, on n'essaie pas de convaincre par la raison, on fait jouer la terreur. 3

Comprendre n'est pas forosment excuser. Mais l'avocat général Charles Michon a semblé aussi herménique que la prési-dente aux propos des térnoins. Pour le magistret du parquet, c'est seulement « un crime contre nature (...), de ceux que l'on ne peut pas comprendre (...), qui dépassent l'entendement...». Mais il demanda une peine de cinq ans de prison sans s'opposer sureis pertiel,

Contraint au silence pendant l'audience afin d'éviter les foudres de la présidente, Mº Gérard Samet, lors de sa plaidoirie, a su faire pénétrer les jurés dans l'arationnel : « Elle avait fait tout ce qu'il faut pour qu'il vive et brutalement l'acte est venu du fond

des âges... s. Libre sous contrôle judiciaire depuis les faits, Ani a épousé son fiancé et, vendredi 23 janvier, les jurés perisiens l'ont condamnée à cinq ans de prison avec aursis.

MARC PORTEY.

Le Monde sur minitel **IMMOBILIER**

30 000 affaires Paris-province. Garantie 36.15 TAPEZ LEMONDE

Bouquins - Dossiers par milliers Rayonnages

Bibliothèques au prix de fabrique du kit au sur mesure

LEROY FABRICANT équipe votre appartement bureaux, magazins, etc. 26 années d'expérience Une visite s'impose 208, avenue du Maine, Paris (144) 45-40-67-40 - M Alésie

مكذا س الأصل